

# COI Focus

## BURKINA FASO

### Situation sécuritaire

6 octobre 2022 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Table des matières

<b>Liste des sigles utilisés.....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>1. Bref historique .....</b>	<b>7</b>
<b>2. Etat actuel du conflit .....</b>	<b>10</b>
2.1. Conflits politiques .....	10
2.2. Conflits armés .....	11
<b>3. Parties combattantes .....</b>	<b>14</b>
3.1. Forces armées burkinabè .....	14
3.2. Police, Gendarmerie et justice antiterroriste .....	15
3.3. Groupes d'autodéfense .....	16
3.4. Groupes djihadistes .....	18
3.4.1. Généralités .....	18
3.4.2. Ansarul Islam.....	21
3.4.3. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) .....	22
3.4.4. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) .....	23
3.4.5. Cohabitation entre groupes djihadistes.....	25
3.5. Troupes internationales .....	26
3.5.1. Force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel (FC-G5S).....	26
3.5.2. Opération Barkhane .....	27
3.5.3. Coalition pour le Sahel .....	28
3.5.4. Implication de la Russie.....	29
<b>4. Typologie de la violence .....</b>	<b>29</b>
4.1. Nombre d'incidents .....	29
4.2. Violences djihadistes .....	31
4.2.1. Généralités .....	31
4.2.2. Violences contre les femmes .....	33
4.2.3. Enfants soldats.....	34
4.3. Violences étatiques .....	34
4.4. Violences communautaires.....	36
<b>5. Cibles de la violence .....</b>	<b>38</b>
5.1. Données .....	38
5.2. En fonction du rôle auprès des autorités .....	39
5.3. En fonction de l'ethnie .....	40
5.4. En fonction de la religion .....	42
<b>6. Répartition géographique.....</b>	<b>43</b>
6.1. Au Sahel.....	43
6.2. Au Burkina Faso .....	44
6.3. A Ouagadougou.....	46
<b>7. Déplacements de population .....</b>	<b>47</b>
<b>8. Impact de la violence sur la vie quotidienne .....</b>	<b>49</b>
8.1. Situation humanitaire .....	49
8.2. Infrastructures scolaires .....	51
8.3. Infrastructures sanitaires .....	52
<b>Résumé .....</b>	<b>54</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>56</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>59</b>

## Liste des sigles utilisés

ACAPS	Assessment Capacities Project
ACF	Action contre la faim
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ACRESA	Académie de recherche stratégique africaine
AFD	Agence française de développement
AFP	Agence France presse
AI	Amnesty International
AIB	Agence d'Information du Burkina
AJ	Al Jazeera
AP	Associated Press
APA	Agence de presse africaine
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
BSIAT	Brigade spéciale des investigations antiterroristes
CDD	Centre pour la démocratie et le développement
CENOZO	Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CFR	Council on Foreign Relations
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIVIC	Center for Civilians in Conflict
CPJ	Committee to Protect Journalists
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers
CNCD	Centre national de coopération au développement
CONASUR	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
CTC	Combating Terrorism Center
DCAF	Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces
DW	Deutsche Welle
ECFR	European Council on Foreign Relations
EEAS	European External Action Service
EEI	Engin explosif improvisé
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
FC-G5S	Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel
FDS	Forces de défense et de sécurité
FES	Fridrich-Ebert-Siftung
FLM	Front de libération de Macina
FRS	Fondation pour la recherche stratégique
GFAT	Groupement des forces antiterroristes
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICCT	International Centre for Counter-Terrorism
ICG	International Crisis Group
ICT	International Institute For Counter-Terrorism
IEP	Institute for Economics and Peace
IFRI	Institut français des relations internationales
IRD	Institut de recherche pour le développement
ISPI	Italian Institute for International Political Studies
ISS	Institute for Security Studies
ISSAT	International Security Sector Advisory Team
IVERIS	Institut de veille et d'étude des relations internationales et stratégiques
JA	Jeune Afrique
JNIM	Jamaat Nusrat al-Islam wal-Muslimin
MBDHP	Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples
MEE	Middle East Eye
MEI	Middle East Institute
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

MSF	Médecins sans frontières
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
NORIA	Network of Researchers in International Affairs
NRC	Norwegian Refugee Council
NYT	The New-York Times
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de la coordination des affaires humanitaires)
ODDH	Observatoire pour la démocratie et les droits de l'homme
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PAS	Programmes d'ajustement structurel
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RFI	Radio France internationale
RSP	Régiment de sécurité présidentiel
TI	Transparency International
TNH	The New Humanitarian
UA	Union africaine
UNFPA	United Nations Population Fund (Fonds des Nations unies pour la population)
UNODC	United Nations Office on Drugs and Crime (Office des Nations unies contre la drogue et le crime)
USDOS	United States Department of State
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie
VOA	Voice Of America
WANEP	West African Network for Peacebuilding

## Introduction

Ce rapport dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Burkina Faso. Il s'intéresse particulièrement à la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 19 août 2022, mettant à jour un rapport portant le même titre, publié le 7 avril 2021 et un addendum publié le 17 juin 2021. Au-delà de cette période de recherche documentaire, le Cedoca mentionne le coup d'Etat survenu en octobre 2022.

Ce rapport se compose de huit parties. La première constitue un rappel historique du contexte général et des événements qui se sont déroulés au Sahel depuis 2012 et au Burkina Faso à partir de 2015. La situation sécuritaire depuis avril 2021 est abordée dans la deuxième partie. Les acteurs en présence – forces armées nationales et internationales, structures communautaires et groupes armés – sont passés en revue dans le troisième chapitre. Le quatrième propose une description de la violence tandis que le cinquième chapitre décrit les cibles de cette violence. La répartition géographique des incidents, les déplacements de population consécutifs à la violence et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois derniers chapitres.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général au Conseil de sécurité ou d'autres organismes de l'Organisation des Nations unies (ONU), ceux d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales actives dans la défense des droits de l'homme ainsi que ceux publiés par des instituts de recherches orientant certains de leurs travaux sur la région du Sahel. La presse burkinabè et internationale a également été consultée. Les recherches ont été clôturées le 19 août 2022.

Ce COI Focus utilise notamment des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Burkina Faso, il s'agit notamment des sources suivantes : Actu Burkina, Agence d'Information du Burkina (AIB), Agence France presse (AFP), Al Nabaa, Amaq, aOuaga, Aujourd8, Bafuji Infos, Berger sahelien infos, Burkina24, Deutsche Welle (DW), Facebook, Fasozine, Gulmu Info, Infowakat, Intercept, International Crisis Group (ICG), Jeune Afrique (JA), Le Faso, Le Pays, Libre Info, L'Observateur Paalga, Mali Jet, Menastream, MinuteBf, Mouvement pour la Résistance Populaire, Netafrique, Observatoire de la dignité humaine (ODH), Ouaga Flash Info, Ouaga FM, Ouaga24, PANAPRESS, Pinal, Radio France internationale (RFI), Radio Omega, Sahel Security Alerts, Twitter, Wakat Séra, WAT FM, Whatsapp et Xinhua. La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles<sup>1</sup>. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 10 juin 2022. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts<sup>2</sup>. L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue<sup>3</sup>. Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données<sup>4</sup>. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis

<sup>1</sup> ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>2</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>3</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>4</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

par l'ACLED doivent être considérés comme une estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

Les conditions de sécurité au Burkina Faso font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus sera mis à jour le plus rapidement possible.

## 1. Bref historique

Le Sahel est une région généralement délimitée au nord par le Sahara et au sud par la bande de savane. La situation sécuritaire qui y règne est de plus en plus préoccupante depuis l'effondrement de la Libye en 2011, puis le début du conflit au nord du Mali en 2012, pays dans lequel s'étaient réfugiés des djihadistes algériens au début des années 2000<sup>5</sup>. Plusieurs facteurs confèrent à cette région un climat croissant d'insécurité, d'instabilité et de conflit. Certains sont d'ordre socioéconomique et climatique: une croissance démographique rapide, la pauvreté (notamment l'aggravation du chômage des jeunes), l'insécurité alimentaire et le changement climatique et la sécheresse (qui accentuent la dégradation des terres et la désertification)<sup>6</sup>. D'autres sont d'ordre sécuritaire : le crime organisé (notamment le trafic illégal d'êtres humains, d'armes et de drogues) et l'extrémisme violent. Enfin des questions de gouvernance et de choix politiques interviennent également : la faiblesse des institutions et les carences de la gouvernance, la transformation des systèmes de production qui génèrent des compétitions mal régulées<sup>7</sup>, le soutien à l'agriculture extensive, la libéralisation des marchés agricoles, les programmes d'ajustement structurel (PAS) ou encore l'accaparement des terres par des sociétés étrangères<sup>8</sup>.

Le Burkina Faso a longtemps été réputé pour sa stabilité<sup>9</sup>. Le pays a, jusqu'en 2015, été épargné des conséquences de la chute du régime libyen en 2011<sup>10</sup>. Ces dernières années, la situation sécuritaire s'y est pourtant progressivement détériorée à une vitesse inédite selon de nombreux observateurs<sup>11</sup>.

L'insécurité au Mali<sup>12</sup> constitue un facteur d'instabilité majeur au plan régional<sup>13</sup>. L'expansion des groupes djihadistes présents dans ce pays a été préparée dès le début des années 2010<sup>14</sup>. Les premières attaques au Burkina Faso ont commencé en 2015<sup>15</sup>, année de l'arrivée à la présidence de Roch Marc Christian Kaboré<sup>16</sup>. Ensuite, des attaques sporadiques ont touché les forces de sécurité dans le nord du Burkina Faso au cours de l'année 2016. Les groupes islamistes ont commencé à accroître leur présence et ont créé un climat de peur dans tout le pays<sup>17</sup>. La situation s'est fortement dégradée dans les provinces de Soum et de l'Oudalan (dans la région administrative du Sahel) au cours du premier semestre 2017, et ce, malgré des initiatives internationales pour lutter contre l'expansion de la menace terroriste. Dans le courant du second semestre 2017, progressivement, la menace s'est étendue sur l'ensemble de la frontière avec le Mali en direction des provinces du sud

---

<sup>5</sup> The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), 24/02/2019, [url](#)

<sup>6</sup> Selon un expert du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Burkina Faso est le 20<sup>ème</sup> pays le plus vulnérable au changement climatique et le 35<sup>ème</sup> le moins prêt au monde. Plus d'un tiers des terres du pays sont dégradées, la dégradation s'étendant à un rythme de 360.000 hectares par an : Al Jazeera (AJ) (Mednick S.), 27/07/2020, [url](#)

<sup>7</sup> ICG, 24/04/2020, [url](#)

<sup>8</sup> Ministère des Affaires étrangères de Norvège, 10/2018, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/05/2019, [url](#) ; Le Monde (Caramel L.), 11/04/2019, [url](#) ; ICT, 02/2020, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#) ; FES, 2020, [url](#)

AfriqueXXI (Carayol R.), 08/11/2021, [url](#)

<sup>9</sup> Reuters, 28/03/2019, [url](#)

<sup>10</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>11</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#) ; ACLED, 28/03/2019, [url](#) ; France Culture, 13/05/2019, [url](#) ; APA, 20/06/2022, [url](#)

<sup>12</sup> Pour rappel, en 2012, des groupes armés touaregs séparatistes et liés à Al-Qaïda se sont emparés de régions du nord malien. Suite à une intervention militaire de la France en 2013 et un accord de paix en 2015, des groupes islamistes armés se sont déplacés au centre du Mali à partir de 2015, puis au Burkina Faso à partir de 2016 (HRW, 05/2018, [url](#))

<sup>13</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018

<sup>14</sup> CTC (Nsaibia H., Weiss C.), 03/2018, [url](#)

<sup>15</sup> Institut Thomas More (Tisseron A.), 03/2019, [url](#) ; JA, 23/10/2018, [url](#)

<sup>16</sup> APA, 20/06/2022, [url](#)

<sup>17</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

(Kéné Dougou, Kossi, Yatenga)<sup>18</sup>. Une carte administrative du Burkina Faso (avec ses régions et ses provinces) est disponible à [l'annexe 1](#).

Jusqu'en 2018, les autorités préfèrent parler de tentatives de déstabilisation, plutôt que d'attaques terroristes<sup>19</sup>. Le Burkina Faso fait pourtant face à des violences diverses. Il peut s'agir d'attaques de djihadistes ou de terroristes, d'affrontements ethniques ou de banditisme<sup>20</sup>. Ces différents conflits peuvent se superposer, fusionner et changer, cette convergence des éléments djihadistes et criminels compliquant la tâche des forces qui les combattent<sup>21</sup>. Qui plus est, « des groupes d'autodéfense villageois créés dès 2014 pour restaurer la sécurité ont aggravé les violences locales à base communautaire »<sup>22</sup>.

Depuis 2018, la situation s'est rapidement dégradée<sup>23</sup> et un nombre croissant d'incidents se sont déroulés dans les régions de l'Est et du Centre-Est. Une partie des groupes terroristes s'est repliée à l'est du pays, zone forestière difficile d'accès et peu contrôlée par l'armée<sup>24</sup>.

A la fin de l'année 2018, l'état d'urgence a été décrété dans 14 des 45 provinces du pays et prolongé à plusieurs reprises<sup>25</sup>. Ces provinces se trouvent dans les régions des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Est, de l'Est, du Nord et du Sahel<sup>26</sup>, principalement situées le long des frontières avec le Mali et le Niger<sup>27</sup>. Cet état d'urgence a pris fin avec la dissolution du gouvernement suite au coup d'Etat de janvier 2022 (voir [chapitre 2.1](#)) mais le ministre de la Justice a annoncé en avril 2022 sa réactivation sur toute l'étendue du territoire national<sup>28</sup>.

Human Rights Watch (HRW) constate en mars 2019 que les violences – qu'elles soient commises par des groupes islamistes ou par les forces de sécurité burkinabè lors d'opérations antiterroristes – ont « considérablement augmenté depuis la mi-2018, faisant de nombreux morts et obligeant des dizaines de milliers de villageois à prendre la fuite »<sup>29</sup>. L'auteur de ce rapport de HRW sur la violence au Burkina Faso a affirmé à l'Agence France presse (AFP) qu'il est difficile de suivre et de recenser les attaques tellement elles sont nombreuses<sup>30</sup>.

Au Burkina Faso, les violences s'étaient dans un premier temps concentrées dans la région du Sahel. Après 2016, l'activité islamiste armée s'est ensuite étendue à d'autres régions administratives telles que celles du Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord, qui ont ensemble subi la majorité des attaques, ainsi que vers les régions du Centre-Est et du Centre-Sud. D'autres attaques se sont également produites dans des régions différentes<sup>31</sup>.

Des sources mentionnent en 2020 que les attaques des groupes djihadistes menacent également les zones frontalières du Burkina Faso et du Niger »<sup>32</sup> ainsi que zones frontalières avec le Bénin et la Côte

---

<sup>18</sup> Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), 12/03/2019, [url](#)

<sup>19</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#) ; AFP (Baily A., Fort P.) via TV5 Monde, 27/06/2020, [url](#)

<sup>20</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

<sup>21</sup> ACLED, 17/01/2019, [url](#) ; ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; HRW, 26/05/2020, [url](#) ; TV5 Monde (Soyez N.), 01/02/2022, [url](#) ; CFR (Campbell J., Quinn N.), 23/03/2021, [url](#)

<sup>22</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>23</sup> ACAPS, 10/2020, [url](#)

<sup>24</sup> Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), 12/03/2019, [url](#)

<sup>25</sup> Reuters via Mediapart, 11/01/2019, [url](#) ; Lefaso.net, 11/07/2019, [url](#) ; Service d'Information du Gouvernement du Burkina Faso, 27/12/2019, [url](#) ; Koaci.com, 28/02/2021, [url](#)

<sup>26</sup> Le Monde, 31/12/2018, [url](#) ; OCHA, 07/2020, [url](#)

<sup>27</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

<sup>28</sup> Agence Anadolu (Bendhaou F.), 11/04/2022, [url](#)

<sup>29</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>30</sup> AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#)

<sup>31</sup> HRW, 26/05/2020, [url](#) ; ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>32</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 02/11/2020, [url](#)

d'Ivoire<sup>33</sup>. Cette concentration des attaques des groupes djihadistes sur les zones frontalières est continue depuis lors<sup>34</sup>.

L'année 2019 a connu le bilan annuel le plus lourd, en termes de pertes humaines au Sahel, depuis 2012<sup>35</sup>. Cette année-là, le Burkina Faso est le pays le plus ciblé par les attaques des groupes djihadistes<sup>36</sup>. Il n'est donc plus un acteur secondaire de la crise au Sahel, mais bien une partie intégrante de cette crise<sup>37</sup>, voire l'épicentre de la guerre plus large contre les groupes armés dans l'ouest du Sahel<sup>38</sup>. L'insurrection sahéenne a atteint son point culminant cette année-là lorsque deux groupes djihadistes (l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), voir infra) ont simultanément envahi la zone du Liptako-Gourma, dite la zone des trois frontières (point de rencontre des frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger). Les forces gouvernementales des trois pays ont été contraintes de se retirer des zones frontalières et de laisser les territoires précédemment contestés sous le contrôle de ces groupes djihadistes<sup>39</sup>.

Fin 2019, il est évident, selon l'International Institute For Counter-Terrorism (ICT), que des changements majeurs sont intervenus dans la violence au Burkina Faso. De 2018 à 2019, outre l'augmentation spectaculaire du nombre de victimes, le profil de celles-ci a également changé. Alors que la majorité des décès en 2018 étaient dus à des attaques sur des cibles militaires, la plupart des décès en 2019 étaient des civils. Cette augmentation des attaques et des décès ainsi que le glissement important vers des cibles civiles indiquent que l'insurrection au Burkina Faso est maintenant fermement établie<sup>40</sup>.

Un changement progressif a commencé lorsque la France (voir [chapitre 3.5.2.](#)), au début de 2020, a modifié sa position en augmentant ses troupes et en intensifiant les opérations aux côtés des forces locales. Les forces internationales et locales ont progressivement repris le dessus. Par ailleurs, l'évolution vers une véritable guerre de territoire entre les deux principaux groupes djihadistes (voir [chapitre 3.4.5.](#)) a encore affaibli l'insurrection. Les combats entre ces deux organisations et les opérations menées contre elles sont à l'origine d'une augmentation substantielle du nombre de morts et de conflits signalés au Mali et au Burkina Faso<sup>41</sup>. L'année 2020 s'est avérée « la plus meurtrière en matière de violence commise par les militants islamistes au Sahel »<sup>42</sup>. Le Burkina Faso n'a jamais connu de guerre civile, mais selon un analyste de l'ACLED, le conflit actuel en présente plusieurs caractéristiques essentielles<sup>43</sup>.

Durant l'année 2020, tant les attaques terroristes que les opérations antiterroristes se sont multipliées au Burkina Faso, ce qui provoque une forte détérioration de la situation humanitaire<sup>44</sup>. Les groupes djihadistes ont concentré leurs attaques sur les civils, les programmes d'aide humanitaire et les groupes d'autodéfense, s'éloignant ainsi des attaques précédentes qui visaient principalement le personnel militaire et policier ainsi que leurs installations<sup>45</sup>. Ces attaques ont également entraîné une multiplication des déplacements et l'extension des territoires contrôlés par les groupes djihadistes<sup>46</sup>.

<sup>33</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>34</sup> IEP, 01/03/2022, [url](#)

<sup>35</sup> BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

<sup>36</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>37</sup> Le Monde (Châtelot C.), 05/11/2019, [url](#)

<sup>38</sup> AJ (Wilkins H.), 16/12/2020, [url](#)

<sup>39</sup> ACLED, 02/2021, [url](#)

<sup>40</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>41</sup> ACLED, 02/2021, [url](#)

<sup>42</sup> CESA, 12/2020, [url](#)

<sup>43</sup> AJ (Wilkins H.), 21/11/2020, [url](#)

<sup>44</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

<sup>45</sup> USDOS, 16/12/2021, [url](#)

<sup>46</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#)

HRW estime début 2020 qu' « [e]n vertu du droit de la guerre, la lutte qui oppose le gouvernement du Burkina Faso aux groupes armés constitue un conflit armé non international »<sup>47</sup>. Amnesty International (AI) y voit aussi un conflit armé non international et ajoute que plusieurs homicides délibérés de civils sont potentiellement des crimes de guerre<sup>48</sup>. Le Comité international de la Croix-Rouge se dit alarmé, dans un communiqué de juillet 2020, par l'érosion du respect du droit international humanitaire<sup>49</sup>.

Une accalmie a toutefois été observée pendant les élections présidentielle et législatives, suite à une trêve négociée dans ce cadre. Selon les données de l'ACLED traitées par The New Humanitarian (THN), près de cinq fois moins d'affrontements entre djihadistes et forces de sécurité de novembre 2020 à janvier 2021 ont été observés par rapport à la même période un an plus tôt<sup>50</sup>. Ces attaques, localisées dans la région du Nord, aux alentours de Ouahigouya, dans le Yagha, dans le Soum et dans la région de l'Est, connaissent une nette reprise depuis le début de l'année 2021<sup>51</sup>.

## 2. Etat actuel du conflit

### 2.1. Conflits politiques

Une attaque menée par un groupe djihadiste contre le poste de gendarmerie d'Inata le 14 novembre 2021, au cours de laquelle au moins 50 gendarmes privés de ravitaillement ont été assassinés, a scellé le divorce entre les militaires et le président<sup>52</sup>. Cette attaque a en effet révélé « de graves défaillances dans la chaîne de commandement »<sup>53</sup>. Plusieurs manifestations populaires contre l'insécurité croissante ont réclamé le remaniement de l'appareil de sécurité du pays. Le 23 janvier 2022, le Président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, à qui il était reproché une incapacité à sécuriser le pays, a été chassé du pouvoir par un coup d'État militaire mené par le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration et le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba<sup>54</sup>.

Ce dernier a signé une charte approuvant une période de transition de trois ans avant un retour prévu à la démocratie en 2025<sup>55</sup>. Suite à ce coup, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a suspendu le Burkina Faso de son organisation<sup>56</sup>. Le 3 juillet 2022, cette même CEDEAO a retiré sa menace de sanctions après avoir convenu avec le pouvoir en place d'une transition de 24 mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022<sup>57</sup>.

Suite à ce coup d'État, plusieurs mesures ont été prises au niveau de l'appareil sécuritaire : renouvellement des grands commandements et des unités opérationnelles, création d'un Commandement des opérations du théâtre national (COTN), rappel des militaires récemment retraités<sup>58</sup>.

---

<sup>47</sup> HRW, 06/01/2020, [url](#)

<sup>48</sup> AI, 10/06/2020, [url](#)

<sup>49</sup> CICR via Burkina 24, 02/07/2020, [url](#)

<sup>50</sup> TNH (Mednick S.), 11/03/2021, [url](#)

<sup>51</sup> JA (Diallo A.), 02/02/2021, [url](#)

<sup>52</sup> The Conversation (Vircoulon T.), 01/02/2022, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 19/11/2021, [url](#)

<sup>53</sup> Coalition citoyenne pour le Sahel, 06/2022, [url](#)

<sup>54</sup> DW (Gatanazi E.), 09/05/2022, [url](#) ; Le Monde (Fattori F., Simonnet V., Dedier E.), 12/02/2022, [url](#) ; AJ (Durmaz M.), 11/03/2022, [url](#)

<sup>55</sup> AJ (Durmaz M.), 11/03/2022, [url](#)

<sup>56</sup> Africanews, 20/05/2022, [url](#) ; NC, NRC, 03/05/2022, [url](#)

<sup>57</sup> ICG, 07/2022, [url](#)

<sup>58</sup> Wakat Séra, 14/03/2022, [url](#) ; RFI, 15/03/2022, [url](#) ; ISS (Fahiraman R. K.), 10/05/2022, [url](#)

Selon l'organisation américaine Refugees International, les perceptions de ce coup sur le terrain ont été bien différentes. Bien que les Burkinabés pro-putsch soient descendus dans les rues de Ouagadougou pour manifester leur soutien, les zones situées en dehors de la capitale – particulièrement celles qui ont été durement touchées par le conflit et les violences perpétrées par les forces de l'État – ont été moins favorables au changement<sup>59</sup>.

Le 3 juillet 2022, la junte a annoncé la libération de l'ancien président Roch Marc Christian Kaboré<sup>60</sup>.

Le 30 septembre 2022, le Burkina Faso a connu un nouveau coup d'État. Des unités de l'armée se sont soulevées contre le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, lui reprochant principalement la gestion de la situation sécuritaire. Après une médiation de chefs coutumiers et religieux, celui-ci a finalement accepté le 2 octobre de démissionner avant de s'exiler au Togo. Ibrahim Traoré, un capitaine de 34 ans, a officiellement été désigné président du pays le 5 octobre<sup>61</sup>.

Ce dernier s'est engagé à organiser de nouvelles assises nationales avant la fin de l'année 2022, se concluant par la nomination d'un nouveau président de Transition<sup>62</sup>. Il a également promis de respecter l'accord conclu le 3 juillet 2022 entre le pays et la CEDEAO, devant permettre un retour à l'ordre constitutionnel avant le 1<sup>er</sup> juillet 2024<sup>63</sup>.

Il s'agit du neuvième coup d'État depuis l'indépendance du Burkina Faso de la France en 1960 et la troisième tentative réussie au cours des huit dernières années<sup>64</sup>.

## 2.2. Conflits armés

Selon le Global Terrorism Index 2022, trois des dix pays les plus touchés par le terrorisme en 2021 se trouvent dans la région du Sahel. Le Burkina Faso est le premier d'entre eux, à la quatrième position<sup>65</sup>. Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) indique que le Sahel est la région d'Afrique « où la violence islamiste militante contre les civils est la plus élevée », représentant « 60 % de l'ensemble des violences contre les civils en Afrique »<sup>66</sup>.

La Coalition citoyenne pour le Sahel dénombre entre avril 2021 et mars 2022 « en moyenne 76 attaques contre des civils et 242 morts civils dans les trois pays du Sahel central »<sup>67</sup>. The New Humanitarian (TNH) constate que, entre février 2022 et mai 2022, 530 incidents violents se sont produits, ce qui représente une augmentation de 115 % par rapport à l'année précédente<sup>68</sup>.

Selon le chercheur Rodrigue Koné Fahiraman, dans un article publié en mai 2022 :

« Les groupes extrémistes ont également renforcé au mois de février leur emprise sur les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre-Nord. Dans la région du Sahel notamment, ils se sont employés à contrôler les voies de communication pour isoler de nombreuses localités »<sup>69</sup>.

Du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 10 juin 2022, l'ACLED a comptabilisé au Burkina Faso 1.976 incidents (*violence against civilians, explosions/remote violence, battles*) et 4.067 victimes causés par ceux-ci. Ces incidents et victimes se sont succédés de la manière suivante :

<sup>59</sup> Refugees International (Lamarche A., Bentley A.), 21/04/2022, [url](#)

<sup>60</sup> RFI, 04/07/2022, [url](#)

<sup>61</sup> Le Monde (Fattori F., et al.), 05/10/2022, [url](#) ; France 24, 05/10/2022, [url](#) ; DW (Bako Ch.), 04/10/2022, [url](#)

<sup>62</sup> JA, 06/10/2022, [url](#)

<sup>63</sup> EEAS, 05/10/2022, [url](#)

<sup>64</sup> CDD (Idayat H., Afolabi A.), 10/2022, [url](#)

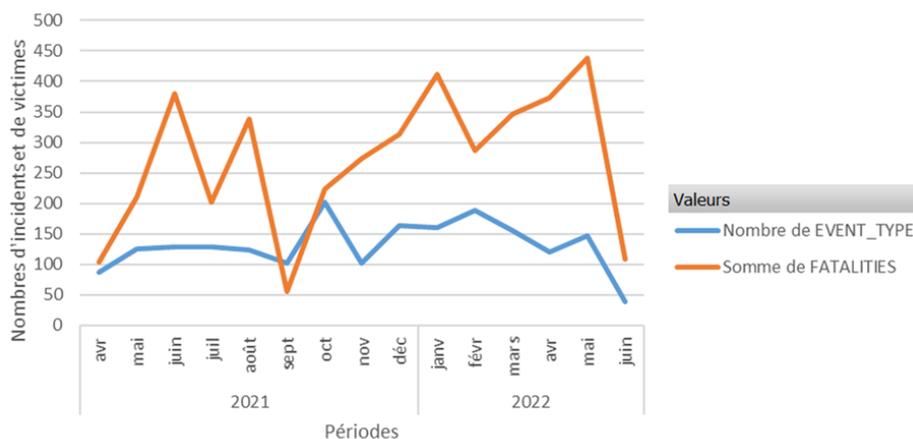
<sup>65</sup> IEP, 01/03/2022, [url](#)

<sup>66</sup> CESA, 18/02/2022, [url](#)

<sup>67</sup> Coalition citoyenne pour le Sahel, 06/2022, [url](#)

<sup>68</sup> TNH (Mednick S.), 29/06/2022, [url](#)

<sup>69</sup> ISS (Fahiraman R. K.), 10/05/2022, [url](#)



Nombre d'incidents et de victimes au Burkina Faso du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 10 juin 2022, selon l'ACLED<sup>70</sup>

En 2021, le nombre de décès liés au conflit au Burkina Faso a été plus élevé que celui du Mali, lieu de naissance du conflit au Sahel, pour la deuxième fois durant les trois dernières années<sup>71</sup>.

Sur base des chiffres de l'ACLED, José Luengo-Cabrera (spécialiste des risques de crise et de l'alerte précoce au Programme des Nations unies pour le développement, PNUD) constate que, à la mi-chemin de l'année 2022, le nombre de décès signalés au Burkina Faso représente 91 % du nombre de décès enregistrés pour toute l'année 2021. Janvier et mai 2022 ont été les mois les plus meurtriers depuis le début de l'année<sup>72</sup>.



Décès liés au conflit jusqu'au 30 juin 2022<sup>73</sup>

Selon Mahamoudou Savadogo, chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel et directeur du cabinet d'expertise Granada Consulting, les dynamiques de l'insécurité varient d'une région à une autre :

« Dans certaines régions, comme le Sahel (nord du pays), le pays est confronté à une forme de terrorisme insurrectionnel, combiné au terrorisme djihadiste. Dans l'est et dans le centre-nord, on observe des foyers insurrectionnels armés sur fond de conflits communautaires (pour le Centre-Nord), de mauvaise répartition des richesses naturelles et de criminalité transnationale (pour l'Est). Dans la boucle du Mouhoun, nous nous retrouvons face à un type d'insécurité hybride né des

<sup>70</sup> ACLED, 19/03/2021, [url](#)

<sup>71</sup> AJ (Durmaz M.), 11/03/2022, [url](#) ; MSF, 02/02/2022, [url](#)

<sup>72</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 29/07/2022, [url](#)

<sup>73</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 29/07/2022, [url](#)

conflits fonciers et communautaires qui ont dégénéré en crise terroriste soutenue et alimentée par les groupes armés djihadistes »<sup>74</sup>.

Le 20 juin 2022, le Conseil supérieur de la défense nationale a annoncé la création de deux « Zones d'intérêt militaire », l'une dans des réserves protégées de l'est du pays entre Pama et le parc national du W, réputées pour être des repaires de djihadistes (avec des bandes des provinces de Tapoa, de Kompienga, de Komandjari et du Gourma) et l'autre dans une partie de la province du Soum<sup>75</sup>. Des cartes localisant ces deux zones sont disponibles à l'[Annexe 2](#). Peu de détails circulent sur les spécificités de ces zones, si ce n'est que les Forces de défense et de sécurité (FDS) y interdisent « toute présence ou activité humaine aux risques de s'exposer aux effets des opérations militaires qui y seront conduites »<sup>76</sup>. Des analystes consultés par l'agence The Associated Press (AP) y voient une mesure désespérée pour tenter de contrôler une situation qui ne fait qu'empirer<sup>77</sup>. Début juillet 2022, les autorités burkinabè ont annoncé que toute personne qui se trouverait dans l'une de ces zones sera considérée comme hostile<sup>78</sup>.

Après une brève accalmie, les attaques des insurgés ont augmenté de 23 % au cours des cinq mois qui ont suivi la prise de pouvoir du lieutenant-colonel Damiba, par rapport aux cinq mois qui ont précédé le coup d'État, a déclaré Hédi Nsaibia, chercheuse principale à l'ACLEDE. Le nombre de morts – civils, militants et forces de sécurité – a augmenté de 15 % au cours de la même période. Cette chercheuse déclare aussi au Washington Post que les groupes djihadistes ont intérêt à montrer qu'il importe peu qu'un nouveau régime soit mis en place<sup>79</sup>.

Selon le chercheur Rodrigue Koné Fahiraman qui s'exprime en mai 2022 pour l'Institute for Security Studies (ISS), « l'euphorie constatée aux premières heures du coup d'État est retombée » et « laisse progressivement place à des critiques sur les capacités des nouvelles autorités à ramener effectivement la sécurité »<sup>80</sup>. Dans un reportage du Monde, Mahamadou Savadogo constate en juin 2022 que les forces armées « continuent à faire face aux mêmes problèmes, ceux de la coordination entre les unités et du manque de moyens. On commence clairement à être débordés par la situation »<sup>81</sup>.

Les violences liées à Al-Qaïda et à l'État islamique ont augmenté de près de 7 % au cours des trois premiers mois de pouvoir de la junte par rapport aux trois mois précédents, selon des chiffres d'ACLEDE repris par l'AP<sup>82</sup>.

Dans un rapport de mai 2022, le Secrétaire général des Nations unies se dit « gravement préoccupé par la détérioration de la situation des droits humains ». Il note des « violations horribles commises à l'encontre de civils, non seulement par des groupes armés terroristes, mais aussi, semble-t-il, par les forces armées et de sécurité de la région » du Sahel<sup>83</sup>.

La situation politique au Mali, en proie à deux coups d'État, a également entraîné une escalade de la violence au Burkina Faso car les forces maliennes, davantage concentrées sur leur maintien au pouvoir plutôt que sur les groupes djihadistes, ont considérablement réduit leurs opérations<sup>84</sup>.

<sup>74</sup> The Conversation (Savadogo M.), 16/03/2021, [url](#)

<sup>75</sup> Faso7, 20/06/2022, [url](#) ; Sahel Intelligence (Benshimon S.), 21/06/2022, [url](#)

<sup>76</sup> Julien Antouly (@j\_antouly), 21/06/2022, [url](#) ; Le Monde, 21/06/2022, [url](#)

<sup>77</sup> AP (Kabore A., Mednick S.), 22/06/2022, [url](#)

<sup>78</sup> RFI, 31/07/2022, [url](#)

<sup>79</sup> The Washington Post (Chason R., Tall B.), 16/06/2022, [url](#) ; AFP via VOA, 17/06/2022, [url](#)

<sup>80</sup> ISS (Fahiraman R. K.), 10/05/2022, [url](#)

<sup>81</sup> Le Monde (Le Cam M.), 14/06/2022, [url](#)

<sup>82</sup> AP (Mednick S.), 13/06/2022, [url](#)

<sup>83</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 11/05/2022, [url](#)

<sup>84</sup> AJ (Durmaz M.), 11/03/2022, [url](#)

Le Burkina Faso a remplacé le Mali comme épice centre du conflit régional. En 2021, le nombre d'événements de violence politique organisée au Burkina Faso a doublé par rapport à 2020, tandis que les décès annuels signalés ont dépassé ceux au Mali pour la deuxième fois en trois ans<sup>85</sup>. Durant le premier semestre 2022, le nombre de décès liés au conflit était le plus important au Mali<sup>86</sup>.

Le 13 juin 2022, le journaliste Wassim Nasr de France 24 note une multiplication des attaques des groupes djihadistes au Burkina Faso<sup>87</sup>. Une attaque dans la localité de Seytenga a causé la mort de plus de 100 voire 165 personnes en juin 2022. C'est l'attaque la plus meurtrière depuis l'attaque de Solhan en juin 2021<sup>88</sup>. Elle porterait les marques de l'EIGS<sup>89</sup>.

## 3. Parties combattantes

### 3.1. Forces armées burkinabè

L'armée burkinabè a été purgée après le renversement de l'ancien président Blaise Compaoré dans le contexte d'une insurrection populaire en octobre 2014, puis après la tentative de putsch de septembre 2015. Ce coup d'Etat raté a entraîné la dissolution du Régiment de sécurité présidentiel (RSP). Ce dernier était la garde prétorienne de l'ex-président mais aussi un véritable service de renseignements et une unité d'élite de l'armée<sup>90</sup>. Il représentait 10 % des forces armées<sup>91</sup>. C'est donc tout un système sécuritaire qui s'est effondré<sup>92</sup>, et les effets structurels de ces événements se font toujours ressentir aujourd'hui<sup>93</sup>.

D'autre part, la diplomatie de Blaise Compaoré faisait preuve de bienveillance à l'égard de certains groupes djihadistes, évitant que ceux-ci ne s'en prennent au Burkina Faso. Tout en tardant à admettre la nature endogène et l'ampleur de la crise, le régime de Kaboré, moins enclin à collaborer avec les groupes radicaux, a accusé cette ancienne classe dirigeante « d'être à la manœuvre »<sup>94</sup>.

L'ICG mentionne en février 2020 de nombreuses lacunes de l'appareil sécuritaire du Burkina Faso : un manque de capacités humaines et matérielles, illustré par de très faibles moyens aériens ou des unités spéciales peu formées aux conflits asymétriques ; un très faible maillage sécuritaire puisque les forces burkinabè sont complètement absentes sur 30 % du territoire<sup>95</sup> (comme à la frontière avec le Togo ou avec le Bénin par exemple<sup>96</sup>) ; la concentration de moyens vers le RSP sous le régime de Compaoré, dissous en 2015 ; des fractures internes et rivalités entre gendarmes et militaires engendrées par la transition de 2014-2015 qui fragilisent également ces services<sup>97</sup>.

<sup>85</sup> ACLED (Nsaibia H.), 02/2022, [url](#)

<sup>86</sup> ACLED (Nsaibia H.), 08/2022, [url](#)

<sup>87</sup> France 24, 13/06/2022, [url](#)

<sup>88</sup> RFI, 13/06/2022, [url](#) ; Reuters, 15/06/2022, [url](#)

<sup>89</sup> The New Arab, 18/06/2022, [url](#) ; AFP via VOA, 30/06/2022, [url](#)

<sup>90</sup> JA, 23/10/2018, [url](#)

<sup>91</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>92</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

<sup>93</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#) ; Foreign Policy via Courrier international, 04/04/2019, [url](#) ; ISSAT, DCAF, 13/08/2018 ; ISS (Koné H., Fahiraman R. K.), 07/12/2021, [url](#)

<sup>94</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#) ; Foreign Policy via Courrier international, 04/04/2019, [url](#)

<sup>95</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>96</sup> DW (Blanchard S.), 01/06/2022, [url](#)

<sup>97</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

D'après l'International Security Sector Advisory Team (ISSAT), la corruption, l'absence de responsabilité et la faible légitimité sapent le rôle des forces de sécurité<sup>98</sup>. Le détournement des ressources affectées à la défense et à la sécurité est en effet récurrent au Burkina Faso<sup>99</sup>, alors que les budgets alloués au secteur de la défense et sécurité sont en nette augmentation depuis 2016, passant par exemple de 18,5 % en 2020 à 20,2 % en 2021<sup>100</sup>.

En juin 2021, le président Kaboré a créé une unité antiterroriste appelée « Forces spéciales »<sup>101</sup>. Une clause des statuts de cette entité accorde à ses membres l'immunité pour toute action entreprise « au cours de leurs opérations », ce qui « viole les droits des victimes à la justice et à la réparation » selon une résolution du Parlement européen de février 2022<sup>102</sup>.

Yvan Guichaoua, spécialiste du Sahel à la Brussels School of International Studies, relève que la multiplication des fronts djihadistes est problématique pour ces forces contreterroristes. En effet, du point de vue des groupes djihadistes, un déplacement des zones d'opérations augmente les coûts de manière linéaire tandis que du point de vue des forces contreterroristes (qu'elles soient nationales ou internationales), ce coût augmente de façon exponentielle (en raison notamment des dispositifs de surveillance et d'évacuation qui sont très coûteux)<sup>103</sup>.

Il arrive que des membres du personnel de la sécurité nationale appartiennent également à des groupes d'autodéfense (voir [chapitre 3.3.](#))<sup>104</sup>. Ce recours à des civils armés, sur lesquels le gouvernement n'exerce qu'un contrôle limité, combiné à une réponse essentiellement militaire a « conduit à des abus favorisant les recrutements jihadistes et leur basculement dans une violence aveugle », selon l'ICG<sup>105</sup>.

Un reportage du journal Le Point en juillet 2022 démontre que l'armée burkinabè est toujours dans une position défensive, l'agenda étant dicté par les groupes djihadistes<sup>106</sup>.

Enfin, seuls les tribunaux militaires sont compétents pour juger des membres des forces de défense et de sécurité (FDS) accusés d'exactions contre des civils, avec l'autorisation du ministre de la Défense, ce qui limite le nombre de procédures et entrave la lutte contre l'impunité<sup>107</sup>.

### 3.2. Police, Gendarmerie et justice antiterroriste

Une évaluation menée en partenariat avec l'ISSAT en 2018 a montré que les forces de sécurité dans leur ensemble étaient absentes dans 36 % des communes. Le ratio des effectifs de sécurité de 1/758 est bien en dessous de la norme internationale de 1/400. Avec un effectif total de 5.219 gendarmes, le ratio de gendarmerie est de 1/2685. Le pays compte 350 départements territoriaux au total, dont 85 disposent d'au moins un poste de police et une unité de gendarmerie ; 109 disposent d'une unité de gendarmerie ou d'un poste de police ; et 156 n'ont aucune unité de la force de sécurité intérieure<sup>108</sup>.

La Brigade spéciale des investigations antiterroristes (BSIAT), brigade policière créée en 2018<sup>109</sup>, a atteint sa capacité opérationnelle en août 2019<sup>110</sup>. En août 2021, la BSIAT comptait quarante-huit

<sup>98</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>99</sup> ID4D (Padonou O.) [blog], 05/10/2021, [url](#) ; IFRI, 12/01/2022, [url](#)

<sup>100</sup> UNFPA, 13/11/2020, [url](#) ; PNUD, 07/2022, [url](#)

<sup>101</sup> Décret portant création des Forces Spéciales, 02/06/2021, [url](#)

<sup>102</sup> Parlement européen, 17/02/2022, [url](#)

<sup>103</sup> France Culture, 13/05/2019, [url](#) ; Timbuktu Institute, 23/03/2019, [url](#)

<sup>104</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>105</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>106</sup> Le Point (Kaboré B.), 28/07/2022, [url](#)

<sup>107</sup> Coalition citoyenne pour le Sahel, 06/2022, [url](#)

<sup>108</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>109</sup> IBurkina, 01/05/2020, [url](#)

<sup>110</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#) ; USDOS, 16/12/2021, [url](#)

officiers et agents de police judiciaire, ce qui est insuffisant face aux défis qui sont les siens selon plusieurs juridictions burkinabè<sup>111</sup>.

En août 2021, 459 dossiers étaient en cours d’instruction par le pôle judiciaire spécialisé dans la répression des actes de terrorisme (PJS)<sup>112</sup>. Un reportage du Monde démontre que les juges sont débordés par la violence djihadiste et qu’il n’existe pas de programme de réinsertion pour les personnes ayant bénéficié d’un non-lieu<sup>113</sup>. Un premier procès de ce pôle s’est déroulé en août 2021<sup>114</sup>. Deux membres d’Ansaroul Islam ont été condamnés à 20 ans de prison pour avoir attaqué une école en 2018<sup>115</sup>.

### 3.3. Groupes d’autodéfense

A côté des services étatiques se sont développés des groupes d’autodéfense dont le but est de lutter contre l’insécurité. La description de ces structures figure notamment dans un rapport publié par la FES en février 2021. Ces groupes de veille et d’autodéfense sont essentiellement constitués des miliciens koglweogo de Da Nan Ambassagou, d’associations de chasseurs traditionnels dozos, d’associations wend panga ainsi que, plus récemment, de « volontaires pour la défense de la patrie »<sup>116</sup>.

Les koglweogo, le plus important de ces groupes, prennent en main l’administration de la justice, occupent une place importante dans le paysage politique et social burkinabè et cherchent à s’étendre à l’ensemble du pays<sup>117</sup>. Ils organisent eux-mêmes le procès des personnes interpellées (qui n’ont pas droit à un avocat) en tant que juges et procureurs. Il est fréquent que les prévenus soient frappés ou enchaînés afin de fournir des informations, ce qui a déjà entraîné la mort de suspects<sup>118</sup>. Ce groupe vise à combler le vide laissé par l’État en matière de protection des personnes, des animaux et des ressources naturelles des communautés locales. Ils assument de plus en plus de pouvoirs auparavant sous le contrôle de l’État, comme la fiscalité, sapant ainsi l’État et les autorités traditionnelles, selon un rapport, paru en février 2021, de l’institut Clingendael<sup>119</sup>.

Du point de vue financier, les koglweogo profitent de contrôles routiers pour prélever des taxes ou imposer le paiement de fortes sommes aux familles de prévenus en échange de leur libération. D’autres groupes effectuent des activités qui relèvent « avant tout de pratiques commerciales de maintien de l’ordre plus proche d’activité de sécurité privée que d’une autodéfense citoyenne », selon deux universitaires spécialisés dans ce sujet<sup>120</sup>. Ces groupes et ceux qualifiés de bandits sont « les deux faces d’une même crise de la sécurité dans bien des espaces ruraux du pays », selon l’ICG, qui précise que « nombre de Koglweogo sont d’anciens bandits reconvertis »<sup>121</sup>.

Ces koglweogo ne représentent pas une entité homogène et ne sont pas acceptés de manière uniforme dans l’ensemble du pays. Ils se constituent autour d’initiatives locales menées par des entrepreneurs politiques locaux. Ils recrutent principalement dans les communautés mossi et fulsé et, à l’est, dans la communauté gourmantché. A l’ouest du pays, l’expansion de certains d’entre eux suscite des

<sup>111</sup> Conseil d’Etat, Cour de cassation, Cour des comptes, 10/2021, [url](#)

<sup>112</sup> Coalition citoyenne pour le Sahel, 06/2022, [url](#)

<sup>113</sup> Le Monde (Douce S.), 27/10/2021, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 28/10/2022, [url](#)

<sup>114</sup> RFI, 10/08/2022, [url](#)

<sup>115</sup> HRW, 07/09/2021, [url](#)

<sup>116</sup> FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

<sup>117</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#) ; TV5 Monde, 16/11/2020, [url](#) ; ARTE, 12/03/2021, [url](#)

<sup>118</sup> La Libre (Van Vyve V.), 05/05/2018, [url](#)

<sup>119</sup> Clingendael (Bisson L., et al.), 02/2021, [url](#)

<sup>120</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#)

<sup>121</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

tensions, tant avec des populations qui refusent de leur reconnaître une légitimité qu'avec des groupes dozos (associés au pays mandingue) qui assurent déjà des activités de maintien de l'ordre dans cette région du pays<sup>122</sup>.

Une carte disponible à l'[Annexe 3](#) illustre les principales zones de présence des kogllewo et ainsi que la localisation des principaux groupes.

Le système des « volontaires pour la défense de la patrie » (VDP) a été mis en place par une loi votée en janvier 2020<sup>123</sup>. Des supplétifs, dont la mission première est le renseignement, sont recrutés sur base volontaire. Ils reçoivent une formation d'une quinzaine de jours au cours de laquelle ils apprennent le maniement des armes légères et les tactiques militaires de base. Ils reçoivent ensuite un équipement (matériel de communication, de vision et armement). Ils sont amenés à patrouiller armés dans la zone qui leur est assignée, encadrés par des militaires. Chaque groupe reçoit un appui financier mensuel de l'Etat<sup>124</sup>. Les avantages financiers et en nature accordés à ces volontaires ont été fixés par un arrêté ministériel en avril 2020<sup>125</sup>. Aucun mécanisme n'a été mis en place pour rendre des comptes en cas de mauvais comportement de ces groupes, malgré leur intégration dans les forces armées de l'Etat<sup>126</sup>.

Le recrutement de ces volontaires a pris un peu de temps à démarrer<sup>127</sup> et le nombre de VDP effectivement recrutés est inconnu<sup>128</sup>. Ces VDP se sont largement développés dans la partie centre-nord du pays et plus timidement dans l'Est selon les recherches de Tanguy Quidelleur<sup>129</sup>.

Le 20 juin 2022, les autorités burkinabè ont créé une « brigade de veille et de défense patriotique » dont la mission est la coordination opérationnelle de la défense civile, le renseignement et la défense de certaines parties du territoire. Cette brigade regroupe l'ensemble des VDP<sup>130</sup>.

En ce qui concerne le profil ethnique des VDP, différentes sources indiquent en 2022 que ces forces sont en grande partie composées et contrôlées par des kogllewo et des dozos. Ces groupes recrutent principalement parmi les communautés mossis et fulbés ou gourmantchés. Les Peuls sont très peu présents<sup>131</sup>.

L'International Institute For Counter-Terrorism (ICT) explique dans un rapport publié en février 2020 que le fait de mettre des armes entre les mains de civils peut inciter les militants islamistes à commettre des raids dans ces villages, sources d'armes et de munitions<sup>132</sup>. Plus de deux ans plus tard, Wassim Nasr, journaliste à France 24, confirme en juin 2022 auprès de l'Agence de presse africaine (APA) que la création des VDP est contreproductive « car elle a contribué à attiser les tensions entre les populations civiles et les jihadistes qui les considèrent maintenant comme des cibles »<sup>133</sup>.

<sup>122</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#) ; FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

<sup>123</sup> Journal Officiel du Burkina Faso, 12/03/2020, [url](#)

<sup>124</sup> Franceinfo, 20/05/2020, [url](#) ; Burkina24, 24/02/2021, [url](#) ; APA, 20/06/2022, [url](#) ; Egmont Royal Institute for International Relations (Goxho D.), 19/04/2022, [url](#)

<sup>125</sup> Lefaso.net, 09/04/2020, [url](#)

<sup>126</sup> FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#) ; Egmont Royal Institute for International Relations (Goxho D.), 19/04/2022, [url](#)

<sup>127</sup> Franceinfo, 20/05/2020, [url](#) ; ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>128</sup> FES (Dakono B.), 01/2022, [url](#)

<sup>129</sup> Quidelleur T., 2022, [url](#)

<sup>130</sup> Faso7, 20/06/2022, [url](#) ; Le Monde, 21/06/2022, [url](#) ; Sahel Intelligence (Benshimon S.), 21/06/2022, [url](#)

<sup>131</sup> Franceinfo, 30/06/2020, [url](#) ;

Netherlands Institute of International Relations Clingendael, ICCT (Schmauder A.), 16/02/2022, [url](#)  
Netherlands Institute of International Relations Clingendael, ICCT (Willeme A., Schmauder A., de Bruijne K.), 12/2021, [url](#) ; Netherlands Institute of International Relations Clingendael, ICCT (Caulier T., Molenaar F.), 12/2021, [url](#) ; Safeworld, 02/2022, [url](#)

<sup>132</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>133</sup> APA, 20/06/2022, [url](#)

Cependant, dès son investiture, le lieutenant-colonel Damiba a fait appel aux VDP pour reconquérir le territoire<sup>134</sup>.

Une autre inquiétude soulevée par plusieurs observateurs concerne les risques inhérents de non-respect des droits humains par ces VDP, agissant dans des localités isolées et sans contrôle effectif d'une hiérarchie, ou de fragilisation de l'Etat de droit<sup>135</sup>. Le Secrétaire général des Nations unies constate par exemple dans son rapport publié en décembre 2020 que la création de ces groupes « a aggravé les tensions ethniques en certains endroits et fait craindre des violations des droits humains »<sup>136</sup>.

En effet, de nombreux témoignages affirment que tant les koglwéogo que les VDP sont responsables d'abus de droits de l'homme, voire de meurtres, majoritairement à l'encontre des Peuls, considérés comme des recrues des djihadistes<sup>137</sup>.

Néanmoins, ces différents groupes bénéficient du soutien de la population, fatiguée de l'incapacité de l'État à assurer la sécurité des citoyens<sup>138</sup>.

## 3.4. Groupes djihadistes

### 3.4.1. Généralités

Le Cedoca utilise le terme djihadistes pour désigner des groupes organisés autour de l'identité et/ou la religion. Le terrorisme est quant à lui un mode opératoire au service des fins politiques de ces groupes.

Il existe trois grandes entités djihadistes organisées dans le Sahel : Ansarul Islam, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)<sup>139</sup>. Ces trois entités sont décrites dans les chapitres suivants. La carte ci-dessous, proposée par Le Monde en février 2022, permet de visualiser les zones d'activités de ces principaux groupes djihadistes :

---

<sup>134</sup> IVERIS (Varenne L.), 24/04/2022, [url](#)

<sup>135</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#) ; FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#) ; Clingendael (Bisson L., et al.), 02/2021, [url](#)

<sup>136</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#)

<sup>137</sup> AFP via VOA, 19/05/2020, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 12/11/2020, [url](#) ; TNH (Mednick S.), 12/10/2020, [url](#) ; The Irish Times (Coakley A.), 09/03/2021, [url](#) ; Insecurity Insight via Reliefweb, 11/11/2020, [url](#) ; Atalyar (de León Cobo B.), 05/10/2020, [url](#) ; Lefaso.net, 28/10/2020, [url](#)

<sup>138</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

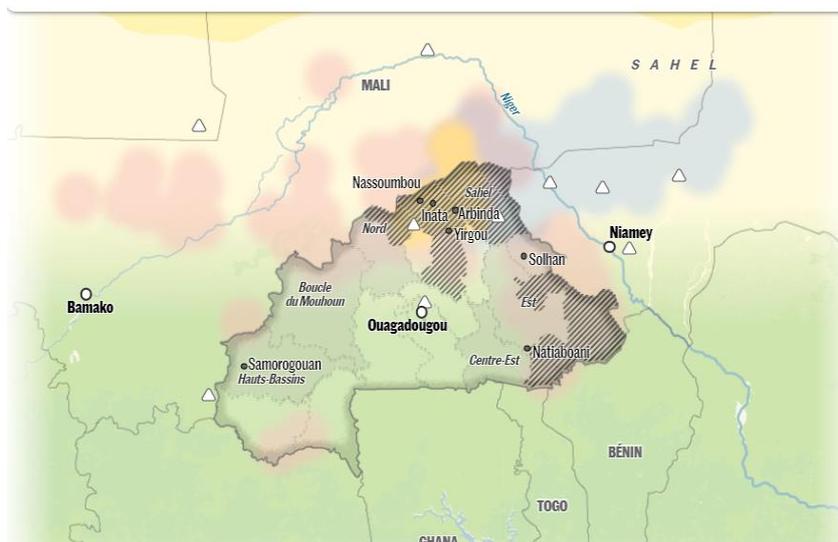
<sup>139</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#) ; USDOS, 16/12/2021, [url](#)

**Pris dans l'état djihadiste**
**Zone d'activité des groupes armés islamistes**

● Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, né au Mali
 ● Organisation Etat islamique au Grand Sahara, née au Mali  
● Ansaroul Islam, premier groupe djihadiste local
 ○ Province soumise à l'état d'urgence depuis décembre 2018

**Situation humanitaire**

△ Site de déplacés et de réfugiés
 ▨ Zone en insécurité alimentaire


 Localisation des groupes djihadistes<sup>140</sup>

Autour de ces trois « planètes » gravitent de très nombreux groupes, à la limite du djihadisme et du banditisme, parfois sans agenda idéologique mais qui profitent des opportunités, selon le reporter Vincent Huguex<sup>141</sup>.

Il existe donc une diversité de groupes djihadistes impliqués dans de nombreuses attaques au Burkina Faso<sup>142</sup>. Nombre d'attaques ne sont pas revendiquées<sup>143</sup>. Il s'avère donc compliqué de déterminer qui sont les auteurs des actions terroristes ou criminelles<sup>144</sup>, d'autant plus que les allégeances de ces groupes sont fluctuantes et se chevauchent<sup>145</sup>, et qu'ils travaillent main dans la main avec des réseaux criminels<sup>146</sup>. Il ne s'agit donc pas d'un vaste front cohérent mais bien de « dizaines de petits foyers de tensions très localisés »<sup>147</sup>. Un groupe djihadiste peut venir appuyer l'une des parties prenantes et ainsi s'implanter « dans un nouveau terroir et permettre aux populations qui le rejoignent de s'appuyer sur sa force de frappe pour régler leurs problèmes »<sup>148</sup>. Dès lors, ces groupes se fondent habilement dans la population locale lorsque c'est nécessaire. En d'autres termes, la réalité du terrain est beaucoup plus confuse et complexe que ne le suggère le discours de la « lutte contre les terroristes »<sup>149</sup>.

<sup>140</sup> Le Monde (Fattori F., Simonnet V., Dedier E.), 12/02/2022, [url](#)

<sup>141</sup> France Culture, 09/05/2019, [url](#)

<sup>142</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>143</sup> HRW, 05/2018, [url](#) ; AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#) ; DW (Oneko S.), 13/05/2019, [url](#) ; The Intercept (Penney J.), 22/11/2018, [url](#) ; GRIP (Guebs A.), 13/10/2020, [url](#) ; International Review of the Red Cross (Kienou S.), 2021, [url](#)

<sup>144</sup> Timbuktu Institute, 23/03/2019, [url](#)

<sup>145</sup> HRW, 26/05/2020, [url](#)

<sup>146</sup> DW (Oneko S.), 13/05/2019, [url](#)

<sup>147</sup> IFRI, 12/01/2022, [url](#)

<sup>148</sup> IFRI, 12/01/2022, [url](#)

<sup>149</sup> Clingendael (van der Meulen A.), 26/10/2021, [url](#)

Les unités djihadistes identifiées et actives au Burkina Faso bénéficient d'une autonomie par rapport à leurs dirigeants, principalement installés au Mali. Cette autonomie permet à leurs responsables de satisfaire les besoins locaux ou personnels<sup>150</sup>. Il est souvent délicat de déterminer si les insurgés sont des djihadistes ou des bandits « djihadisés », tant les composantes de ces groupes sont diverses et tant le facteur religieux est secondaire<sup>151</sup>.

Guillaume Soto-Mayor est expert du monde sahélien auprès du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Interrogé par Mondafrique en février 2021, il refuse quant à lui de confondre les acteurs criminels et les acteurs djihadistes :

« Cette idée que les groupes armés djihadistes seraient des bandits de grand chemin drapés dans un voile de religion, dont le principal objectif serait pécuniaire, est absurde. La survie de groupes armés locaux, de tribus, de clans, d'ethnies entières dépend des revenus issus d'activités illicites sur leurs territoires. Comment donc penser que des milliers d'hommes armés zone par zone, connaissant la topographie sur le bout des doigts, légitimes auprès des populations locales, laisseraient quelques centaines de djihadistes souvent étrangers (Algériens notamment), aussi entraînés soient-ils, leur piquer la source de revenus dont ils dépendent ? Cela n'a aucun sens. Du côté des djihadistes, cette stratégie serait suicidaire car elle entraînerait des conflits avec les populations locales, les groupes armés et même les autorités, ce qui menacerait leur survie »<sup>152</sup>.

La nature locale des groupes est soulignée par les observateurs<sup>153</sup>.

Un rapport d'ICG consacré au Burkina Faso affirme lui aussi que le basculement dans la violence des « insurgés » burkinabè s'explique par des facteurs locaux :

« Ces groupes forment, autour d'un noyau resserré d'idéologues, un assemblage composite d'insurgés aux motivations locales diverses : agriculteurs ou éleveurs victimes d'injustices foncières ou de racket, bandits rompus au maniement des armes, orpailleurs en quête de protection, populations stigmatisées. Ils se propagent en exploitant notamment les conflits locaux liés aux crises du monde rural et impliquant souvent des groupes d'autodéfense »<sup>154</sup>.

Guillaume Soto-Mayor (CNAM) s'exprime également sur l'ambition des groupes djihadistes au Sahel :

« Leur projet reste un djihad défensif, pour instaurer, à la demande des populations locales, un régime contre les koufars (infidèles), les tawaghits (mécréants), les munafiqun (hypocrites), les représentants de l'Etat et leurs alliés étrangers qui oppriment les bons musulmans en leur imposant un mode de vie étranger et antimusulman. Ils se battent pour la seule régulation sociale susceptible de protéger leurs conditions de vie : la charia et la sunna. Ils portent donc un projet alternatif de société, un projet politique. Ils offrent régulation sociale, familiale, lutte contre la petite délinquance et l'insécurité et surtout, avant toute chose, de la justice. Notamment à travers les juges religieux, quelquefois itinérants, les qadis, qui rencontrent un très grand succès à travers tout le Sahel, en remplacement d'un Etat au mieux absent au pire népotique, corrompu et prédateur »<sup>155</sup>.

Alain Antil, chercheur à l'IFRI, identifie trois principales sources de financement des groupes djihadistes dans les pays du Sahel :

« Les rançons (hommes mais aussi bêtes), les trafics (les groupes peuvent parfois participer à l'organisation des trafics, mais le plus souvent, ils gagnent de l'argent en sécurisant des convois ou, cas encore plus fréquent, en levant des taxes sur la circulation de ces produits) et la levée

<sup>150</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>151</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>152</sup> Mondafrique, 09/02/2021, [url](#)

<sup>153</sup> GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

<sup>154</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>155</sup> Mondafrique, 09/02/2021, [url](#)

d'impôts sur les populations habitant les zones conquises. On en parle peu car ce sont des zones rurales, mais le phénomène est massif »<sup>156</sup>.

Selon des experts contactés par Al Jazeera (AJ), le Burkina Faso est également devenu l'épicentre du conflit car les groupes armés cherchent à contrôler les mines d'or du pays qui génèrent plusieurs millions de dollars par an et les routes commerciales économiques régionales reliant d'autres pays enclavés du Sahel à la côte ouest-africaine<sup>157</sup>. En effet, le Burkina Faso compte d'une part des mines exploitées par des grandes entreprises internationales, sites de plus en plus menacés par la violence<sup>158</sup>. D'autre part, il existe un millier de sites d'orpaillage dits « traditionnels » autour desquels graviteraient plus d'un million de personnes et qui sont le plus souvent exploités en dehors de tout contrôle de l'Etat, ce qui en fait des cibles de choix pour les groupes armés, tant pour le pillage que pour le recrutement<sup>159</sup>.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et chercheur associé au Peace Research Institute à Oslo souligne que ces groupes se déploient efficacement en cas de vide politique<sup>160</sup>. Ils proposent par exemple à des jeunes de devenir leurs agents de renseignement pour 25.000 FCFA par mois (environ 40 euros), une somme importante selon une source sécuritaire<sup>161</sup>. Par contre, ils sont incapables de mettre en place un projet alternatif de société. Ils critiquent l'Etat (injustice sociale, corruption, état prédateur, racket des éleveurs peuls, etc.) mais ils ne disposent pas de capacité de gouvernance<sup>162</sup>.

Mahamadou Savadogo, constate que les groupes djihadistes utilisent la « stratégie de l'acceptation » : ils tentent de se faire accepter par les communautés pour les pousser à basculer de leur côté<sup>163</sup>.

Dans une région comme celle du Liptako-Gourma, les groupes djihadistes profitent du terrain accidenté et de la présence de parcs ou réserves naturelles pour éviter les forces de sécurité et cibler les communautés locales<sup>164</sup>. Plus globalement, dans tout le Sahel, ces groupes démontrent leur résilience en s'étendant et en s'établissant dans d'autres parties<sup>165</sup>.

En août 2022, la ministre du Genre et de la Famille s'inquiète de la participation croissante de femmes dans les attaques des djihadistes<sup>166</sup>.

### 3.4.2. Ansarul Islam

Cette formation djihadiste locale<sup>167</sup> a été fondée en 2016 dans le nord du Burkina Faso par Ibrahim Malam Ibrahim Dicko, prédicateur peul d'origine burkinabè<sup>168</sup>. Il est décédé en 2017 et a été remplacé par son frère, Jafar Dicko<sup>169</sup>.

Les leaders d'Ansarul Islam (« les défenseurs de l'islam ») sont d'anciens combattants du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), originaire du centre du Mali<sup>170</sup>. L'affiliation de

<sup>156</sup> IFRI, 12/01/2022, [url](#)

<sup>157</sup> AJ (Durmaz M.), 11/03/2022, [url](#)

<sup>158</sup> France 24, 15/06/2022, [url](#)

<sup>159</sup> AFD via La Croix, 16/03/2022, [url](#) ; France 24, 15/06/2022, [url](#)

<sup>160</sup> France Culture, 13/12/2019, [url](#)

<sup>161</sup> AFP (Fort P.) via TV5 Monde, 30/06/2020, [url](#)

<sup>162</sup> France Culture, 13/12/2019, [url](#)

<sup>163</sup> VOA, 17/06/2022, [url](#)

<sup>164</sup> The Washington Post (Wilkins H., Paquette D.), 13/09/2020, [url](#)

<sup>165</sup> Clingendael (van der Meulen A.), 26/10/2021, [url](#) ; IFRI, 12/01/2022, [url](#)

<sup>166</sup> DW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>167</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#) ; BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#)

<sup>168</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018

<sup>169</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; Le Figaro, 20/06/2022, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 15/07/2022, [url](#)

<sup>170</sup> FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#)

ce groupe n'est pas du tout claire selon des analystes interrogés par la Deutsche Welle (DW) ou France Culture<sup>171</sup>. D'autres sources le décrivent comme connecté au GSIM (voir *infra*)<sup>172</sup>. HRW note que ce groupe aurait reçu une formation et un soutien logistique tant de la part d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) que de l'EIGS<sup>173</sup>.

Ansarul Islam est principalement composé de combattants peuls<sup>174</sup>. Les populations peules du nord du Burkina Faso se sont retrouvées sous la direction d'élites du sud, de l'ethnie mossi, après la décolonisation. Aujourd'hui encore, ces populations du nord perçoivent l'Etat comme prédateur, corrompu et pratiquant une justice à géométrie variable<sup>175</sup>. Le [chapitre 5.3.](#) décrit plus en détail la situation de ce groupe ethnique.

L'ICG souligne qu'Ansarul Islam est avant tout né de la contestation de l'organisation sociale en vigueur dans la province de Soum<sup>176</sup>, à prédominance peule<sup>177</sup>. Ce mouvement « remet en cause la toute-puissance des chefferies coutumières et le monopole de l'autorité religieuse détenu par les familles maraboutiques, qu'il accuse de s'enrichir aux dépens des populations »<sup>178</sup>. Ces autorités paraissent archaïques aux yeux de nombreux jeunes<sup>179</sup>. L'ICG explique que ce groupe « exprime les doléances de la majorité silencieuse de la population qui ne détient ni le pouvoir politique, ni l'autorité religieuse. Dans ces circonstances, « [L]'islam devient alors un référent de contestation d'une société figée productrice de frustrations ». Ansarul Islam a perdu des adeptes en basculant dans la lutte armée mais a pu maintenir la capacité de mener une guerre de basse intensité contre les autorités locales et nationales<sup>180</sup>.

Plusieurs sources indiquent depuis 2020 qu'Ansarul Islam opère sous la bannière du GSIM. Ses attaques sont en tout cas revendiquées par ce groupe<sup>181</sup>.

### 3.4.3. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

La déclinaison locale de l'Etat islamique est l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Ce groupe s'est formé en 2015 en faisant scission d'Al-Mourabitoun mais il a dû attendre un certain temps pour que son allégeance soit reconnue par l'ancien leader de l'Etat islamique, Abu Bakr al-Baghdadi. Ses premières incursions dans le nord du Burkina Faso datent de la fin de l'année 2016<sup>182</sup>. Le nombre de combattants est inconnu, selon le United States Department of State (USDOS)<sup>183</sup>.

L'EIGS s'est d'abord implanté dans la province de l'Oudalan (région du Sahel) puis a progressivement étendu sa présence dans d'autres provinces et régions<sup>184</sup>. En août 2020, TNH indiquait que les membres de l'EIGS restent actifs dans tout le pays, créant des défis opérationnels pour les organisations humanitaires et un danger pour les civils qui peuvent être pris au milieu des affrontements<sup>185</sup>. Selon un chercheur de l'ACLED interrogé par l'APA en juin 2022, les « zones d'influence incontestables » de l'EIGS sont dans les provinces de l'Oudalan et du Séno (région du

<sup>171</sup> DW (Oneko S.), 13/05/2019, [url](#) ; France Culture, 13/05/2019, [url](#)

<sup>172</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#) ; BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#)

<sup>173</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>174</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; France Culture, 27/03/2020, [url](#) ; TNH (Kleinfeld Ph.), 09/03/2020, [url](#)

<sup>175</sup> Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

<sup>176</sup> ICG, 12/10/2017, [url](#)

<sup>177</sup> TNH (Mednick S.), 11/03/2021, [url](#)

<sup>178</sup> ICG, 12/10/2017, [url](#)

<sup>179</sup> France Culture, 09/05/2019, [url](#)

<sup>180</sup> ICG, 12/10/2017, [url](#)

<sup>181</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#) ; Libération (Faivre A.), 26/07/2022, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 15/07/2022, [url](#)

<sup>182</sup> TNH (Kleinfeld Ph.), 09/03/2020, [url](#)

<sup>183</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)

<sup>184</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#) ; Clingendael, ICCT (Willeme A., Schmauder A., de Bruijne K.), 12/2021, [url](#)

<sup>185</sup> TNH (Mednick S.), 17/08/2020, [url](#)

Sahel) ainsi que, dans une moindre mesure, dans la partie nord du Yagha (région du Sahel) et dans les régions du Nord-est et du Centre-nord<sup>186</sup>.

Depuis mars 2022, l'EIGS intensifie ses attaques dans le Liptako-Gourma à l'approche de la saison des pluies, période plus délicate pour les déplacements<sup>187</sup>.

La majorité des hauts cadres de l'EIGS dans tout le Sahel ont été neutralisés<sup>188</sup>. Toutefois, le mouvement n'a pas disparu pour autant, des commandants de rang intermédiaire sont restés en place, se sont réorganisés et l'EIGS est toujours actif<sup>189</sup>.

Comme expliqué *supra*, les groupes islamistes au Sahel, et particulièrement Ansarul Islam au Burkina Faso<sup>190</sup>, exploitent d'abord des frustrations locales (marginalisation, injustice, mauvaise gouvernance, corruption, etc.) afin de recruter des membres<sup>191</sup>. Par contre, le CESA souligne que l'EIGS « n'a pas réellement cherché à développer d'idéologie solide et cohérente » mais « a préféré étendre son champ d'action et exploiter les frontières en recourant à une mobilité importante »<sup>192</sup>. De plus, contrairement aux autres groupes terroristes présents dans la région, plusieurs institutions soulignent que l'EIGS cible également des civils innocents, sans lien avec les institutions étatiques<sup>193</sup>. Selon l'institut Clingendael, « l'EIGS a souvent recours à la violence sous forme d'extorsion, d'enlèvements et d'exécutions de cibles civiles, sans compter qu'il vise également les forces de sécurité ou des cibles symboliques<sup>194</sup>. »

Selon l'ACLED, l'EIGS exerce également une pression sur les populations civiles par le biais d'extorsions fiscales et de vols de bétail<sup>195</sup>. De plus, dans le Liptako-Gourma, l'EIGS « se concentre sur le contrôle d'activités génératrices de revenus » et « a pris pour cible les communautés qui pratiquent l'exploitation aurifère artisanale dans la région et le long des routes commerciales utilisées pour la contrebande vers les côtes d'Afrique de l'Ouest »<sup>196</sup>.

#### 3.4.4. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)<sup>197</sup> est une coalition formée en 2017, regroupant plusieurs groupes alignés à Al-Qaïda : Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), al-Mourabitoun, Ansar Dine (groupe islamique touareg) et le Front de libération de Macina (FLM), aussi appelé Katiba<sup>198</sup> Macina<sup>199</sup>. Les structures organisationnelles, les chefs et les objectifs de ces différents groupes islamistes militants diffèrent, même si, selon le CESA en 2020, le GSIM « donne l'impression d'être omniprésent et d'étendre inexorablement son emprise »<sup>200</sup>. Il est actif au Burkina Faso, au Mali et au Niger<sup>201</sup> et a revendiqué les attaques contre l'état-major des forces armées du Burkina Faso et l'ambassade de France à Ouagadougou en mars 2018 (voir *infra*)<sup>202</sup>. Ce groupe est lui aussi perçu

<sup>186</sup> APA, 20/06/2022, [url](#)

<sup>187</sup> Le Monde (Le Cam M.), 14/06/2022, [url](#)

<sup>188</sup> IFRI, 12/01/2022, [url](#) ; RFI, 31/05/2022, [url](#)

<sup>189</sup> IFRI, 12/01/2022, [url](#) ; The New Arab, 18/06/2022, [url](#)

<sup>190</sup> Le CESA a publié en août 2019 un éclairage sur le groupe Ansarul Islam : CESA (Le Roux P.), 13/08/2019, [url](#)

<sup>191</sup> CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#) ; Pérouse de Montclos M.-A., 2018

<sup>192</sup> CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#)

<sup>193</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#) ; CESA, 21/12/2021, [url](#) ; ACLED, 02/2021, [url](#)

<sup>194</sup> Clingendael, ICCT (Willem A., Schmauder A., de Bruijne K.), 12/2021, [url](#)

<sup>195</sup> ACLED, 02/2021, [url](#)

<sup>196</sup> CESA, 21/12/2021, [url](#)

<sup>197</sup> En arabe : Jamaat Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)

<sup>198</sup> *Katiba* signifie unité combattante

<sup>199</sup> BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#) ; ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; ISS (Sigsworth R.), 04/2019,

[url](#)

<sup>200</sup> CESA, 12/2020, [url](#)

<sup>201</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

<sup>202</sup> Le Monde, 03/03/2018, [url](#)

comme un groupe peul, ce qui a suscité des tensions inter- et intracommunautaires qui ont débouché sur des stigmatisations et représailles<sup>203</sup>.

Le GSIM s'est étendu depuis 2016 à partir de l'ouest et de l'est du pays<sup>204</sup>. Il a « exploité toujours plus les réseaux criminels locaux » et ne jouit pas d'un grand soutien populaire, selon le CESA<sup>205</sup>.

Cette coalition a été présentée comme figurant au second plan des menaces en 2018<sup>206</sup>. Dès 2019, le CESA a toutefois constaté une hausse des violences commises par les groupes liés au GSIM. Les attaques semblaient davantage liées à des objectifs lucratifs (contrôle des activités d'orpaillage et des routes commerciales) qu'à des considérations idéologiques ou politiques<sup>207</sup>.

En 2020 et 2021, le GSIM a éclipsé AQMI à bien des égards, selon plusieurs sources<sup>208</sup>. Le CESA estime en décembre 2020 que 75 % des incidents violents attribués au GSIM sont le fait du FLM, actif dans le centre du Mali et dans le nord du Burkina Faso. Dans cette région, des combattants ont évincé les autorités burkinabè et imposé une version stricte de la charia pour résoudre les litiges. Ils ont aussi instauré une nouvelle taxe (la *zakat*) et durci les normes sociales, en particulier à l'égard des femmes. Dans le nord du pays, des membres du FLM ont exécuté publiquement des imams et des chefs traditionnels locaux qui ont osé exprimer un désaccord avec l'idéologie d'Amadou Koufa<sup>209</sup>.

Selon l'Institute for Economics and Peace, le GSIM est le groupe terroriste le plus actif au Burkina Faso<sup>210</sup>. L'ACLED estime également que l'aggravation de la violence au Burkina Faso en 2021 a été largement alimentée par ce groupe, qui a accru son activité dans plusieurs régions du pays. L'engagement du groupe dans la violence politique – y compris les attaques contre les civils et les forces de l'État – a en effet augmenté de plus de 200 % en 2021 par rapport à 2020<sup>211</sup>. Durant le premier semestre de 2022, le groupe a mené une offensive quasi nationale, avec plus de 400 attaques dans 10 des 13 régions du pays. Le groupe a été impliqué dans environ 70 % des événements signalés dans le pays au cours de cette période, et a mené plus de cinq fois plus d'attaques contre des civils que le EIGS. Il convient toutefois de noter que les attaques de l'EIGS ont été plus meurtrières, faisant près de deux fois plus de victimes<sup>212</sup>.

Bien que ses cibles habituelles sont les militaires et les personnalités politiques<sup>213</sup>, la tactique a changé en 2021 avec une augmentation marquée des attaques et la mort de civils<sup>214</sup>. Selon l'institut Clingendael, le GSIM

« dirige principalement ses attaques contre les forces de sécurité burkinabè en se concentrant sur les engins explosifs et les cibles symboliques – comme les autorités traditionnelles et les conseillers de village – par le biais d'enlèvements et d'assassinats ciblés. Le groupe s'est ainsi livré à moins d'actes de violence aveugle contre les civils que l'EIGS, mais a recouru à l'extorsion, à la destruction de biens publics et à l'application stricte de règles, telles que le port du voile (femmes) et le raccourcissement du pantalon (hommes) dans les zones sous son influence »<sup>215</sup>.

<sup>203</sup> CESA, 12/2020, [url](#)

<sup>204</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>205</sup> CESA, 12/2020, [url](#)

<sup>206</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018 ; BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#)

<sup>207</sup> CESA, 12/2020, [url](#)

<sup>208</sup> MEI (Ghanem D., Lounnas D.), 07/12/2020, [url](#) ; MEE (Allouche Y.), 02/12/2020, [url](#)

<sup>209</sup> CESA, 12/2020, [url](#)

<sup>210</sup> IEP, 01/03/2022, [url](#)

<sup>211</sup> ACLED (Nsaibia H.), 02/2022, [url](#)

<sup>212</sup> ACLED (Nsaibia H.), 08/2022, [url](#)

<sup>213</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>214</sup> IEP, 01/03/2022, [url](#)

<sup>215</sup> Clingendael, ICCT (Willeme A., Schmauder A., de Bruijne K.), 12/2021, [url](#)

Selon un chercheur de l'ACLED interrogé par l'Agence de presse africaine (APA), le GSIM « est présent dans la plupart des régions mais reste plus actif dans la Sahel (Soum et Yagha en particulier), le Centre-Nord, le Nord, la Boucle de Mouhoun, l'Est, Cascades, les Hauts-Bassins, le Sud-Ouest, le Centre-Est et est émergent dans le Centre-Ouest »<sup>216</sup>.

Dans cette zone du sud-ouest, la composante Katiba Macina « fait le lien avec des groupes armés terroristes locaux, des trafiquants et des criminels » selon Mahamadou Savadogo interrogé par Libération en décembre 2021<sup>217</sup>.

Aussi, selon William Assanvo, chercheur spécialisé dans les questions sécuritaires à l'Institut d'études de sécurité (ISS Africa), on prête au GSIM « des velléités d'implantation dans les zones frontalières des pays côtiers »<sup>218</sup>.

### 3.4.5. Cohabitation entre groupes djihadistes

A la fin de l'année 2018, en 2019 et au début de l'année 2020, de nombreuses sources soulignaient la coopération entre les groupes djihadistes actifs dans le Sahel. Ceux-ci coordonnaient leurs opérations, les schémas des attaques et la division du travail. Leur but était notamment de faire front commun face à la France, dont les soldats sont qualifiés de « croisés », et ses alliés<sup>219</sup>. Cette coopération allait à l'encontre du clivage entre l'Etat islamique et Al-Qaïda souvent présenté dans le cadre des conflits du Moyen-Orient<sup>220</sup>. Ces liens pouvaient s'expliquer au travers du dialogue instauré entre ces deux entités, des transfuges, des liens interpersonnels, des ennemis communs et des actions coordonnées<sup>221</sup>.

Ces relations se sont néanmoins dégradées en 2020<sup>222</sup>, se transformant en une véritable guerre de territoire dans le Sahel<sup>223</sup>. Les velléités d'expansion de l'EIGS sont la raison majeure du conflit<sup>224</sup>. Trop présent, il empiétait sur les ressources premières. Cette situation devenait donc dangereuse pour le GSIM<sup>225</sup>. Les raids ciblés des forces internationales peuvent également alimenter ces tensions. Ceux-ci visent en effet prioritairement les chefs djihadistes qui ont la capacité d'instaurer un dialogue entre les différents groupes tandis que les remplaçants de ces chefs éliminés, eux, risquent, de hâter le conflit<sup>226</sup>. D'autre part, les divergences de vue entre les deux organisations concernant les minorités religieuses, le sort des civils et la gestion locale (gestion des pâturages, accès aux bourgoutières, contrôle des check-points, rôle des chefs traditionnels, attitude par rapport aux groupes d'autodéfense, etc.) se sont faites de plus en plus ressentir<sup>227</sup>.

En 2021, ces deux groupes se sont affrontés dans les régions frontalières entre le Burkina Faso et le Mali. L'EIGS a continué activement à défier le GSIM mais ces groupes ont été « durement touchés » par les forces internationales<sup>228</sup>.

---

<sup>216</sup> APA, 20/06/2022, [url](#)

<sup>217</sup> Libération (Faivre A.), 17/12/2021, [url](#)

<sup>218</sup> TV5 Monde (Soyez N.), 01/02/2022, [url](#)

<sup>219</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 28/12/2018, [url](#) ; HRW, 22/03/2019, [url](#) ; France Culture, 13/05/2019, [url](#) ; CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#) ; La Revue internationale, 06/01/2020, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#) ; ACLED, 02/2021, [url](#)

<sup>220</sup> France Culture, 13/05/2019, [url](#)

<sup>221</sup> ISPI (Nsaibia H.), 03/03/2021, [url](#)

<sup>222</sup> Mediapart (Hume-Ferkatadji F., Macadré O.), 02/06/2020, [url](#) ; BBC, 03/12/2020, [url](#) ; USDOS, 16/12/2021, [url](#)

<sup>223</sup> ISPI (Nsaibia H.), 03/03/2021, [url](#)

<sup>224</sup> Le Monde (Bensimon C.), 29/06/2020, [url](#)

<sup>225</sup> RFI, 04/06/2020, [url](#)

<sup>226</sup> RFI, 04/06/2020, [url](#)

<sup>227</sup> Guichaoua Y. via Thread Reader, 05/06/2020, [url](#) ; TNH (Mednick S.), 17/08/2020, [url](#)

<sup>228</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 15/12/2021, [url](#)

Selon Mathieu Pellerin (ICG), « Tout le monde a objectivement intérêt à maintenir un équilibre entre eux [l'EIGS et le GSIM, ndlr] pour qu'ils continuent de s'affronter »<sup>229</sup>.

Enfin, durant l'attaque de Seytenga en juin 2022, des victimes ont cherché de l'aide auprès du GSIM pour faire face à l'Etat islamique. Le journaliste Wassim Nasr de France 24 constate dès lors « une dynamique similaire à celle du Mali où des civils qui se sentent délaissés sont obligés de demander secours de l'un des deux groupes jihadistes »<sup>230</sup>.

### 3.5. Troupes internationales

Les crises politiques et sécuritaires qui ont suivi le coup d'Etat au Mali le 21 mars 2012 ont déclenché une intervention militaire française (opérations Serval puis Barkhane), une mission de maintien de la paix des Nations unies (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, MINUSMA) et la création d'une force conjointe régionale (FC-G5S ou G5 Sahel)<sup>231</sup>. Les djihadistes sont toutefois parvenus à se réorganiser et à s'éparpiller dans l'immensité sahéenne<sup>232</sup>. Ci-dessous figure une brève description de ces interventions internationales.

#### 3.5.1. Force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel (FC-G5S)

En février 2014, le réseau du G5 Sahel a été créé afin de coordonner les politiques sécuritaires et de développement entre les gouvernements des cinq pays du Sahel, en l'occurrence la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad<sup>233</sup>. Ce réseau a également créé en 2017 une force militaire conjointe transfrontalière (FC-G5S, communément appelée G5 Sahel)<sup>234</sup>. C'est une force militaire de lutte contre le terrorisme, censée assurer la sécurité des frontières communes de ces cinq pays francophones du Sahel<sup>235</sup>. Son objectif est de garantir l'autonomie stratégique des États sahéens en allégeant la charge de la MINUSMA et de Barkhane. Toutefois, selon une analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) de juin 2020, ces États sont trop « défaillants » pour remplacer l'armée française<sup>236</sup>.

Le domaine d'opérations de cette force conjointe est constitué de trois couloirs ou fuseaux de 200 km de large, de part et d'autre des frontières communes : le fuseau Est (zone transfrontalière entre le Niger et le Tchad), le fuseau Centre et régions limitrophes (zone des trois frontières) et le fuseau Ouest (Mali, Mauritanie et régions limitrophes)<sup>237</sup>. Par ailleurs, le droit de poursuite des forces armées de chaque État membre de la FC-G5S a été étendu à 100 kilomètres et les troupes sous le commandement de la FC-G5S sont autorisées, sous certaines conditions, à être déployées dans d'autres États de la force conjointe<sup>238</sup>.

A la fin de l'année 2020 et au début 2021, plusieurs sources concordantes notent que les effectifs réels restent flous, que les sept bataillons fournis par les cinq pays ne sont pas réunis sous un commandement unifié et qu'ils répondent davantage à leur commandement national qu'à celui de la force conjointe. En outre, le manque de matériels, de moyens financiers et de renseignements propres

<sup>229</sup> Libération (Macé C.), 09/06/2021, [url](#)

<sup>230</sup> APA, 20/06/2022, [url](#)

<sup>231</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

<sup>232</sup> JA (Roger B.), 20/05/2019, [url](#)

<sup>233</sup> ISPI, 09/09/2019, [url](#)

<sup>234</sup> INTERPOL, s.d., [url](#)

<sup>235</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>236</sup> GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

<sup>237</sup> G5 Sahel, 02/2020, [url](#) ; AFP via Slate Afrique, 21/12/2020, [url](#)

<sup>238</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

place cette force dans une dépendance par rapport à ses alliés<sup>239</sup>. Le manque de ressources financières reste l'un des principaux obstacles à la capacité de la force à fonctionner pleinement selon un chercheur de l'université Saint-Paul (Canada)<sup>240</sup>.

Thierry Vircoulon est chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Contacté par France 24, il décrit la situation suivante :

« Sur les cinq pays du G5 Sahel, seules deux armées sont pleinement opérationnelles, celles de la Mauritanie et du Tchad. La coopération militaire régionale souffre par ailleurs de dissensions dues à des rivalités entre États mais également à des appréciations divergentes de la menace terroriste, pour des raisons géographiques notamment<sup>241</sup>. »

En janvier 2021, une cellule interne appelée Mécanisme d'identification, de suivi et d'analyse des dommages causés aux civils (MISAD) dans le cadre des opérations de la FC-G5S a officiellement été lancée<sup>242</sup> et saluée par plusieurs observateurs comme une « avancée majeure pour la protection des civils »<sup>243</sup>.

En mai 2022, le Mali a annoncé son retrait de la FC-G5S et de tous les organes et instances du G5 Sahel. Ce retrait fait suite au refus opposé au Mali d'assurer la présidence de cette organisation régionale<sup>244</sup>. A la mi-juin 2022, les autorités maliennes ont donné l'ordre de désengager leurs 1.400 hommes sur les 5.000 que compte la FC-G5S<sup>245</sup>.

Le dernier rapport du Secrétaire général des Nations unies à propos de cette FC-G5S, publié en mai 2022, mentionne que « la zone des trois frontières du secteur centre, zone d'intervention prioritaire de la Force conjointe, reste celle qui a été la plus touchée par l'expansion du terrorisme au Sahel ». Qui plus est, le Burkina Faso traversant une période de transition politique incertaine, il s'est retiré partiellement des opérations. La cadence des opérations de cette FC-G5S s'est donc « considérablement ralentie » selon ce même rapport<sup>246</sup>.

La mission principale de la MINUSMA est le maintien de la paix au seul Mali<sup>247</sup>. En mars 2019, le Conseil de sécurité des Nations unies a donné son accord pour une coopération entre la FC-G5S et la MINUSMA. Dans ce cadre, la MINUSMA fournit un soutien logistique à la FC-G5S, notamment en fournissant des rations de combat et du carburant (comme cela s'est fait en novembre 2021<sup>248</sup>), en construisant les structures provisoires du nouveau quartier général de la FC-G5S ou en procédant à des évacuations sanitaires<sup>249</sup>.

### 3.5.2. Opération Barkhane

L'opération Barkhane est la principale intervention extérieure française. Elle fait suite à l'opération Serval lancée au Mali en janvier 2013. Initiée le 1<sup>er</sup> août 2014, l'opération Barkhane intègre le caractère transfrontalier de la menace terroriste et a la capacité de mener des actions dans tous les pays du G5

<sup>239</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 02/11/2020, [url](#) ; AFP via Slate Afrique, 21/12/2020, [url](#) ; JA (Diallo A.), 02/02/2021, [url](#)

<sup>240</sup> The Conversation (Dieng M.), 14/09/2021, [url](#)

<sup>241</sup> France 24 (Rich D.), 05/02/2022, [url](#)

<sup>242</sup> MINUSMA, 28/01/2021, [url](#)

<sup>243</sup> Niagale Bagayoko (@NiagaleBagayoko), 27/01/2021, [url](#) ; CIVIC, 08/03/2021, [url](#)

<sup>244</sup> Le Monde, 16/05/2022, [url](#)

<sup>245</sup> RFI, 16/06/2022, [url](#)

<sup>246</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 11/05/2022, [url](#)

<sup>247</sup> Ministère des Armées de la République française, 02/2019, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/06/2018, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 29/06/2022, [url](#) ; ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#) ; Le Monde (Châtelot C.), 02/07/2022, [url](#)

<sup>248</sup> G5 Sahel, 12/11/2022, [url](#)

<sup>249</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 02/11/2020, [url](#)

Sahel<sup>250</sup>. L'opération Barkhane s'est longtemps appuyée sur un point d'appui au Mali, au Tchad et au Niger. Le contingent atteint 5.000 soldats<sup>251</sup>.

Depuis octobre 2018, le Burkina Faso réclame ponctuellement l'appui aérien de la force militaire Barkhane<sup>252</sup>. Le Burkina Faso refusait jusque-là le soutien de l'ancienne puissance coloniale<sup>253</sup>. La force Barkhane intervient par exemple en février 2022 à la frontière avec le Bénin<sup>254</sup> ou le 21 mai 2022 dans la province du Bam (région du Centre-Nord)<sup>255</sup>. Les sollicitations de cette force par les autorités du Burkina Faso sont toutefois rares<sup>256</sup>.

Selon Yvan Guichaoua qui s'exprime en février 2019, l'opération Barkhane est « la seule force régionale véritablement efficace et remporte d'incontestables victoires tactiques, éliminant un à un les commandants djihadistes »<sup>257</sup>.

En 2021, la France estime « avoir sérieusement affaibli » les groupes djihadistes et s'interroge sur cet engagement militaire coûteux, tant financièrement qu'humainement<sup>258</sup>.

Par ailleurs, face aux attaques terroristes régulières, la contestation contre la présence militaire française, jugée inefficace, a pris de l'ampleur au Burkina Faso<sup>259</sup>.

En février 2022, la France annonce un retrait coordonné des forces de Barkhane du Mali<sup>260</sup>. En mars 2022, le commandant de la force Barkhane annonce que, bien que la force se retire du Mali après neuf ans d'action, une partie du dispositif reste au Niger et elle ne va pas se redéployer au Burkina<sup>261</sup>. Elle pourra toutefois intervenir au Burkina Faso à la demande expresse des nouvelles autorités et à condition qu'aucune présence de mercenaires ne soit signalée<sup>262</sup>.

Les derniers militaires français ont quitté le Mali en août 2022<sup>263</sup>.

### 3.5.3. Coalition pour le Sahel

En janvier 2020, les chefs d'État du Burkina Faso, de la France, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad ont annoncé la création de la Coalition pour le Sahel. Cette nouvelle structure est conçue comme :

« [un] cadre international global pour coordonner l'action dans la région, ouvert à tout pays souhaitant s'y joindre et organisé autour de quatre piliers, à savoir la lutte contre le terrorisme ; le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité de la région ; l'appui au rétablissement de la présence de l'État ; et l'aide au développement »<sup>264</sup>.

Dans le cadre du premier pilier de cette coalition, la « Task Force Takuba »<sup>265</sup> a été une agrégation de forces spéciales européennes qui devait rassembler, au travers de 800 à 900 soldats d'élite, une dizaine de pays européens (Belgique, République Tchèque, Danemark, Estonie, Hongrie, Italie, Pays-

<sup>250</sup> Ministère des Armées de la République française, 02/2019, [url](#)

<sup>251</sup> France 24 (Rich D.), 05/02/2022, [url](#)

<sup>252</sup> AFP via VOA, 17/06/2022, [url](#)

<sup>253</sup> JA, 23/10/2018, [url](#)

<sup>254</sup> VOA, 13/02/2022, [url](#)

<sup>255</sup> Agence Anadolu (Lasaad Ben A.), 22/05/2022, [url](#)

<sup>256</sup> France 24, 13/06/2022, [url](#)

<sup>257</sup> The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), 24/02/2019, [url](#)

<sup>258</sup> AFP via Le Point, 16/02/2021, [url](#) ; Le Point (Dubois O.), 28/01/2021, [url](#)

<sup>259</sup> Courrier international, 07/12/2021, [url](#) ; France 24, 31/01/2022, [url](#) ; Franceinfo, 19/02/2022, [url](#)

<sup>260</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 02/06/2022, [url](#)

<sup>261</sup> VOA (Traoré L.), 14/03/2022, [url](#) ; Le Monde (Châtelot C.), 02/07/2022, [url](#)

<sup>262</sup> RFI, 12/03/2022, [url](#)

<sup>263</sup> Al Jazeera (AJ) (Durmaz M.), 11/03/2022, [url](#)

<sup>264</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

<sup>265</sup> *Takuba* signifie sabre en touareg

Bas, Portugal et Suède). Le but recherché par la France était d'eupéaniser son intervention au Sahel<sup>266</sup>.

La force a été pleinement opérationnelle en avril 2021<sup>267</sup>. Mais les opérations conjointes ont cessé dès février 2022, principalement suite à la dégradation des relations entre le Mali et la France<sup>268</sup>. La Task force Takuba a officiellement mis fin à ses opérations à compter du 30 juin 2022<sup>269</sup>.

### 3.5.4. Implication de la Russie

A Ouagadougou, des manifestations pro-russes se multiplient et exigent une rupture des accords militaires avec la France<sup>270</sup>. Le lieutenant-colonel Damiba entretient le flou quant à une éventuelle coopération avec la Russie<sup>271</sup>. A ce propos, Le Monde indique ceci : « Selon plusieurs sources officielles françaises, le chef des putschistes n'est pas favorable à une réorientation stratégique en direction de la Russie, mais est soumis aux pressions d'autres officiers de la junte qui militent pour ce nouveau partenariat<sup>272</sup>. » Ce constat est corroboré par le journaliste de France 24 Wassim Nasr<sup>273</sup>.

Le site d'information en ligne EUobserver, indique fin mai 2022 que l'Union européenne va lancer trois nouvelles missions militaires en Afrique de l'Ouest, dont une au Burkina Faso. Le but est notamment de contenir l'expansion russe<sup>274</sup>.

La frustration au sein de l'armée ayant amené le coup d'Etat d'octobre 2022 a notamment été alimentée par le souhait de certains militaires de créer de nouvelles alliances avec des partenaires internationaux, en particulier la Russie. Lors des manifestations de soutien au coup ou de contestation de la venue de la CEDEAO quelques jours plus tard, de nombreux slogans et drapeaux soutenaient la Russie<sup>275</sup>. Evgueni Prigojine, l'oligarque russe à la tête du groupe de mercenaires « Wagner », a rapidement salué la prise de pouvoir de Ibrahim Traoré. Le rôle éventuel de la Russie dans ce nouveau putsch n'est toutefois pas encore clair<sup>276</sup>.

## 4. Typologie de la violence

### 4.1. Nombre d'incidents

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 10 juin 2022, l'ACLED a recensé 1.976 incidents au Burkina Faso. Sur ce nombre, l'ACLED classe 520 incidents comme *battles*, 610 incidents comme *explosions/remote violence* et 846 comme *violence against civilians*. Autrement dit, la violence contre les civils représente la majorité des incidents<sup>277</sup>.

<sup>266</sup> Franceinfo, 01/07/2022, [url](#) ; Le Monde (Châtelot C.), 02/07/2022, [url](#)

<sup>267</sup> Egmont Royal Institute for International Relations, 12/2021, [url](#)

<sup>268</sup> Franceinfo, 01/07/2022, [url](#)

<sup>269</sup> France 24, 01/07/2022, [url](#)

<sup>270</sup> Courrier international, 17/08/2022, [url](#)

<sup>271</sup> Le Monde (Douce S.), 03/06/2022, [url](#) ; JA (Roger B.), 27/06/2022, [url](#) ; JA (Roger B.), 30/06/2022, [url](#)

<sup>272</sup> Le Monde (Douce S.), 03/06/2022, [url](#)

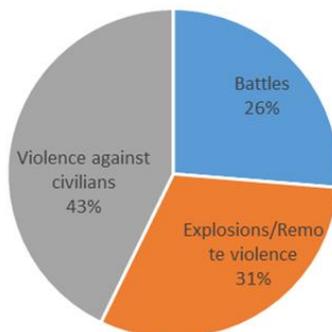
<sup>273</sup> APA, 20/06/2022, [url](#)

<sup>274</sup> EUobserver (Rettman A.), 29/05/2022, [url](#)

<sup>275</sup> The Washington Post (Chason R., Tall B.), 01/01/2022, [url](#) ; Courrier international, 05/10/2022, [url](#)

<sup>276</sup> Slate (Guckert E., Guillou Y.), 04/10/2022, [url](#) ; Council of Foreign Relations (Obadare E.), 03/10/2022, [url](#)

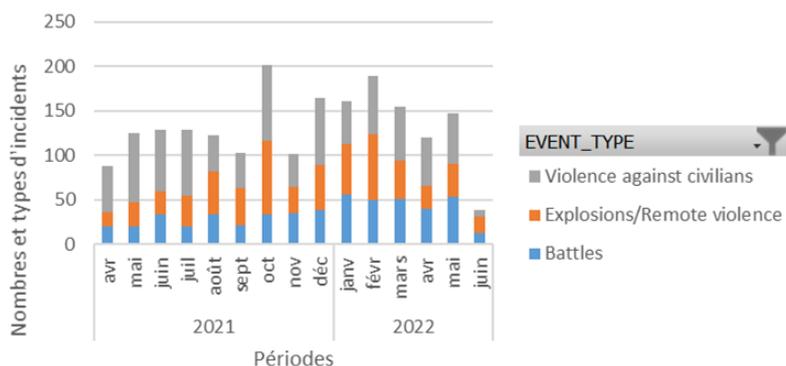
<sup>277</sup> ACLED, 11/06/2022, [url](#)



Répartitions des trois types d'incidents entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 10 juin 2022<sup>278</sup>

Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. Une liste complète des catégories et sous-catégories des incidents ainsi que leur définition figure dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED<sup>279</sup>.

Durant la même période, ces 1.976 incidents se sont répartis de la manière suivante au cours du temps :



Répartition des types incidents au cours du temps du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 10 juin 2022<sup>280</sup>

La plupart des attaques contre les civils ne sont pas revendiquées<sup>281</sup>, ce qui rend très difficile l'identification de leurs auteurs. Cette opacité est soulignée dans un reportage du journal Libération en juin 2020. Un journaliste burkinabè s'y exprime en ces termes :

« Au Burkina Faso, on désigne toujours les auteurs de ces attaques comme des 'individus armés non identifiés'. C'est d'autant plus difficile de savoir qui ils sont que les attaques se déroulent dans des régions désormais isolées par l'insécurité. Personne, ni les journalistes ni les activistes des droits de l'homme ne se rend facilement sur place, car même la route est trop dangereuse »<sup>282</sup>.

<sup>278</sup> ACLED, 11/06/2022, [url](#)

<sup>279</sup> CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

<sup>280</sup> ACLED, 11/06/2022, [url](#)

<sup>281</sup> HRW, 06/01/2020, [url](#) ; BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#) ; International Review of the Red Cross (Kienou S.), 2021, [url](#)

<sup>282</sup> Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#)

Parfois, certaines attaques sont revendiquées par des groupes que l'Etat islamique ou Al Qaeda définissent eux-mêmes comme indisciplinés, des groupes ne répondant pas aux ordres des « maisons mères »<sup>283</sup>.

Les chapitres qui suivent décrivent les violences selon que leur auteur soit un groupe djihadiste, étatique ou communautaire.

## 4.2. Violences djihadistes

### 4.2.1. Généralités

Selon un rapport de l'institut Clingendael et l'étude du G5 Sahel confiée à l'ASSN, les groupes extrémistes violents exploitent la stigmatisation des éleveurs pour stimuler le recrutement et ciblent délibérément les chefs locaux, en supprimant les sources locales d'autorité et de gouvernance dans le but d'attiser la violence intercommunautaire. Ils utilisent à leur avantage la faiblesse de l'État en matière de gouvernance et de justice et exploitent les tensions rurales, par exemple les sentiments d'injustice liés aux litiges fonciers. Ils jouent sur les griefs financiers et sociopolitiques des éleveurs pour recruter des militants, en ciblant spécifiquement leurs sermons sur les personnes privées d'accès à l'eau, à la terre ou aux pâturages. En plus de promettre des incitations financières pour rejoindre leurs rangs, ces groupes exploitent également les sentiments de vengeance parmi ceux qui ont été harcelés ou attaqués par les forces de l'État et les groupes d'autodéfense<sup>284</sup>.

Les forces de sécurité et de défense ont longtemps été la cible prioritaire des groupes djihadistes. Plusieurs commissariats, postes frontaliers ou casernes militaires ont été attaqués à partir de 2017<sup>285</sup>. Dans la province de Soum, de nombreuses attaques sur d'autres infrastructures (écoles, bâtiments administratifs, ponts) ont eu lieu depuis décembre 2018<sup>286</sup>. Il n'y a par contre quasiment pas d'attentat-suicide au Burkina Faso<sup>287</sup>.

Les civils qui collaborent ou représentent l'Etat sont également ciblés par ces groupes<sup>288</sup>. Un grand nombre de villageois de la région du Sahel ont affirmé en 2018 à HRW que les combattants islamistes qui traversent périodiquement leur région depuis 2016 exercent deux types de pressions. D'une part, ils leur interdisent de donner des renseignements sur leur localisation aux services de sécurité. D'autre part, ils demandent à la population de collaborer, notamment en leur vendant du carburant et des provisions. D'après HRW, « [p]lusieurs résidents de différents groupes ethniques ont déclaré avoir été enlevés, interrogés et dans certains cas battus ou dévalisés par ces hommes armés »<sup>289</sup>.

Comme le montrent les graphiques *supra*, l'activité terroriste djihadiste au Burkina Faso a rapidement et significativement augmenté en 2019<sup>290</sup>.

L'ICT constate en 2020, sur base des données de l'ACLED, que les incursions – en particulier les raids de villages – sont devenues le type d'attaque le plus meurtrier contre les civils en 2019<sup>291</sup>. L'ICT constate également que l'augmentation sans précédent du nombre de victimes civiles pourrait être le résultat de la montée des conflits ethniques. Bien que la plupart des raids dans les villages auraient été menés par des groupes djihadistes, il n'y a pas de preuve claire quant à l'identité exacte des

<sup>283</sup> France 24, 13/06/2022, [url](#) ; APA, 20/06/2022, [url](#)

<sup>284</sup> Clingendael (Bisson L., et al.), 02/2021, [url](#) ; G5 Sahel, ASSN, 05/2021, [url](#)

<sup>285</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>286</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>287</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>288</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>289</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>290</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)

<sup>291</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

auteurs de ces attaques. En outre, les raids de village se sont consolidés dans une zone ethnique spécifique et attisent le conflit ethnique<sup>292</sup>.

Les données d'ACLED traitées par le CESA indiquent que la violence des groupes djihadistes contre les civils au Burkina Faso a augmenté de plus de 100 % entre 2020 et 2021<sup>293</sup>.

Les djihadistes commettent des enlèvements (des civils y compris des travailleurs humanitaires, personnes déplacées et des dirigeants locaux)<sup>294</sup>, des assassinats ciblés (voir point 5), piègent des routes au moyen d'engins explosifs improvisés<sup>295</sup>, menacent des personnalités telles que des préfets ou des maîtres d'écoles<sup>296</sup>, détruisent des écoles, pillent ou brûlent des villes et des villages, attaquent des mines artisanales<sup>297</sup>, réquisitionnent des ambulances, interdisent aux femmes d'avoir des relations sociales ou de vendre des produits sur le marché, interdisent aux villageois de célébrer mariages et baptêmes et obligent des commerces à fermer leurs portes<sup>298</sup>. L'USDOS ajoute qu'ils mènent des raids sur les postes de sécurité et les avant-postes militaires, déclenchent des conflits intercommunautaires et déplacent les populations locales<sup>299</sup>. Avant certaines attaques, les assaillants isolent la localité en détruisant les tours de réseau téléphonique et les alimentations électriques<sup>300</sup>.

Le Service d'action contre les mines de l'ONU (United Nations Mine Action Service, UNMAS) au Burkina Faso, a déclaré à HRW que « des engins explosifs improvisés (EEI, ou IED en anglais) avaient tué 73 civils et en avaient blessé 36 dans ce pays depuis 2021, la plupart dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, de l'Est et du Nord »<sup>301</sup>. Selon le Conseil de sécurité des Nations unies, ces engins explosifs improvisés mais sophistiqués enfouis le long des principales voies de transport visent à entraver le commerce et l'accès humanitaire<sup>302</sup>.

HRW a interrogé de nombreux témoins et survivants d'incidents survenus entre septembre 2021 et avril 2022, principalement au nord et à l'est du pays. Selon ces témoignages :

« Des villageois ont déclaré que des combattants islamistes lourdement armés avaient tué des civils lors d'attaques, et avaient posé des engins explosifs improvisés (EEI) mortels. Dans des dizaines de cas, des combattants ont violé et maltraité des femmes et des filles qui étaient sorties pour aller chercher du bois, qui se rendaient au marché ou en revenaient, ou qui fuyaient les violences. Les combattants ont également incendié des villages, réquisitionné des ambulances et pillé des centres de santé, détruit des infrastructures essentielles (eau, télécommunications et électricité) et se sont livrés à des pillages à grande échelle<sup>303</sup>. ».

HRW a documenté le meurtre par des groupes islamistes armés de 67 civils lors d'attaques contre des villages, des fermes et des mines d'or artisanales. Les villageois interrogés relatent les attaques avec les détails suivants :

« [Les] combattants [étaient] vêtus de tenues de camouflage militaires ou de tuniques traditionnelles appelées boubous, avec des gilets tactiques, des turbans couvrant leur visage et des bottes de type militaire. Ils utilisaient des motos, des tricycles motorisés et des pick-up, souvent drapés de drapeaux blancs, noirs ou rouges avec des inscriptions en arabe, et étaient armés de

<sup>292</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>293</sup> CESA, 18/02/2022, [url](#)

<sup>294</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>295</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#) ; JA, 18/03/2019, [url](#) ; Wakat Séra (Bougoum B.), 27/10/2020, [url](#)

<sup>296</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

<sup>297</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>298</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>299</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)

<sup>300</sup> International Review of the Red Cross (Kienou S.), 2021, [url](#)

<sup>301</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>302</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 29/06/2022, [url](#)

<sup>303</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

fusils d'assaut AK-47, de mitrailleuses PKM-12, de pistolets et de lance-roquettes. Les combattants parlaient en langue peule, en fulfulde et, dans une moindre mesure, en gourmantché, en arabe et en mooré »<sup>304</sup>.

Les djihadistes varient également leurs stratégies. Ils visent par exemple les sources d'eau, détruisant 32 installations en 2022<sup>305</sup>, ce qui a réduit l'accès à près de 300.000 personnes<sup>306</sup>. La plupart des destructions de sources d'eau ont eu lieu autour de Djibo, dans la région aride du Sahel, qui accueille le plus grand nombre de personnes déplacées<sup>307</sup>. MSF constate en conséquence une demande accrue d'eau voire des pénurie dans les communautés qui accueillent des déplacés internes<sup>308</sup>.

Les groupes djihadistes bloquent également des villes, en restreignant les déplacements à l'intérieur ou à l'extérieur de villes<sup>309</sup>. Un blocus strict a été mis en place par des groupes armés djihadistes depuis le 17 février 2022 à Djibo<sup>310</sup>. Rien ni personne n'entre ou ne sort de la ville. Les infrastructures d'eau, d'électricité et de communication sont attaquées<sup>311</sup>. Selon Libération, ces actions sont une démonstration de force vis-à-vis des services de sécurité burkinabè, mais aussi un « instrument de soumission des populations et d'entrave à l'aide humanitaire »<sup>312</sup>. Depuis juin 2022, la ville de Sebba (chef-lieu de la province du Yagha) connaît le même sort. Cette ville abrite 30.000 personnes, dont de nombreux déplacés et la situation alimentaire y est critique<sup>313</sup>. Les villes de Pama et Dori ont également subi des destructions du réseau d'alimentation en eau et des équipements d'énergie. Selon des analystes de conflits consultés par Africanews, cette tactique d'usure est utilisée « pour affirmer leur domination et pourrait également être une tentative pour amener la nouvelle junte militaire du Burkina Faso [...] à revenir sur ses promesses d'éliminer les jihadistes »<sup>314</sup>. Les groupes djihadistes dynamitent également des ponts pour isoler davantage la région du Sahel, par exemple sur les axes principaux menant vers Dori et Djibo<sup>315</sup>.

#### 4.2.2. Violences contre les femmes

Selon un reportage de la Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO) publié en décembre 2020, la violence avait jusque-là épargné la vie des femmes et des jeunes filles mais cette situation a changé à ce moment et celles-ci sont de plus en plus la cible de nombreuses exactions : passages à tabac, enlèvements, mariages forcés, viols, séquestrations et autres violences basées sur le genre. Au-delà des troubles physiques, psychiques et sanitaires, ces victimes risquent également la stigmatisation et la répudiation<sup>316</sup>. D'autres sources confirment en 2021 cette augmentation des agressions sexuelles contre les femmes, en particulier celles déplacées par les attaques. Nombre d'entre elles sont victimes de ces agressions alors qu'elles tentent de récupérer les biens laissés derrière elles<sup>317</sup>.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié en juin 2022 un rapport sur la violence politique dont sont victimes les femmes en Afrique de l'ouest. En se basant sur les données de l'ACLED, ce rapport indique que de 2010 à 2020, au Burkina Faso, les attaques non

<sup>304</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>305</sup> AP (Mednick S.), 13/06/2022, [url](#)

<sup>306</sup> NRC, 03/05/2022, [url](#)

<sup>307</sup> AP (Mednick S.), 13/06/2022, [url](#)

<sup>308</sup> MSF, 02/02/2022, [url](#)

<sup>309</sup> TNH (Mednick S.), 29/06/2022, [url](#) ; Africanews, 30/05/2022, [url](#) ; DW (Gatanazi E.), 09/05/2022, [url](#)

<sup>310</sup> Le Sahélien, 23/03/2022, [url](#)

<sup>311</sup> AFP via VOA, 19/07/2022, [url](#)

<sup>312</sup> Libération (Faivre A.), 26/07/2022, [url](#)

<sup>313</sup> AIB, 28/06/2022, [url](#) ; Le Monde, 03/08/2022, [url](#)

<sup>314</sup> Africanews, 30/05/2022, [url](#)

<sup>315</sup> RFI, 16/07/2022, [url](#) ; Le Point (Kaboré B.), 28/07/2022, [url](#)

<sup>316</sup> CENOZO (Ouédraogo M.), 30/12/2020, [url](#) ; Sidwaya, 17/05/2022, [url](#)

<sup>317</sup> AP, 14/02/2021, [url](#) ; HCR, MBDHP, 15/02/2021, [url](#)

sexuelles perpétrées par les rebelles étaient la principale menace à laquelle les femmes et les filles étaient confrontées. Depuis 2021, alors que les rebelles continuent de représenter la plus grande menace pour les femmes et les filles, la violence ciblée a évolué et les violences sexuelles prennent une place plus importante<sup>318</sup>.

HRW a également documenté « plusieurs dizaines de cas de viols de femmes et de jeunes filles par des groupes islamistes armés depuis fin septembre 2021, la plupart dans la région Centre-Nord ». Par ailleurs, « [d]e nombreuses femmes ont déclaré que les islamistes armés les avaient fouettées pendant l'agression sexuelle, généralement dans le dos avec des cordes en caoutchouc. Plusieurs d'entre elles ont déclaré que les coups de fouet avaient provoqué des zébrures et des saignements »<sup>319</sup>.

#### 4.2.3. Enfants soldats

La Coalition citoyenne pour le Sahel note que les violations graves à l'encontre des enfants sont moins bien documentées au Burkina Faso qu'au Mali<sup>320</sup>.

Un rapport publié en juillet 2021 indique que « de plus en plus d'enfants sont victimes d'enlèvements, de meurtres, de recrutement et d'utilisation par des groupes armés » dans les trois pays du Sahel central<sup>321</sup>. Ce rapport explique :

« Le recrutement des enfants et des jeunes est souvent facilité par les pressions économiques voire sociales et le besoin de protection. Il s'agit tout de même d'un phénomène nouveau et inquiétant reconnu par les gouvernements du Sahel mais le moins documenté à ce jour<sup>322</sup>. »

Des villageois interrogés par HRW ont également décrit avoir vu des enfants dans les rangs des groupes djihadistes, tant lors d'attaques de villes et d'attaques sur des convois de civils en fuite. Ces enfants semblaient être âgés d'à peine douze ans et étaient armés de fusils d'assaut<sup>323</sup>.

Selon le département d'Etat américain, il n'y a pas de rapports indiquant que le gouvernement recrute ou utilise des enfants soldats<sup>324</sup>.

### 4.3. Violences étatiques

Les chiffres des violences étatiques demeurent incomplets puisque le gouvernement a adopté une loi interdisant aux journalistes de faire des reportages sur tout ce qui pourrait « démoraliser » les forces de défense<sup>325</sup>. De surcroît, en 2021 le gouvernement a « interdit de facto aux journalistes de se rendre dans les camps de déplacés internes »<sup>326</sup>.

Des sources sécuritaires burkinabè ont déclaré à l'ICG que leurs services considèrent comme djihadistes « tout individu en contact (y compris téléphonique) avec un présumé djihadiste, ne serait-ce que pour lui vendre de la nourriture, ou refusant de collaborer avec les forces de défense et de sécurité »<sup>327</sup>.

Depuis 2018, plusieurs organisations de défense des droits humains telles que HRW, AI ou le Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP) dénoncent à plusieurs reprises

<sup>318</sup> Kishi, R., 17/06/2022, [url](#)

<sup>319</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>320</sup> Coalition citoyenne pour le Sahel, 06/2022, [url](#)

<sup>321</sup> GERM, 07/2021, [url](#)

<sup>322</sup> GERM, 07/2021, [url](#)

<sup>323</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>324</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>325</sup> CPJ, 03/06/2020, [url](#) ; ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>326</sup> HRW, 27/01/2022, [url](#)

<sup>327</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

des comportements des forces de sécurité burkinabè lors de leurs opérations : des arrestations arbitraires, des abus à l'encontre des suspects en détention (détentions longues et arbitraires, maltraitances sévères) et des exécutions extrajudiciaires. HRW ou l'Observatoire pour la démocratie et les droits de l'homme (ODDH) précisent que les victimes appartiennent souvent à l'ethnie peule<sup>328</sup>. L'ACLEDD voit au travers de ces violences des représailles exercées par les forces de l'État à la suite d'attaques de militants djihadistes<sup>329</sup>.

Plusieurs sources ont constaté en 2020 que les décès attribués aux forces de sécurité de l'État ont dépassé ceux attribués aux groupes djihadistes<sup>330</sup>.

Par exemple, au moins 180 corps d'hommes, désignés comme des Peuls et abandonnés entre novembre 2019 et juin 2020, ont été découverts dans des fosses communes dans la ville de Djibo (région du Sahel). Les habitants ont accusé les forces de sécurité<sup>331</sup>. Le gouvernement a reconnu la réalité des exécutions extrajudiciaires de 31 habitants de Djibo le 9 avril 2020 par le Groupement des forces antiterroristes (GFAT), et la justice militaire a été mandatée pour mener une enquête<sup>332</sup>. Dans son rapport de juin 2022, la Coalition citoyenne pour le Sahel constate qu'aucun responsable n'a encore été jugé dans cette affaire<sup>333</sup>.

Plusieurs sources continuent d'attribuer des violences envers les civils, en particulier des Peuls, à des soldats burkinabè ou des groupes d'autodéfense, pour des motifs douteux de « terrorisme »<sup>334</sup>. Les populations des régions du sud-ouest du pays désignent également les dozos comme étant responsables d'exactions<sup>335</sup>. Début novembre 2021, à Djigoué (région du Sud-ouest), les forces de sécurité sont soupçonnées par HRW d'avoir éliminé quinze hommes<sup>336</sup>. En avril 2022, des soldats burkinabè auraient attaqué plusieurs villages dans la région de l'Oudalan, causant la mort de plus d'une centaine de personnes<sup>337</sup>. Le gouvernement a annoncé ouvrir une enquête à ce sujet<sup>338</sup>. Une coalition d'organisations de la société civile burkinabè signale en avril 2022 qu'au moins 80 hommes civils ont été tués au cours d'opérations militaires gouvernementales les 10 et 11 avril dans des villages la région du Sahel (communes d'Oursi et de Tin-Akoff et leurs environs)<sup>339</sup>.

Dans un rapport publié en mai 2022, HRW a documenté des « exécutions sommaires présumées » et des « disparitions forcées de civils et de « combattants islamistes présumés » par les forces de sécurité de l'État et des VDP. Ces incidents se sont déroulés entre septembre 2021 et avril 2022, certains « dans le cadre d'opérations antiterroristes d'envergure »<sup>340</sup>.

Toujours selon HRW, « la plupart des abus qui impliquent les VDP se sont produits dans les régions des Cascades, du Sud-Ouest ou de l'Est, en particulier dans et autour de Fada N'Gourma »<sup>341</sup>. Par ailleurs :

« Dans plusieurs cas, la raison de la détention, du meurtre ou de la disparition forcée de la victime n'était pas claire pour les membres de la famille. A plusieurs reprises, ils ont supposé que la milice

<sup>328</sup> HRW, 05/2018, [url](#) ; BBC (Gongo S.), 14/03/2019, [url](#) ; HRW, 22/03/2019, [url](#) ; RFI, 02/07/2020, [url](#) ; AI, 10/06/2020, [url](#) ; HRW, 13/02/2021, [url](#)

<sup>329</sup> ACLED (Nsaibia H.), 20/05/2020, [url](#)

<sup>330</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 01/07/2020, [url](#) ; NYT (Maclean R.), 22/06/2020, [url](#)

<sup>331</sup> HRW, 08/07/2020, [url](#)

<sup>332</sup> Wakat Séra, 21/04/2020, [url](#) ; France 24, 15/10/2020, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>333</sup> Coalition citoyenne pour le Sahel, 06/2022, [url](#)

<sup>334</sup> Clingendael (Bisson L., et al.), 02/2021, [url](#) ; AJ (Wilkins H.), 16/12/2020, [url](#) ; AP (Mednick S.), 25/08/2020, [url](#) ; Le Monde, 15/08/2022, [url](#)

<sup>335</sup> VOA (Wilkins H.), 02/03/2022, [url](#)

<sup>336</sup> HRW, 01/12/2021, [url](#)

<sup>337</sup> RFI, 22/04/2022, [url](#) ; USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>338</sup> Lefaso.net, 24/04/2022, [url](#) ; Belga via RTBF, 22/04/2022, [url](#)

<sup>339</sup> Minute.bf (Sawadogo L.), 27/04/2022, [url](#)

<sup>340</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>341</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

utilisait les opérations antiterroristes comme prétexte pour régler des comptes personnels ou liés aux relations communautaires<sup>342</sup>. ».

En août 2022, l'armée burkinabè a reconnu la mort de civils lors de frappes aériennes contre des groupes djihadistes dans l'est du pays. Une enquête a été ouverte pour déterminer les responsabilités<sup>343</sup>.

Aucun procès pour de tels crimes n'a jamais eu lieu dans le pays<sup>344</sup>.

Dans ce contexte, le CESA explique en février 2022 que les forces de sécurité burkinabè « ont parfois contribué à l'escalade de la violence contre les civils ». Leurs tactiques musclées envers les Peuls ont selon cette organisation renforcé les stéréotypes envers cette communauté ainsi que le recrutement des groupes djihadistes<sup>345</sup>.

En juin 2022, la Coalition citoyenne pour le Sahel note depuis 2020 une diminution du nombre de civils tués dans des attaques attribuées à des groupes d'autodéfense ou des services de sécurité au Burkina Faso<sup>346</sup>. Les chiffres d'ACLEED montrent que le nombre de décès de civils causés par les forces de sécurité a considérablement diminué en 2021 (en tout cas jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre) par rapport à 2020. Ceci pourrait s'expliquer par les rapports des groupes de défense des droits de l'homme, des journalistes, la pression de la communauté internationale, la diminution des activités militaires en raison de l'insécurité croissante ou même le recours aux groupes d'autodéfense selon certains analystes interrogés par VOA en octobre 2021<sup>347</sup>.

#### 4.4. Violences communautaires

Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) décrit en novembre 2020 la situation des relations entre communautés de la manière suivante :

« Au niveau communautaire, le Burkina Faso qui était réputé de sa relative cohésion sociale nonobstant la soixantaine d'ethnies, la pluralité des confessions religieuses, enregistre de plus en plus, des conflits ouverts intercommunautaires et intra-communautaires. En effet, depuis 2016, des crises communautaires ont éclaté au Burkina Faso pour des motifs divers. Si pour certaines telles que celles qui opposent généralement cultivateurs et éleveurs, l'occupation foncière peut en être l'origine, pour d'autres, la chefferie coutumière, les suspicions relatives aux attaques terroristes s'érigent en explication. [...] La montée des conflits communautaires coïncide avec la dégradation progressive de la sécurité »<sup>348</sup>.

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont les principaux pays d'origine pour le commerce de bétail. Les axes transfrontaliers entre ces pays connaissent de nombreuses tensions autour des conflits entre agriculteurs (cultivant leurs champs) et éleveurs (en quête de nouveaux pâturages)<sup>349</sup>. Au Burkina Faso, plus de 80 % de la population vit de l'agriculture<sup>350</sup> et le partage des terres arides entre les cultivateurs (en majorité des Mossis) et les éleveurs (en majorité des Peuls<sup>351</sup>) se fait de plus en plus difficilement. L'accès à l'eau et aux pâtures est l'objet de litiges de plus en plus fréquents et « les

<sup>342</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>343</sup> Sahel Intelligence, 03/08/2022, [url](#)

<sup>344</sup> AJ (Wilkins H.), 16/12/2020, [url](#) ; AP (Mednick S.), 25/08/2020, [url](#)

<sup>345</sup> CESA, 18/02/2022, [url](#)

<sup>346</sup> Coalition citoyenne pour le Sahel, 06/2022, [url](#) ; VOA, 17/06/2022, [url](#)

<sup>347</sup> VOA (Wilkins H.), 27/10/2021, [url](#)

<sup>348</sup> UNFPA, 13/11/2020, [url](#)

<sup>349</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 28/12/2018, [url](#) ; AFP, 10/2020, [url](#)

<sup>350</sup> L'économie au Sahel central repose principalement sur l'agriculture et l'élevage. Ces dernières années, l'orpaillage a aussi connu un essor : ACAPS, 02/2021, [url](#)

<sup>351</sup> Les Peuls empruntent des routes millénaires : AFP, 10/2020, [url](#)

couloirs de transhumance des uns traversent régulièrement les surfaces cultivées des autres »<sup>352</sup>. Les conflits intercommunautaires sont moins présents dans la province du Soum, majoritairement composée de Peuls, que dans certaines zones du Mali ou du Niger<sup>353</sup>. A cela s'ajoute un dérèglement climatique qui accentue la dégradation des terres et la désertification, une croissance démographique et, en conséquence, un amenuisement des ressources naturelles suscitant la recherche de nouvelles terres. Tous ces facteurs alimentent les tensions récurrentes entre agriculteurs et éleveurs<sup>354</sup>.

Ces conflits entraînent des pertes en vies humaines, des destructions de moyens de subsistance et de biens, des déplacements de populations ainsi que des violations des droits de la personne et des atteintes à ces droits, selon le Secrétaire général des Nations unies<sup>355</sup>.

Si la violence intercommunautaire est un phénomène relativement nouveau au Burkina Faso, le ressentiment et la méfiance envers les communautés peules, en raison de leur association supposée avec les groupes islamistes<sup>356</sup>, se sont accrues à mesure que les attaques menées par des groupes armés devenaient plus fréquentes<sup>357</sup> (voir [chapitre 5.2.](#)). Mahamoudou Savadogo explique en 2018 que, depuis vingt ans, une multitude de conflits entre les communautés villageoises de l'est du pays et l'Etat a été causée par le classement d'une grande partie des forêts de l'est en réserve naturelle protégée. Ce classement a créé un sentiment d'injustice et d'inégalité. Les djihadistes profitent de ce terreau favorable pour recruter en proposant un « kit complet à la population : retour dans les villages d'où ils avaient été expulsés, autorisation du braconnage, réouverture des mines d'or, circulation des grands troupeaux, etc. »<sup>358</sup>. Dans ce contexte, d'après Mahamoudou Savadogo :

« Les populations ont donc trouvé comme moyen pour sortir de leur misère l'insurrection contre le pouvoir central – suscitée, on l'a dit, par les groupes armés terroristes. Cela s'est manifesté par une indifférence face à l'installation des groupes terroristes, par un accompagnement technique et logistique desdits groupes en leur apportant des soutiens de toute sorte – mise à disposition de chasseurs, de pisteurs, de trafiquants, et surtout de leaders locaux pour convaincre les plus réticents de la pertinence de la lutte »<sup>359</sup>.

Quelles qu'en soient les causes, les exactions commises tant par les islamistes armés que par les forces de sécurité entraînent une « augmentation dramatique et dangereuse des tensions ethniques » entre les Peuls d'une part (perçus comme des soutiens des islamistes armés) et les groupes mossi et fousé d'autre part (perçus comme pro-gouvernementales constituant la majorité des membres de la milice des VDP dans la région)<sup>360</sup>.

Le « premier point de bascule » s'est déroulé en janvier 2019, lorsque des violences – sans précédent dans la société burkinabè<sup>361</sup> – à Yirgou (à 200 km au nord de Ouagadougou) ont provoqué la mort de plus de 70 personnes selon RFI<sup>362</sup>, plus de 200 selon L'Express du Faso<sup>363</sup>. Des villageois ont attaqué des éleveurs peuls, en représailles d'une attaque terroriste survenue quelques jours plus tôt<sup>364</sup>. Cet incident est présenté comme le premier massacre ethnique au Burkina Faso<sup>365</sup>. The Economist explique que, plutôt que d'arrêter les assaillants, le gouvernement a demandé aux victimes de leur pardonner.

<sup>352</sup> Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

<sup>353</sup> Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

<sup>354</sup> Le Monde (Caramel L.), 11/04/2019, [url](#)

<sup>355</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 28/12/2018, [url](#)

<sup>356</sup> ACAPS, 10/2020, [url](#)

<sup>357</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>358</sup> Libération (Macé C.), 03/12/2018, [url](#)

<sup>359</sup> The Conversation (Savadogo M.), 16/03/2021, [url](#)

<sup>360</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#) ; ACLED (Nsaibia H.), 31/05/2019, [url](#)

<sup>361</sup> Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

<sup>362</sup> RFI, 13/01/2019, [url](#)

<sup>363</sup> L'Express du Faso, 04/02/2019, [url](#)

<sup>364</sup> RFI, 06/01/2019, [url](#)

<sup>365</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

Le journal explique cela par le fait que beaucoup de ministres sont des Mossis et pensaient à ce moment qu'il est utile d'avoir une milice ethnique à sa disposition avant les élections présidentielles de 2020<sup>366</sup>. Les groupes d'autodéfense se sont en effet surtout développés dans la région du Plateau-Central et de l'Est et ces régions constituent deux grands bassins d'électeurs pour le parti au pouvoir<sup>367</sup>. D'autres violences ont suivi, comme à Zoaga (région du Centre-Est) début avril 2019<sup>368</sup>.

Considérant les forces de sécurité de l'Etat comme des troupes hostiles qui ne sont pas là pour protéger la population, les éleveurs peuls s'en remettent de plus en plus à des acteurs extra-légaux tels que les rougas<sup>369</sup> pour régler les conflits, parfois de manière violente<sup>370</sup>.

RFI note en mars 2021 que des chefs de la communauté peule constatent une relative accalmie, voire une amélioration de la situation<sup>371</sup>.

Plusieurs observateurs, comme Mathieu Pellerin de l'ICG ou le CESA, confirment toutefois que l'engagement de civils (via les VDP par exemple) dans la lutte contre le terrorisme a provoqué ou attisé des conflits intercommunautaires et a déclenché des formes de violence plus meurtrières contre les civils<sup>372</sup>.

En 2022, tant HRW que le CESA constatent des tensions ethniques considérables entre les Peuls et les communautés agricoles<sup>373</sup>.

## 5. Cibles de la violence

### 5.1. Données

Comme décrit au [chapitre 2.2.](#), pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 10 juin 2022, l'ACLED a recensé 4.067 morts au Burkina Faso dans des incidents catégorisés *battles, explosions/remote violence* et *violence against civilians*<sup>374</sup>.

Le nombre de morts recensés par l'ACLED dans la colonne *fatalities* comprend des civils aussi bien que des membres des forces de sécurité ou de milices armées. Les blessés ne sont pas recensés. L'ACLED recommande d'utiliser avec la plus grande prudence ses propres chiffres concernant le nombre de morts ainsi que ceux fournis par d'autres bases de données<sup>375</sup> car l'organisation n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'ACLED relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et que les chiffres dans sa base de données sont des estimations<sup>376</sup>. Des informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser le nombre de morts figurent dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED<sup>377</sup>.

<sup>366</sup> The Economist, 02/05/2019, [url](#)

<sup>367</sup> Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#)

<sup>368</sup> France 24, 02/04/2019, [url](#)

<sup>369</sup> Groupes peuls chargés de protéger les troupeaux

<sup>370</sup> Clingendael (Bisson L., et al.), 02/2021, [url](#)

<sup>371</sup> RFI, 10/03/2021, [url](#)

<sup>372</sup> Libération (Macé C.), 09/06/2021, [url](#) ; CESA, 18/02/2022, [url](#)

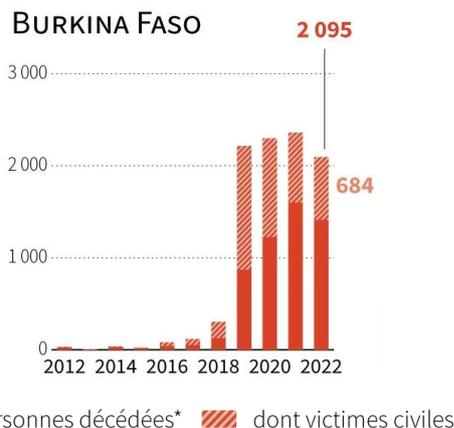
<sup>373</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#) ; CESA, 18/02/2022, [url](#)

<sup>374</sup> ACLED, 11/06/2022, [url](#)

<sup>375</sup> ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>376</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, p.31, [url](#)

<sup>377</sup> CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)



Victimes du conflit au Burkina Faso jusqu'au 17 juin 2022<sup>378</sup>

## 5.2. En fonction du rôle auprès des autorités

Les sources consultées par le Cedoca s'accordent à dire en 2018 et 2019 que les premières cibles des islamistes armés étaient symboliques (forces de défense et de sécurité). Dans le nord, des groupes islamistes armés ont attaqué des dizaines de postes de la gendarmerie et de l'armée. Par la suite, les islamistes s'en sont pris aux grandes infrastructures économiques et financières (hôtels, etc.) puis à l'état-major des armées et à diverses autorités locales (des conseillers municipaux de villages, des maires, des anciens, des marabouts, des membres des forces de sécurité à la retraite, des enseignants, etc.)<sup>379</sup>. Ensuite, « la plupart des fonctionnaires se sont repliés dans des endroits plus sûrs, notamment dans la capitale ou les capitales régionales afin de sauver leur vie », d'après la FES<sup>380</sup>.

Plusieurs experts notaient à la fin de l'année 2019 un changement de stratégie des djihadistes : alors que ces derniers visaient autrefois principalement des symboles de l'Etat, ils ciblent de plus en plus les populations civiles<sup>381</sup>. En effet, la violence contre les civils a été la forme de violence la plus meurtrière en 2019 et a plus que doublé par rapport à 2018<sup>382</sup>. Plus récemment, le Conseil de sécurité des Nations unies note une intensification des attaques contre les civils durant le premier semestre 2022<sup>383</sup>.

Les forces de défense et de sécurité continuent à être visées par les groupes armés. Le Secrétaire général des Nations unies note en décembre 2021 que, pour la période allant du 18 juin au 21 décembre 2021, « des associations civiles de défense ainsi que des cibles militaires ont fait l'objet de plusieurs attaques »<sup>384</sup>. Ainsi, dans le cadre d'une importante attaque perpétrée le 18 août 2021, l'embuscade d'un convoi de 80 véhicules sur la route d'Aribinda à Gorgadji, au Sahel, a fait au moins 86 morts dont 65 civils. Le 14 novembre 2021, l'attaque d'un poste de gendarmerie à Inata (région du Sahel), a fait plus de 50 victimes parmi les gendarmes<sup>385</sup>.

<sup>378</sup> AFP via VOA, 30/06/2022, [url](#)

<sup>379</sup> AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#) ; HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>380</sup> FES, 2020, [url](#)

<sup>381</sup> France 24, 26/12/2019, [url](#) ; JA (Coulibaly N.), 08/11/2019, [url](#) ; TNH (Mednick S.), 20/12/2019, [url](#)

<sup>382</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 28/01/2020, [url](#)

<sup>383</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 29/06/2022, [url](#)

<sup>384</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 15/12/2021, [url](#)

<sup>385</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 15/12/2021, [url](#)

Selon des témoins d'attaques contre des civils, consultés par HRW, les assaillants tentent de justifier leurs méfaits « en établissant un lien entre leurs victimes et le gouvernement, l'Occident ou la foi chrétienne », en les accusant de collaborer avec « l'ennemi » ou en présentant l'attaque comme une riposte à des actions des forces de défense et de sécurité<sup>386</sup>.

D'après plusieurs sources, de nombreux villageois se sentent pris entre le marteau et l'enclume avec d'un côté, les islamistes armés qui les menacent en cas de collaboration avec le gouvernement, et de l'autre côté, les forces de sécurité qui attendent d'eux qu'ils leur fournissent des renseignements sur la présence de groupes armés et font usage de punitions collectives quand ils n'obtiennent pas satisfaction<sup>387</sup>.

Mahamadou Savadogo constate auprès de VOA en juin 2022 que, lorsque les populations sont impliquées dans la lutte contre le terrorisme, les groupes djihadistes « ciblent systématiquement les civils », car tout civil en âge de combattre est potentiellement une cible<sup>388</sup>.

### 5.3. En fonction de l'ethnie

Le Burkina Faso est un pays de près de vingt millions d'habitants dans lequel cohabitent une soixantaine d'ethnies<sup>389</sup>. Les Peuls sont environ 1.200.000 au Burkina Faso, soit 6,3 % de la population totale. Ils sont majoritaires dans la partie sahélienne du pays (dans les provinces du Soum, du Séno et de l'Oudalan). Une grande communauté peule vit également à Ouagadougou, surtout dans les quartiers Dapoya et Hamdallaye. Comme les autres Peuls répartis dans une quinzaine de pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, ce sont, majoritairement, des éleveurs transhumants musulmans<sup>390</sup> qui constituent l'un des derniers grands peuples nomades de notre planète<sup>391</sup>. Ils ont très peu accès aux services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et les services administratifs et sont très peu représentés au sein des élites<sup>392</sup>.

Les autres communautés du Burkina Faso entretiennent des considérations négatives à propos des Peuls, les considérant, selon l'Observatoire Pharos, comme « les principaux acteurs des différents djihads, favorisant la pénétration d'un islam perçu par certains comme 'rigoriste' »<sup>393</sup>. Pour plusieurs raisons, ces populations peules sont souvent vues comme enclines au communautarisme, au népotisme et promptes à trahir. Depuis l'expansion de la violence dans le pays, est entretenue l'idée que ces populations sont des vecteurs privilégiés du djihadisme ou qu'elles sont surreprésentées dans les groupes djihadiste<sup>394</sup>. Ces préjugés et amalgames ont perduré en parallèle avec les nombreux recrutements de djihadistes parmi les communautés peules au cours du conflit<sup>395</sup>.

Des Peuls sédentaires et urbanisés ont également été accusés de collaborer avec les autorités et ont été victimes d'assassinats, selon un expert de l'ICG interrogé par l'AFP<sup>396</sup>.

<sup>386</sup> HRW, 06/01/2020, [url](#)

<sup>387</sup> France Culture, 13/12/2019, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 28/05/2020, [url](#)

<sup>388</sup> VOA, 17/06/2022, [url](#)

<sup>389</sup> Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

<sup>390</sup> FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#)

<sup>391</sup> AFP, 10/2020, [url](#)

<sup>392</sup> ACRESA (Thiaw P. O.), 05/10/2020, [url](#)

<sup>393</sup> Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

<sup>394</sup> FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#) ; CESA, 24/04/2020, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#) ; ACRESA (Thiaw P. O.), 05/10/2020, [url](#) ; VOA (Wilkins H.), 02/03/2022, [url](#)

<sup>395</sup> Mediapart (Hume F. Macadré O.), 02/12/2019, [url](#) ; France Culture, 13/12/2019, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 28/05/2020, [url](#) ; ODDH, 22/06/2020, [url](#) ; Interpeace, 03/2021, [url](#)

<sup>396</sup> AFP, 10/2020, [url](#)

Stratégiquement, les militants islamistes se sont concentrés sur l'histoire des Peuls et sur la création d'un fossé entre ces derniers et les autres groupes ethniques du Burkina Faso pour favoriser leur recrutement. Bien que la majorité des Peuls ne participent pas aux attaques violentes, ils en sont largement tenus comme responsables. De nombreux djihadistes du nord du Burkina Faso sont peuls et prétendent représenter et protéger le peuple peul contre le gouvernement et les groupes ethniques rivaux. Aussi, les jeunes peuls déscolarisés témoins d'exécutions extrajudiciaires perpétrées par les forces armées utilisent ces expériences traumatisantes ou cette marginalisation<sup>397</sup> « pour susciter de nouvelles tensions et favoriser le recrutement »<sup>398</sup>.

Un rapport d'ICG, publié en février 2020, insistait sur le fait que les djihadistes recrutent au-delà des Peuls et ont pu bénéficier du soutien de personnalités ou de communautés d'autres groupes ethniques<sup>399</sup>.

Un doctorant-chercheur à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar écrit en octobre 2020 que les Peuls engagés auprès des groupes djihadistes expriment aujourd'hui « surtout le besoin d'une certaine justice sociale et la revalorisation de leur statut social », ce dans un « ordre social qui leur est largement défavorable »<sup>400</sup>.

Philippe M. Frowd est professeur agrégé à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Il focalise notamment ses recherches sur les études de sécurité et sur la politique africaine. Interrogé par Al Jazeera (AJ) en mars 2022, il rappelle que l'écart entre la composition ethnique/linguistique de l'armée et les populations du nord avec lesquelles elle s'engage a aggravé la violence. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne la façon dont les populations peules du nord sont traitées par l'armée, qui a tendance à les assimiler à l'ennemi au sens large<sup>401</sup>.

Cette perception d'une association entre les Peuls et les insurgés islamistes a conduit à une série d'exécutions et de meurtres de vengeance perpétrés par les koglweogo ainsi que par des unités de l'armée burkinabè<sup>402</sup>. Ce contexte d'insécurité provoque un cercle vicieux comme l'explique l'ICG :

« Les massacres perpétrés par des Koglweogo, soutenus par une partie des communautés locales, produisent le même effet que les exactions des forces de défense et de sécurité : les Peul se rapprochent des jihadistes à des fins de vengeance, de protection ou même parce que les exactions dont ils sont victimes finissent par les convaincre que les jihadistes disent vrai. Ces derniers ont grandement profité de la détérioration de la situation au Centre-Nord pour étendre leur influence »<sup>403</sup>.

Dans son rapport de mars 2019, HRW souligne le fait que les actes d'intimidation des islamistes armés (menaces de représailles en cas de dénonciation, obligation de respecter une interprétation stricte de l'islam) visent tous les principaux groupes ethniques présents dans la région du Sahel (Bella, Foulsé, Mossi ou Peul). Toutefois, « la majorité des assassinats présumés et des pillages de bétail visaient des membres des communautés bella, foulé et mossi, en raison de leur prétendu soutien au gouvernement »<sup>404</sup>.

Dans ses rapports de mai 2018, mars 2019 et juillet 2020, HRW maintient que la grande majorité des victimes des abus commis par les forces de sécurité dans les cas documentés sont des membres du groupe ethnique peul<sup>405</sup>. Certaines de ces violences, parfois sous forme de représailles, sont expliquées

<sup>397</sup> ACRESA (Thiaw P. O.), 05/10/2020, [url](#) ; AJ (Durmaz M.), 11/03/2022, [url](#)

<sup>398</sup> ACAPS, 10/2020, [url](#)

<sup>399</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>400</sup> ACRESA (Thiaw P. O.), 05/10/2020, [url](#)

<sup>401</sup> Al Jazeera (AJ) (Durmaz M.), 11/03/2022, [url](#)

<sup>402</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>403</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>404</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>405</sup> HRW, 05/2018, [url](#) ; HRW, 22/03/2019, [url](#) ; HRW, 08/07/2020, [url](#) ; RFI, 16/08/2020, [url](#)

au [chapitre 4.3.](#) VOA confirme en mars 2022 que les Peuls constituent la majorité des victimes des forces pro-gouvernementales<sup>406</sup>.

HRW rappelle en mai 2022 que « les groupes islamistes armés ont concentré leurs efforts de recrutement sur les Peuls nomades, en exploitant leurs griefs, ce qui a attisé les tensions avec d'autres communautés essentiellement agraires, notamment les Foulse, les Mossi, les Dogon et les Gourmantche, devenus les cibles de la plupart des attaques islamistes armées »<sup>407</sup>.

D'autre part, l'ICG précise en 2020 que de nombreux villages, sous la pression, n'ont d'autre choix que de se soumettre à l'autorité djihadiste. Puisque les forces burkinabè « évaluent souvent le degré de radicalisation d'un individu au regard de ses connexions, réelles ou supposées, avec les djihadistes », cet amalgame produit une prophétie autoréalisatrice : l'entourage des personnes visées par les autorités se dirigent vers les djihadistes pour y obtenir une protection ou par vengeance<sup>408</sup>.

Ce désir de vengeance, cette soif de justice ou cette volonté de se protéger sont également mis en avant dans une tribune de la directrice Afrique de l'Ouest de HRW, publiée dans Le Monde à la fin du mois de juin 2020 ou par un reportage de VOA en juin 2022<sup>409</sup>.

Des abus (exécution extrajudiciaires, la torture et les violations des procédures et des droits humains fondamentaux) commis envers les Peuls par toutes les parties belligérantes, et en particulier par les VDP, sont toujours dénoncés en 2022 par plusieurs sources<sup>410</sup>. Alors que l'ODDH évoque en 2020 la crainte d'un futur génocide des Peuls<sup>411</sup>, VOA et Le Monde note en juin et août 2022 que les appels « à l'épuration ethnique » se multiplient, en particulier via des réseaux sociaux et dans le sud-ouest<sup>412</sup>.

#### 5.4. En fonction de la religion

Les musulmans représentent 60 % de la population burkinabè tandis que les chrétiens animistes sont environ 40 %<sup>413</sup>. Dans la zone du Liptako Gourma, les populations sont presque exclusivement musulmanes<sup>414</sup>.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos (IRD et Peace Research Institute) rappelait en 2019 que l'accès à la terre ou aux couloirs de transhumance constitue un enjeu majeur et que la religion n'est qu'un vernis. La radicalisation de l'islam se dissipe derrière des réalités beaucoup plus pragmatiques. L'islam va seulement légitimer ces combats mais n'est pas à l'origine de ces derniers. L'expert attribue la dégradation de la situation bien plus à la mauvaise gouvernance des conflits (répression sanglante pour les uns et impunité pour les autres) qu'à une radicalisation islamique<sup>415</sup>.

Un rapport de la FES sur les droits de l'homme en Afrique de l'Ouest, publié en juin 2020, souligne que plusieurs dignitaires religieux ont été assassinés par le GSIM dans la province du Soum. Il précise que « [l]a plupart de ces victimes appartiennent à des confréries soufies qui prônent la tolérance et le

<sup>406</sup> VOA (Wilkins H.), 02/03/2022, [url](#)

<sup>407</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>408</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>409</sup> VOA (Blanchard S.), 24/06/2022, [url](#)

<sup>410</sup> AJ (Durmaz M.), 11/03/2022, [url](#) ; Refugees International (Lamarche A., Bentley A.), 21/04/2022, [url](#) ; VOA (Blanchard S.), 24/06/2022, [url](#) ; Egmont Royal Institute for International Relations (Goxho D.), 19/04/2022, [url](#) ; USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>411</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>412</sup> VOA (Blanchard S.), 24/06/2022, [url](#) ; Le Monde, 18/08/2022, [url](#)

<sup>413</sup> Counter Extremism Project, 14/12/2018, [url](#)

<sup>414</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>415</sup> France Culture, 13/12/2019, [url](#)

respect de la vie et de la dignité humaine. Pour les groupes armés qui se réclament du salafisme, l’Islam soufi est une déviation religieuse qu’il faut combattre, même de manière violente »<sup>416</sup>.

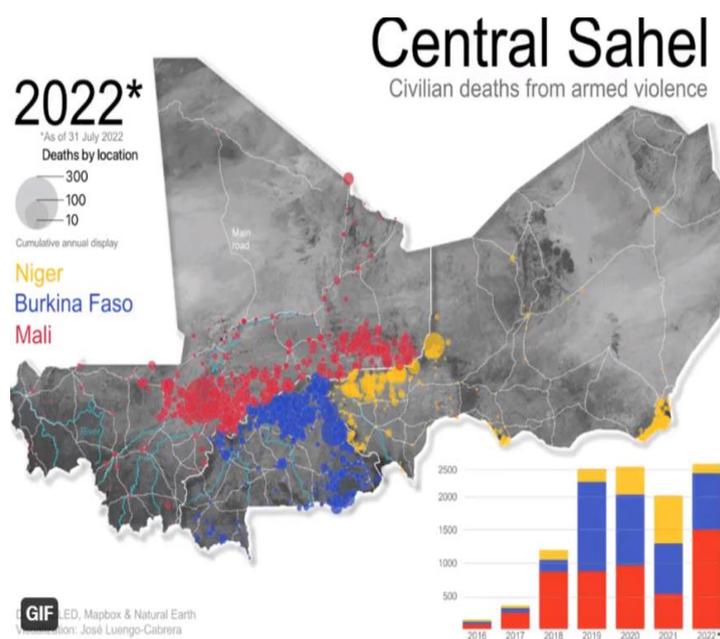
Même si quelques incidents ont visé des non-musulmans<sup>417</sup>, dans le but probable de briser la coexistence jusque-là pacifique entre chrétiens et musulmans dans le pays<sup>418</sup>, le facteur religieux semble, selon les sources, secondaire<sup>419</sup>.

## 6. Répartition géographique

### 6.1. Au Sahel

Selon les chiffres de l’ACLED, à la fin de l’année 2021, le conflit au Sahel ne montre aucun signe d’apaisement. Malgré une baisse générale du nombre de victimes après une année record en 2020, la violence politique organisée a de nouveau augmenté<sup>420</sup>.

A la fin du mois de juillet 2022, le nombre de décès civils signalés dans les trois pays du Sahel central est déjà supérieur à celui de toute l’année 2021 et 59 % des décès civils signalés dans la région ont été localisés au Mali :



Décès de civils dus à la violence armée dans le Sahel central<sup>421</sup>

<sup>416</sup> FES, 2020, [url](#)

<sup>417</sup> La Croix (Sarr L.), 13/05/2019, [url](#) ; Le Pays via Courrier international, 14/05/2019, [url](#) ; WANEP, 21/05/2019 ; JA, 26/05/2019, [url](#)

<sup>418</sup> Le Pays via Courrier international, 14/05/2019, [url](#) ; Reuters (Peyton N.), 16/05/2019, [url](#) ; RFI, 14/05/2019, [url](#)

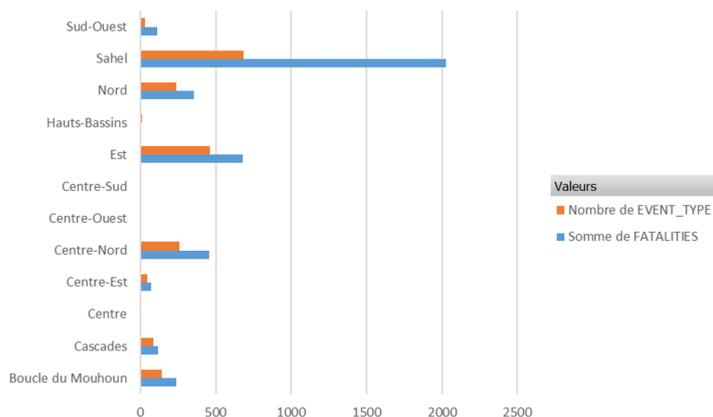
<sup>419</sup> Sahel Blog (Thurston A.) [blog], 06/10/2020, [url](#) ; Libération (Faivre A.), 19/04/2022, [url](#)

<sup>420</sup> ACLED (Nsaibia H.), 02/2022, [url](#)

<sup>421</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 17/08/2022, [url](#)

## 6.2. Au Burkina Faso

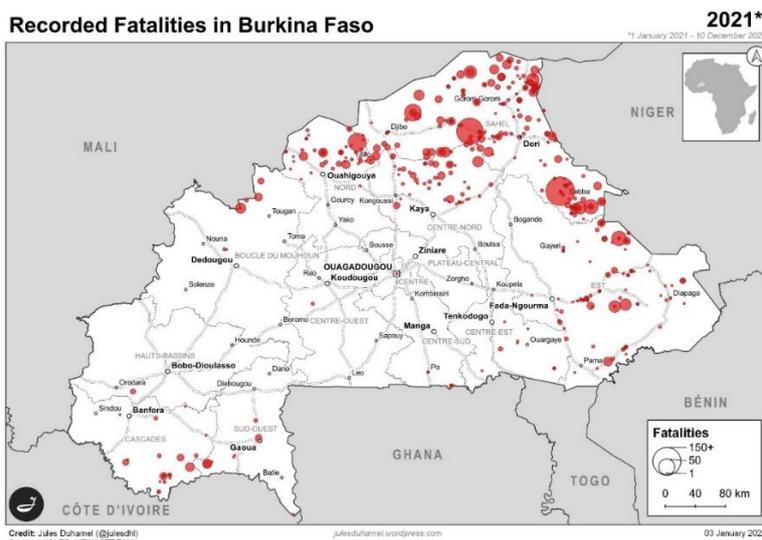
Selon les données de l'ACLED, du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 10 juin 2022, la région du Sahel a été la plus touchée par l'insécurité (2.025 victimes) suivie par les régions de l'Est (681 victimes), du Centre-Nord (457 victimes) et du Nord (356 victimes)<sup>422</sup>. Le graphique suivant comptabilise le nombre d'incidents et de victimes par région durant cette période :



Nombre d'incidents et de victimes par région du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 10 juin 2022<sup>423</sup>

Il appert que le conflit s'étend dorénavant progressivement à d'autres régions que celles du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est<sup>424</sup>. L'emprise des terroristes s'est pourtant encore accentuée dans ces trois régions durant la période allant du 22 décembre 2021 au 22 juin 2022 selon le Conseil de sécurité des Nations unies<sup>425</sup>.

La carte ci-dessous localise les décès enregistrés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 10 décembre 2021.



Décès enregistrés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 10 décembre 2021<sup>426</sup>

<sup>422</sup> ACLED, 19/03/2021, [url](#)

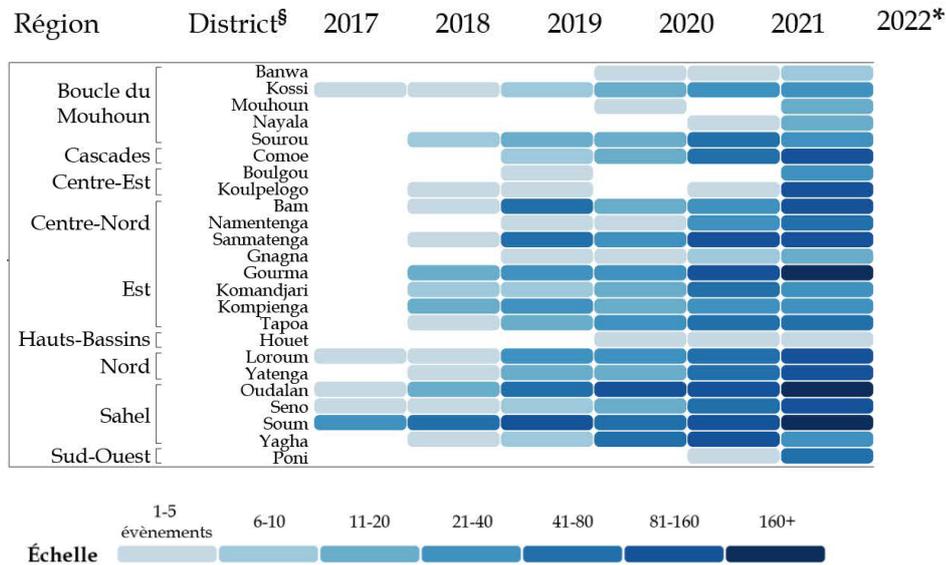
<sup>423</sup> ACLED, 19/03/2021, [url](#)

<sup>424</sup> MSF, 02/02/2022, [url](#)

<sup>425</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 29/06/2022, [url](#)

<sup>426</sup> Duhamel J., 03/01/2022, [url](#)

Ce tableau proposé par le CESA sur base des données de l'ACLED permet de visualiser l'intensification de la violence des djihadistes dans plusieurs provinces au cours des dernières années :



Violences djihadistes dans différentes provinces<sup>427</sup>

HRW constate que, depuis fin 2021, les groupes armés « ont multiplié leurs attaques contre les forces pro-gouvernementales, notamment dans et autour des villes d'Ankouna, Arbinda, Dablo, Foubé, Inata, Namsiguia, Namssiguima, Pissila et Tougouri, où de nombreuses personnes fuyant les violences dans les villages environnants s'étaient réfugiées en 2019 et 2020 »<sup>428</sup>. Selon les témoignages recueillis par HRW, « ces attaques semblent avoir été planifiées pour provoquer un déplacement massif de populations dans des villes perçues comme étant favorables au gouvernement, afin de consolider le contrôle des groupes armés depuis leurs bastions du nord du Burkina Faso jusqu'aux régions centrales »<sup>429</sup>.

Des crimes et des attaques à petite échelle sont observés dans les régions occidentales et méridionales limitrophes du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire depuis décembre 2018<sup>430</sup>, les régions au sud-ouest et à la frontière avec le Ghana étant « traditionnellement sous l'emprise de groupes criminels » selon un expert londonien de l'Afrique subsaharienne<sup>431</sup>.

En 2021, le conflit s'est davantage étendu au sud et à l'ouest du pays<sup>432</sup>, particulièrement les régions des Cascades et du Sud-Ouest, frontalières avec la Côte d'Ivoire, le Mali et le Ghana<sup>433</sup>. Dans un rapport de décembre 2021, le Secrétaire des Nations unies note que la région sud-ouest du pays « est devenue un point chaud où les cellules extrémistes s'emploient à effrayer la population et les autorités locales »<sup>434</sup>.

Selon des témoignages recueillis par Libération pour un reportage publié en décembre 2021, la situation dans le sud-ouest du Burkina Faso a dégénéré en septembre 2021 : « Sporadiques, les violences de ces assaillants repérés depuis 2019 dans les forêts classées environnantes se sont

<sup>427</sup> CESA (Shurkin M.), 08/08/2022, [url](#)

<sup>428</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>429</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#)

<sup>430</sup> ACAPS, 01/11/2019, [url](#) ; RFI, 06/01/2020, [url](#) ; Lefaso.net, 21/06/2020, [url](#)

<sup>431</sup> JA (Coulibaly N.), 08/11/2019, [url](#)

<sup>432</sup> VOA (Wilkins H.), 02/03/2022, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 03/03/2022, [url](#)

<sup>433</sup> TV5 Monde (Soyez N.), 01/02/2022, [url](#)

<sup>434</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 15/12/2021, [url](#)

banalisées après l'été. Attaques des FDS, assassinats ciblés, kidnappings, menaces, pillages des centres de santé »<sup>435</sup>. Toujours dans ce reportage, Mahamadou Savadogo analyse l'intérêt de cette zone pour les groupes djihadistes :

« D'abord, c'est une zone de triple frontière (Mali, Côte-d'Ivoire, Burkina Faso) choyée par les groupes armés terroristes. Elle constitue une base arrière, une zone de confort, pour notamment attaquer les pays côtiers. Et à quelques dizaines de kilomètres à l'est, le Ghana et le Togo offrent deux autres zones de triples frontières. Par ailleurs, ces insurgés sont dans une dynamique de couloir. Ils creusent des axes pour leur trafic, comme ils l'ont fait dans l'est du pays. Dans le sud-ouest, il s'agit surtout de cocaïne acheminée des ports ghanéens vers l'Europe, et d'armement<sup>436</sup>. »

Selon le Conseil de sécurité des Nations unies, les infiltrations depuis le Mali dans la région du Sud-Ouest ont continué durant le premier semestre 2022<sup>437</sup>.

### 6.3. A Ouagadougou

Entre 2016 et 2018, la capitale Ouagadougou a été touchée par trois attentats d'envergure. Deux attaques perpétrées en 2016 et 2017 contre des cafés et restaurants ont causé la mort de près de 50 personnes, en grande majorité des civils, notamment des étrangers<sup>438</sup>. La troisième attaque a eu lieu le 2 mars 2018, lorsqu'un commando terroriste a tenté de prendre d'assaut le quartier général de l'armée burkinabè ainsi que les locaux de l'ambassade de France. Huit membres des forces de sécurité y ont perdu la vie<sup>439</sup>. Ces attentats ont été revendiqués par le GSIM<sup>440</sup>.

Contrairement aux années précédentes, depuis 2019, aucune attaque de grande envergure n'a eu lieu dans la capitale et dans les autres grandes villes du pays, contrairement aux zones rurales<sup>441</sup>. L'ICT estime que le renforcement de la sécurité dans cette ville, combiné au démantèlement de cellules terroristes, pourrait expliquer l'absence d'incident<sup>442</sup>.

L'ODDH précise que les groupes terroristes cherchent avant tout à renverser l'ordre établi et à changer le système, non à prendre le pouvoir à Ouagadougou. Leur *modus operandi* consiste à s'implanter dans des zones dans lesquelles ils peuvent bénéficier d'une certaine autonomie et de la reconnaissance des populations<sup>443</sup>.

Le Cedoca a contacté Mahamoudou Savadogo, chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel et directeur du cabinet d'expertise Granada Consulting, et lui a demandé si les services de base (hôpitaux, écoles, marchés, administrations, transports, etc.) fonctionnent normalement dans la capitale. Lors d'un entretien téléphonique le 18 août 2022, il confirme que la situation reste sous contrôle dans les grandes villes. La vie se déroule normalement et aucun service de base n'est fermé. Il note toutefois des difficultés (attaques et coupeurs de route) croissantes sur l'axe entre Ouagadougou et Bobo-Dioulasso<sup>444</sup>.

<sup>435</sup> Libération (Faivre A.), 17/12/2021, [url](#)

<sup>436</sup> Libération (Faivre A.), 17/12/2021, [url](#)

<sup>437</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 29/06/2022, [url](#)

<sup>438</sup> France 24, 18/01/2016, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 14/08/2017, [url](#)

<sup>439</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018

<sup>440</sup> Libération (Macé C.), 12/05/2019, [url](#)

<sup>441</sup> Savadogo M., chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel, entretien téléphonique, 31/03/2021

<sup>442</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>443</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>444</sup> Savadogo M., chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel et directeur du cabinet d'expertise Granada Consulting, entretien téléphonique, 18/08/2022

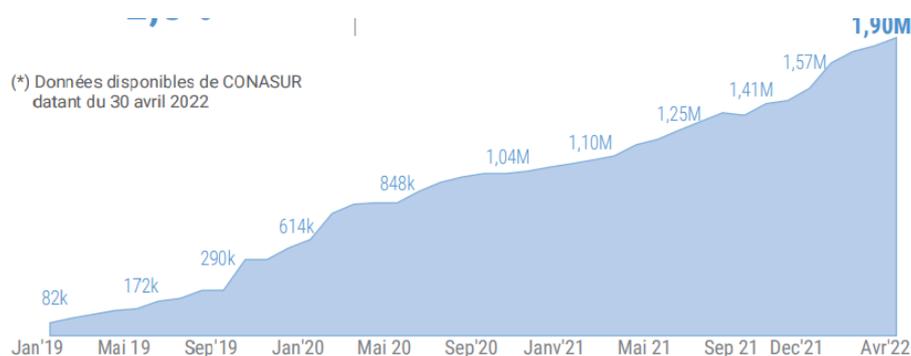
Jeune Afrique relève que, lorsque les armes ont retenti lors du coup d'Etat d'octobre 2022, deux personnes ont perdu la vie. Les soldats en colère ont ensuite pris le contrôle de plusieurs points névralgiques, comme la télévision publique<sup>445</sup>. Un couvre-feu a été instauré pendant deux jours, de 21 heures à 5 heures<sup>446</sup>.

Par ailleurs, de nombreux habitants sont descendus dans la rue. L'ambassade de France et l'Institut français ont été pris pour cible (jets de pierres, débuts d'incendies, autres dégradations) par des dizaines de manifestants soutenant Ibrahim Traoré. Des soldats français ont tirés des gaz lacrymogènes<sup>447</sup>. Au-delà des dégâts matériels, aucune source ne mentionne des personnes blessées ou tuées dans le cadre de ces manifestations.

## 7. Déplacements de population

Pour la première fois de son histoire, le Burkina Faso est confronté à des déplacements internes depuis le début du conflit<sup>448</sup>. En juin 2020, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) commence à compter « de plus en plus de déplacements secondaires »<sup>449</sup>. Le Burkina Faso est le pays du Sahel le plus touché par les déplacements internes<sup>450</sup>.

D'avril 2021 à avril 2022, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a augmenté de 16 %. Ils sont, à la date du 30 avril 2022, 1.902.150<sup>451</sup>, dans un pays qui compte environ 20 millions d'habitants<sup>452</sup>.



Evolution du nombre de DPI jusque avril 2022<sup>453</sup>

En janvier 2022, plus de 160.000 nouveaux déplacés burkinabés ont été enregistrés. Ce bond marque la deuxième plus forte augmentation mensuelle depuis le début de la crise humanitaire dans le pays il y a plus de trois ans, indique le Norwegian Refugee Council<sup>454</sup>. L'attentat dans la ville de Seytenga (région du Sahel) en juin 2022 a entraîné à lui seul le déplacement de plus de 16.000 personnes<sup>455</sup>.

<sup>445</sup> JA (Kappès-Grangé A., et al.), 03/10/2022, [url](#)

<sup>446</sup> Le Monde, 02/10/2022, [url](#)

<sup>447</sup> Le Monde, 02/10/2022, [url](#)

<sup>448</sup> OCHA, 15/02/2019, [url](#)

<sup>449</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>450</sup> AFP via VOA, 15/07/2022, [url](#)

<sup>451</sup> OCHA, *Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [url](#)

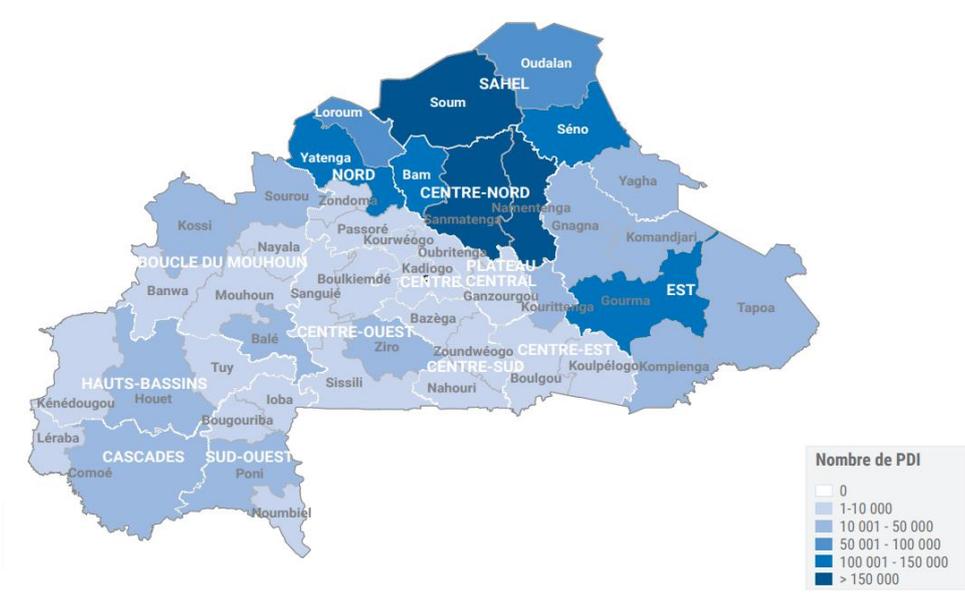
<sup>452</sup> MSF, 02/02/2022, [url](#)

<sup>453</sup> OCHA, *Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [url](#)

<sup>454</sup> NRC, 11/03/2022, [url](#)

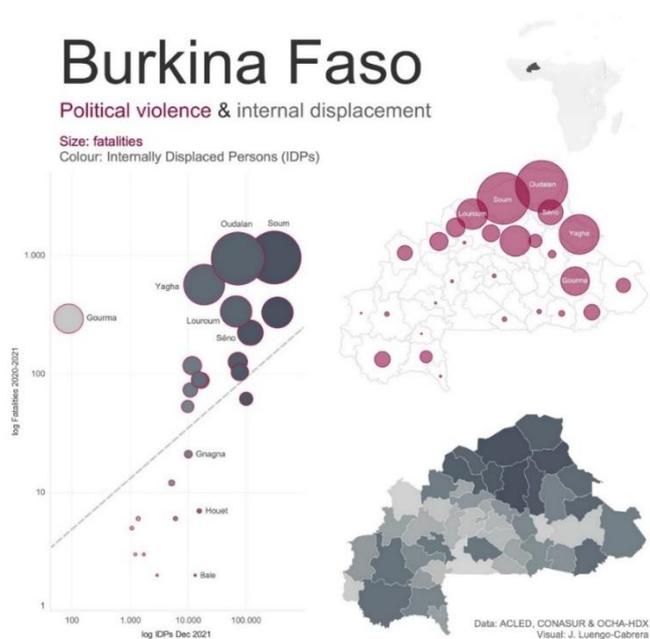
<sup>455</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 29/06/2022, [url](#)

Les régions du Centre-Nord (657.000), du Sahel (574.000) et, dans une moindre mesure, du Nord (222.000) et de l'Est (170.000) sont de nouveau les plus touchées<sup>456</sup>. La répartition de ces PDI par province se fait de la manière suivante :



Répartition des PDI au 30 avril 2022<sup>457</sup>

Selon les recherches menées par José Luengo-Cabrera (spécialiste des risques de crise et de l'alerte précoce au PNUD), il existe, en décembre 2021 et au niveau des provinces, une corrélation positive et forte entre la violence politique et les PDI, notamment dans les provinces du Soum et de l'Oudalan :



Violence politique et déplacements internes<sup>458</sup>

<sup>456</sup> OCHA, *Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [url](#)

<sup>457</sup> OCHA, *Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [url](#)

<sup>458</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 26/01/2022, [url](#)

Ouagadougou est également mise à rude épreuve par la pression des personnes déplacées. Environ 1.050 personnes sont déplacées dans la région du Centre, où se trouve la capitale, selon les statistiques du gouvernement. Cependant, ce nombre est resté le même depuis deux ans, alors que les chiffres dans toutes les autres régions ont augmenté. Selon un rapport de Refugees International, les groupes d'aide estiment qu'il y a jusqu'à 25.000 personnes déplacées dans la capitale, dont la majorité n'a pas accès aux services de base. Ce même rapport indique que, sous le précédent gouvernement, de nombreux efforts ont été déployés pour nier la présence des déplacés internes, et même les empêcher de venir dans la capitale<sup>459</sup>. Le régime de Kaboré leur demandait de chercher de l'aide dans des camps situés plus au nord, selon des habitants interrogés par Devex<sup>460</sup>.

Selon un reportage de TNH, les conditions sont difficiles dans les autres centres urbains où se trouvent la plupart des personnes déplacées. Elles s'y retrouvent avec des opportunités limitées, mais sont aussi confrontées à de nouveaux risques, tels que l'exploitation, la violence ou le recrutement forcé. Par ailleurs, dans certaines de ces villes, les frictions entre les personnes déplacées et leurs hôtes se renforcent avec le temps et l'augmentation des déplacements. À Ouahigouya, par exemple, les personnes déplacées ont déclaré qu'elles étaient souvent chassées de la forêt par les habitants lorsqu'elles cherchaient du bois de chauffage<sup>461</sup>.

Dans les camps de déplacés, MSF indique que

« Les conditions de vie sont précaires, souvent avec des abris mal adaptés à la saison des pluies, un assainissement rudimentaire et une eau potable en quantité insuffisante. Les habitants de ces camps nous disent qu'ils doivent souvent marcher plusieurs kilomètres et ensuite attendre dans certains cas près de six heures pour obtenir l'eau nécessaire pour boire, cuisiner et se laver<sup>462</sup>. »

## 8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

### 8.1. Situation humanitaire

La population du Burkina Faso vit à 90 % de l'agriculture et de l'élevage. Aussi, 40 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Plusieurs sources relèvent que l'insécurité aggrave encore cette situation<sup>463</sup>.

La directrice du bureau Afrique centrale et de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés décrit en juin 2022 la crise humanitaire dans les pays du Sahel comme « l'une des plus oubliées au monde »<sup>464</sup>.

Des travailleurs humanitaires ont fait part de leurs inquiétudes à HRW ou à TNH en mai et juin 2022 : minage des routes, blocage des villages, fermeture des marchés, sabotage des points d'eau ainsi que des infrastructures de télécommunication et d'électricité. Les zones accessibles par la route il y a seulement quelques mois nécessitent désormais des hélicoptères pour y accéder. Cette insécurité réduit leur accès aux personnes dans le besoin<sup>465</sup>.

<sup>459</sup> Refugees International (Lamarche A., Bentley A.), 21/04/2022, [url](#)

<sup>460</sup> Devex (Mednick S.), 08/06/2022, [url](#)

<sup>461</sup> TNH (Mednick S.), 29/06/2022, [url](#)

<sup>462</sup> MSF, 02/02/2022, [url](#)

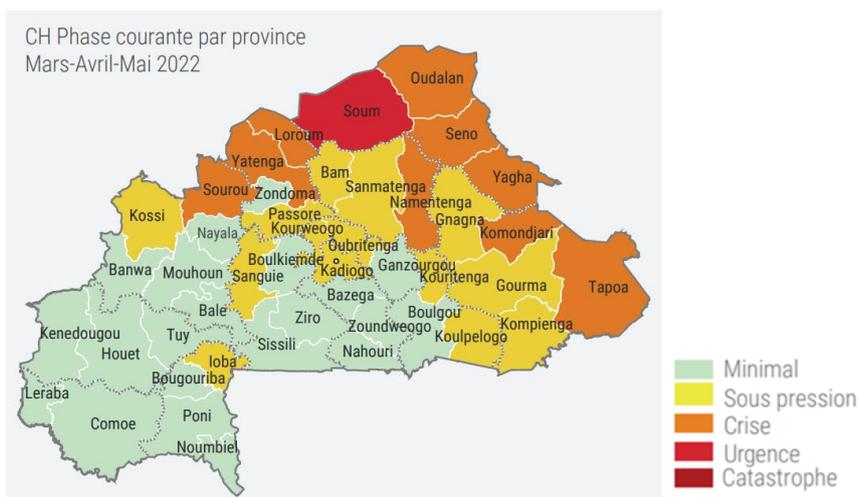
<sup>463</sup> CNCND, 28/05/2019, [url](#) ; ICG, 28/01/2019, [url](#)

<sup>464</sup> La Libre (Udrescu M.), 14/06/2022, [url](#)

<sup>465</sup> HRW, 16/05/2022, [url](#) ; TNH (Mednick S.), 29/06/2022, [url](#)

De son côté, le Comité international de la Croix-Rouge alerte en juin 2022 : « la saison agricole 2021, avec un déficit pluviométrique marqué dans une vingtaine de provinces sur les 45 existantes, a été une des plus mauvaises ces dernières années. Ceux et celles qui ont pu semer n'ont souvent rien récolté »<sup>466</sup>.

Selon un document publié par l'OCHA en juillet 2022, 2,36 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. La répartition de ces personnes par province est la suivante :



Personnes en insécurité alimentaire<sup>467</sup>

Ce manque d'approvisionnement a fait augmenter les prix des denrées alimentaires, et d'autres hausses de prix sont attendues en raison de la guerre en Ukraine – le Burkina Faso important plus d'un tiers de son blé de Russie<sup>468</sup>. Le conflit en Ukraine détourne également l'attention des donateurs<sup>469</sup>.

Au total, près de 3,5 millions des 20 millions d'habitants du pays sont actuellement confrontés à l'insécurité alimentaire – une augmentation de 20 % par rapport à 2021 – tandis que plus de 630.000 personnes sont menacées de famine, selon les statistiques de l'ONU partagées avec The New Humanitarian mais non disponibles publiquement<sup>470</sup>.

Dans le graphique ci-dessous, José Luengo-Cabrera (spécialiste des risques de crise et de l'alerte précoce au PNUD) montre la corrélation entre la violence armée et cette insécurité alimentaire :

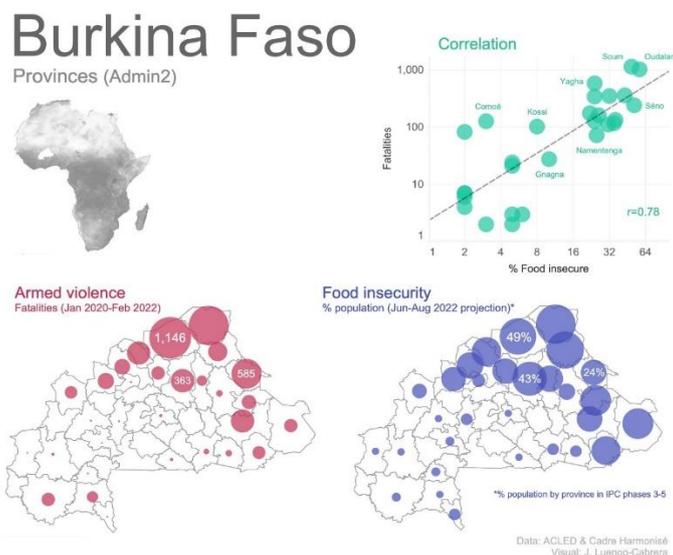
<sup>466</sup> CICR, 08/06/2022, [url](#)

<sup>467</sup> OCHA, *Burkina Faso - Aperçu de la situation humanitaire au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [url](#)

<sup>468</sup> Devex (Mednick S.), 08/06/2022, [url](#)

<sup>469</sup> Coalition citoyenne pour le Sahel, 06/2022, [url](#)

<sup>470</sup> TNH (Mednick S.), 29/06/2022, [url](#)



Violence armée et insécurité alimentaire<sup>471</sup>

## 8.2. Infrastructures scolaires

Le Sahel est une région qui présente l'un des taux d'alphabétisation les plus faibles au monde<sup>472</sup>. Depuis le début de la crise, des groupes armés ont pris pour cible des écoles et l'éducation a été sévèrement perturbée. Depuis que les premières attaques d'écoles au Burkina Faso ont été enregistrées en 2017, le nombre et la gravité de ces attaques sont en hausse. Des écoles sont incendiées, pillées. Certains enseignants ont été tués, enlevés et menacés par des groupes armés. Dans les endroits où l'enseignement est possible, les enseignants manquent de soutien, de formation et de ressources<sup>473</sup>. Dans les communautés d'accueil, l'afflux de nouveaux enfants submerge les infrastructures et les écoles sont utilisées comme abris d'urgence<sup>474</sup>.

Un rapport de HRW publié en mai 2020 documente des attaques perpétrées contre des élèves, des professionnels de l'éducation et des écoles par des groupes armés islamistes dans six régions du Burkina Faso entre 2017 et 2020. Seul un petit nombre d'attaques a été revendiqué, mais les agresseurs « ont généralement justifié leurs actes en invoquant leur opposition à l'enseignement 'français', insistant pour que les enfants n'étudient que l'arabe et le Coran, voire n'aillent plus du tout en cours »<sup>475</sup>.

A la date du 31 mai 2022, l'OCHA a dénombré 4.258 écoles fermées et 708.000 élèves affectés, comme l'illustre la carte suivante :

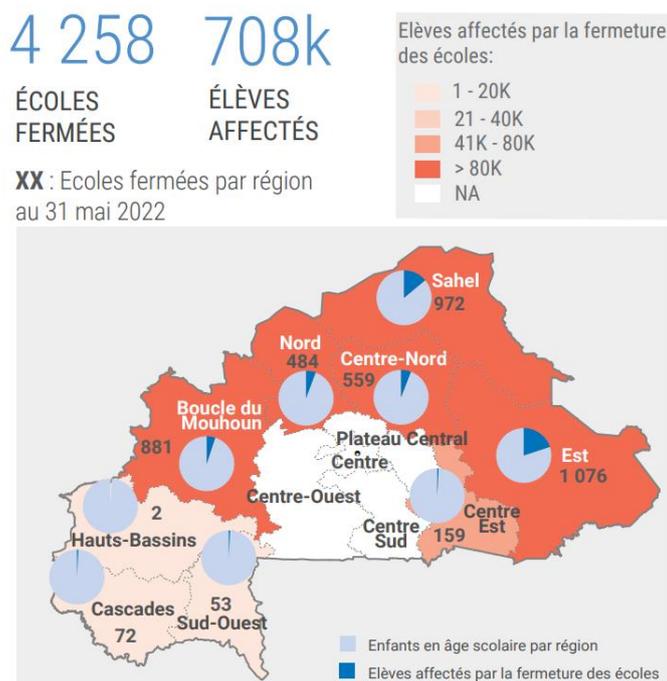
<sup>471</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 17/03/2022, [url](#)

<sup>472</sup> ACF, et al., 2020, [url](#)

<sup>473</sup> ACAPS, 01/11/2019, [url](#) ; HRW, 26/05/2020, [url](#) ; HRW, 08/09/2021, [url](#)

<sup>474</sup> ACAPS, 10/2020, [url](#)

<sup>475</sup> HRW, 26/05/2020, [url](#)



Ecoles fermées et élèves affectés au 31 mai 2022<sup>476</sup>

### 8.3. Infrastructures sanitaires

La situation sécuritaire impacte fortement le système de santé. Ainsi, d'après l'Organisation mondiale de la santé, « [d]es attaques sont perpétrées contre le système de santé, intimidation contre les agents de santé, enlèvement des agents de santé, vols de médicaments, destruction et/ou vols d'ambulances, etc. »<sup>477</sup>.

Un reportage dans le nord publié par Le Monde en février 2021 relève les traumatismes psychologiques des victimes mais aussi des membres des forces de sécurité, qui, de plus en plus profonds, témoignent de l'aggravation des violences<sup>478</sup>.

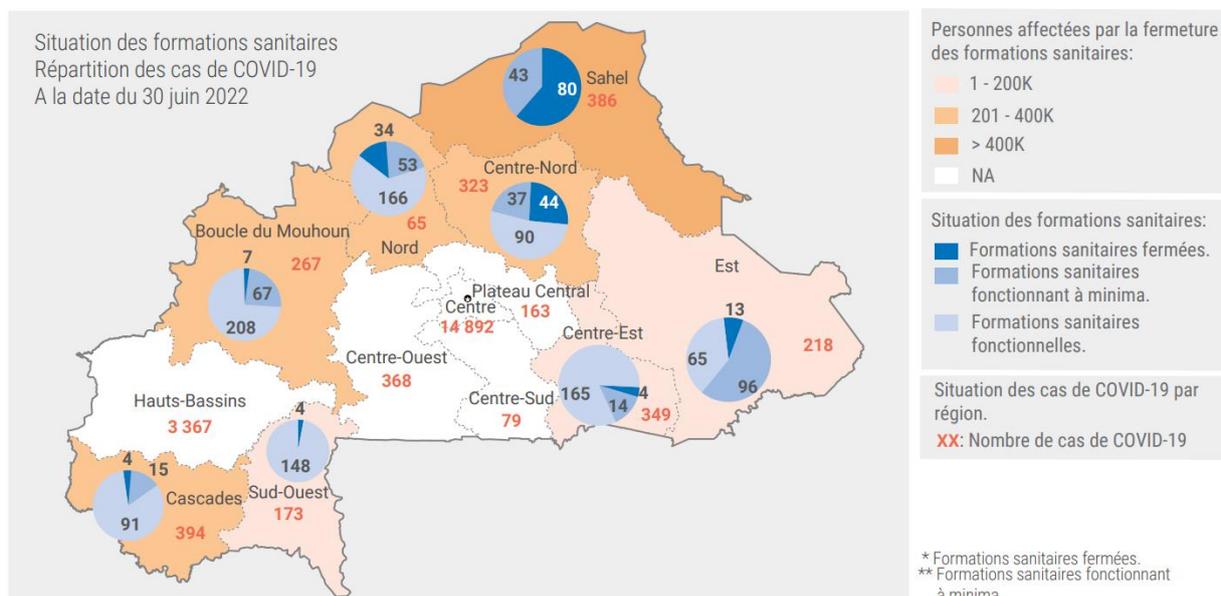
A la date du 30 juin 2022, l'OCHA comptabilise 183 structures sanitaires fermées, 339 fonctionnant à minima et 2,21 millions de personnes affectées par la fermeture de ces formations sanitaires. Par ailleurs, le pays comptait à ce moment 21.128 cas confirmés de Covid-19 et 2,7 millions de personnes vaccinées<sup>479</sup>.

<sup>476</sup> OCHA, *Burkina Faso - Aperçu de la situation humanitaire au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [url](#)

<sup>477</sup> OMS, 12/06/2020, [url](#)

<sup>478</sup> Le Monde (Douce S.), 23/02/2021, [url](#)

<sup>479</sup> OCHA, *Burkina Faso - Aperçu de la situation humanitaire au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [url](#)



Situation des formations sanitaires et répartition des cas de Covid-19 à la date du 30 juin 2022<sup>480</sup>

Dans une déclaration publiée à la fin du mois de juin 2022, MSF déclare ceci :

« Les déplacements massifs, le manque de nourriture, d'eau et d'abris, ainsi qu'un climat permanent d'une extrême violence rendent très difficile l'accès des patients aux services de santé essentiels. En effet, outre le danger physique que représentent les déplacements vers les établissements de santé dans les zones d'insécurité, de nombreux établissements de santé ne fonctionnent plus. Alors que les centres de santé fonctionnels et les voies de références deviennent rares, le nombre d'attaques violentes et les besoins médicaux globaux continuent d'augmenter »<sup>481</sup>.

MSF précise qu'il lui est souvent difficile d'atteindre les personnes dans le besoin car les déplacements présentent de nombreux dangers (check-points des groupes armés, embuscades et EEI)<sup>482</sup>.

<sup>480</sup> OCHA, *Burkina Faso - Aperçu de la situation humanitaire au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [url](#)

<sup>481</sup> MSF, 28/06/2022, [url](#)

<sup>482</sup> MSF, 28/06/2022, [url](#)

## Résumé

Le Burkina Faso est la cible des djihadistes du Sahel depuis 2015. La présence de groupes djihadistes et de groupes criminels est liée à l'insécurité qui règne au Mali voisin mais aussi à divers facteurs locaux tels que la pauvreté, l'inefficacité de la lutte contre le terrorisme, l'absence de services publics de base et de choix politiques régissant l'accès aux ressources. Ces groupes armés ont exploité les frustrations des populations fragilisées et trouvé des relais parmi les populations locales pour s'implanter et mener leurs actions. Trois grandes entités djihadistes (Ansarul Islam, l'État islamique dans le Grand Sahara et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) se distinguent dans le Sahel mais de nombreuses autres entités à la limite du djihadisme et du banditisme gravitent autour de celles-ci. Alors que les deux principales formations djihadistes ont semblé coexister de manière relativement pacifique pendant des années, elles sont engagées depuis fin 2019 dans une lutte pour le contrôle des trois régions frontalières.

Pour lutter contre l'insécurité, les forces burkinabè ont opté pour une approche militaire, mais l'appareil sécuritaire est désorganisé depuis la chute de Blaise Compaoré en octobre 2014, après 27 ans de règne. Depuis la fin de l'année 2020, des tentatives de négociation sont amorcées discrètement avec des groupuscules djihadistes mais les résultats ne se voient pas sur le terrain. Des groupes de veille et d'autodéfense regroupant des acteurs locaux et parfois encadrés par les autorités tentent de combler les insuffisances de l'Etat dans le but d'assurer un service minimum en matière de sécurité et de justice. Ces groupes commettent à leur tour des exactions qui procurent du crédit au discours des groupes armés.

L'acteur international principal qui mène des opérations au Burkina Faso est la force conjointe régionale G5 Sahel, parfois appuyée logistiquement par la Mission de maintien de la paix des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ou, à la demande expresse des nouvelles autorités, soutenue militairement par l'opération Barkhane.

Les groupes djihadistes exécutent de nombreux membres des services de sécurité ou des civils, minent des routes, commettent des enlèvements, pillent, interdisent l'accès aux activités quotidiennes (commerces, marchés, écoles, célébrations religieuses), mènent des raids sur des postes de sécurité mais aussi sur des localités. Ils détruisent des installations d'eau ou de communication. Ils isolent également des villes en y imposant un blocus. Les violences sexuelles envers les femmes se multiplient depuis 2021. Des enfants sont de plus en plus recrutés par les groupes djihadistes. Une nouvelle junte est au pouvoir depuis janvier 2022. Elle ne parvient pas à faire diminuer ces violences, malgré les promesses.

Les forces de sécurité du Burkina Faso sont parfois accusées de recourir de manière disproportionnée à la violence, aux exécutions extrajudiciaires et aux violations des droits de l'homme, y compris à l'égard des civils.

La violence a exacerbé les divisions le long des lignes de faille ethniques. Une dynamique ethnique oppose, dans la majorité des cas, des Peuls (souvent des éleveurs perçus comme soutenant les islamistes armés) aux Mossi ou aux Foulés ou Gourmantché (souvent des cultivateurs perçus comme des soutiens aux forces de sécurité).

De nombreux citoyens ont le sentiment d'être pris en étau entre des islamistes armés qui leur reprochent de collaborer avec les autorités et ces dernières, qui leur adressent la critique inverse. Bien que les représentants de l'Etat ou des employés du secteur de l'éducation ont été particulièrement visés par les islamistes armés au début du conflit, les simples civils sont devenus une cible privilégiée d'après différentes sources. Le Conseil de sécurité des Nations unies note une intensification des attaques contre les civils durant le premier semestre 2022.

Human Rights Watch (HRW) souligne que les actes d'intimidations des islamistes armés visent tous les principaux groupes ethniques présents dans la région du Sahel. Les Peuls font l'objet d'amalgames

qui les associent aux projets des djihadistes. Les recherches de HRW démontrent que, depuis 2012, les groupes armés islamistes actifs dans le Sahel axent leur recrutement sur les membres de l'ethnie peule et que la grande majorité des victimes des abus commis par les forces de sécurité ou par les groupes d'autodéfense appartiennent à cette ethnie. Le facteur religieux semble, selon les sources, secondaire dans ce conflit.

La menace terroriste, initialement limitée à la région du nord du Sahel, s'est progressivement étendue à d'autres régions, notamment à l'est. Les régions les plus touchées par la violence sont celles du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est. Depuis 2021, le conflit s'est étendu au sud et à l'ouest du pays, en particulier les régions des Cascades et du Sud-Ouest. La capitale, Ouagadougou, a été touchée par trois attentats d'envergure en 2016, 2017 et 2018 mais aucune attaque n'y a eu lieu depuis lors, tout comme dans les autres grandes villes.

Le Burkina Faso a été confronté à des déplacements internes pour la première fois de son histoire. Fin avril 2022, un peu plus de 1.902.000 personnes y sont déplacées, principalement au nord et à l'est.

La situation humanitaire ne cesse de se dégrader, notamment au niveau de la sécurité alimentaire.

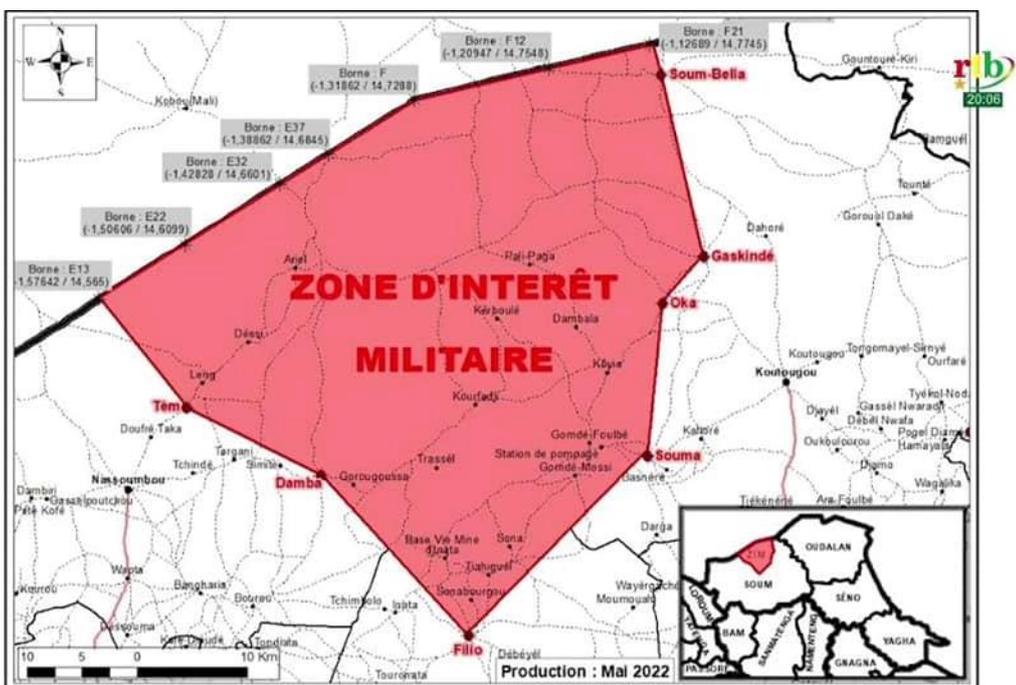
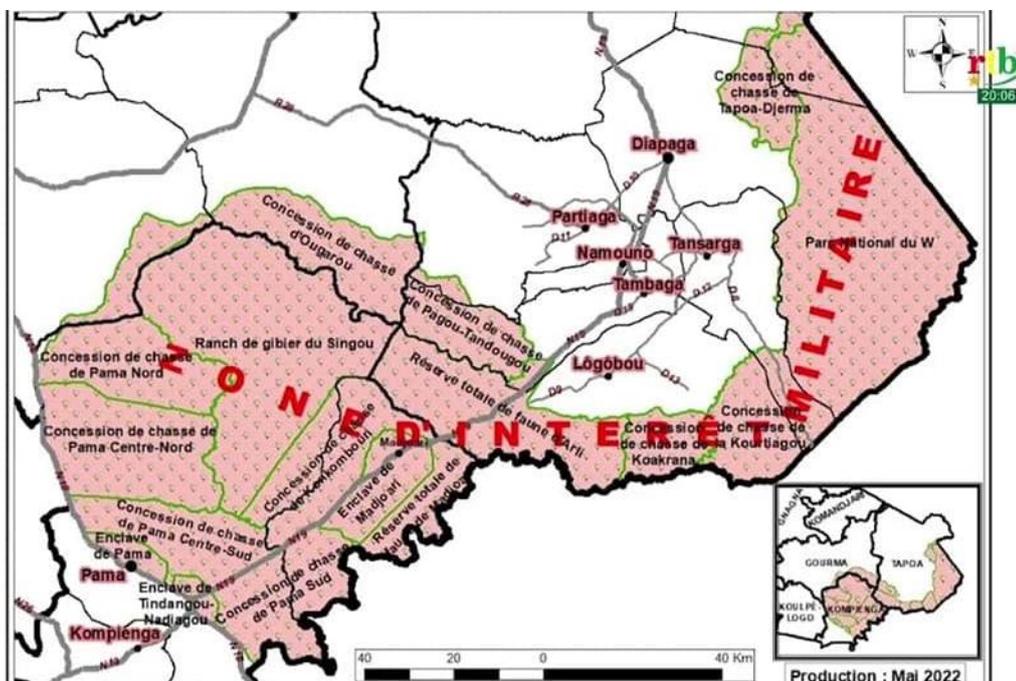
## Annexes

### Annexe 1 : Carte administrative du Burkina Faso<sup>483</sup>



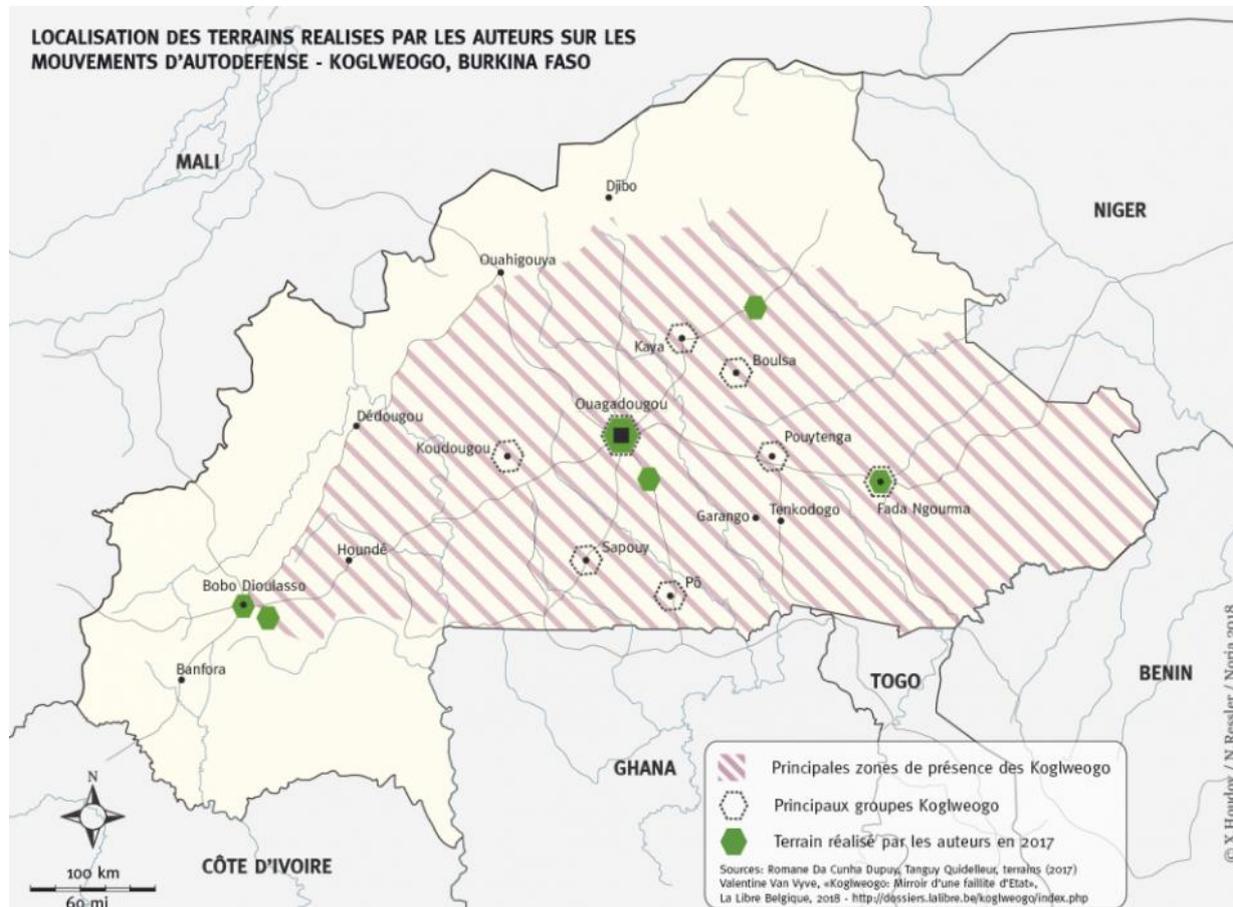
<sup>483</sup> OCHA, 02/07/2020, [url](#)

Annexe 2 : Zones d'intérêt militaire<sup>484</sup>



<sup>484</sup> Julien Antouly (@j\_antouly), 21/06/2022, [url](#)

Annexe 3 : Principales zones de présence des koglwego et localisation des principaux groupes<sup>485</sup>



<sup>485</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#)

## Bibliographie

### Contacts directs

Savadogo M., chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel et directeur du cabinet d'expertise Granada Consulting, entretien téléphonique, 18/08/2022, coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité.

### Sources écrites et audiovisuelles

Académie de recherche stratégique africaine (ACRESA) (Thiaw P. O.), *Terrorisme au Sahel : le mirage du djihadisme peul*, 05/10/2020, <https://acresa.org/les-poles-urbains-du-triangle-dakar-thies-mbour-et-la-politique-du-logement-social> [consulté le 09/03/2021]

Action contre la faim (ACF), et al., *Table ronde ministérielle Sahel central. Consultations régionales sur l'accès aux services sociaux de base*, 2020, [https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Track%201%20Services%20sociaux%20de%20base%20FR\\_0.pdf](https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Track%201%20Services%20sociaux%20de%20base%20FR_0.pdf) [consulté le 04/03/2021]

Africanews, *Burkina Faso : le blocus des djihadistes asphyxie les habitants de Djibo*, 30/05/2022, <https://fr.africanews.com/2022/05/28/burkina-faso-le-blocus-des-djihadistes-asphyxie-les-habitants-de-djibo/> [consulté le 01/06/2022]

Africanews, *Humanitarian and security situation "difficult" in Burkina Faso- ECOWAS*, 20/05/2022, <https://www.africanews.com/2022/05/20/humanitarian-and-security-situation-difficult-in-burkina-faso-ecowas/> [consulté le 01/06/2022]

Agence Anadolu (Bendhaou F.), *Burkina Faso : L'état d'urgence sera réactivé sur toute l'étendue du territoire*, 11/04/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-l-%C3%A9tat-d-urgence-sera-%C3%A9activ%C3%A9-sur-toute-l-%C3%A9tendue-du-territoire/2561094#:~:text=Le%20ministre%20en%20charge%20de,la%20lutte%20contre%20le%20terrorisme> [consulté le 03/06/2022]

Agence Anadolu (Bendhaou F.), *Burkina Faso : Le Parlement autorise le gouvernement à prendre des mesures par ordonnance*, 06/06/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-le-parlement-autorise-le-gouvernement-%C3%A0-prendre-des-mesures-par-ordonnance-/2607188> [consulté le 09/06/2022]

Agence Anadolu (Chahed N.), *Burkina Faso : le couvre-feu prolongé de 45 jours dans le Sahel*, 09/04/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-le-couvre-feu-prolong%C3%A9-de-45-jours-dans-le-sahel/2559385> [consulté le 22/06/2022]

Agence Anadolu (Lasaad Ben A.), *Burkina Faso : Barkhane intervient à la demande des autorités burkinabè*, 22/05/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/monde/burkina-faso-barkhane-intervient-%C3%A0-la-demande-des-autorit%C3%A9s-burkinab%C3%A8/2594633> [consulté le 02/06/2022]

Agence de presse africaine (APA), *Comment le Burkina Faso a basculé dans un jihadisme endémique*, 20/06/2022, <http://apanews.net/fr/news/comment-le-burkina-faso-a-basculé-dans-un-jihadisme-endémique> [consulté le 21/06/2022]

Agence de presse africaine (APA), *Sahel: Où en est le dialogue avec les jihadistes?*, 08/05/2022, <http://www.apanews.net/mobile/uneInterieure.php?id=4961915> [consulté le 03/06/2022]

Agence d'Information du Burkina (AIB), *Burkina : La ville de Sebba (Nord) sous blocus depuis quatre jours*, 28/06/2022, <https://www.aib.media/2022/06/28/burkina-la-ville-de-sebba-nord-sous-blocus-depuis-quatre-jours/> [consulté le 28/06/2022]

Agence française de développement (AFD) via La Croix, « *Au Burkina Faso, les mines d'or constituent un terreau fertile pour les groupes terroristes* », 16/03/2022, <https://www.la-croix.com/Debats/Au-Burkina-Faso-mines-dor-constituent-terreau-fertile-groupes-terroristes-2022-03-16-1201205287> [consulté le 08/06/2022]

- Agence France presse (AFP) (Baily A., Fort P.) via TV5 Monde, *Sous les coups des jihadistes, le Burkina Faso coule à pic*, 27/06/2020, <https://information.tv5monde.com/afrique/sous-les-coups-des-jihadistes-le-burkina-faso-coule-pic-365092?fbclid=IwAR00tNpHW2iF48UYvS7gPRcnSrB4VRsRaDof5GwgCGYk1R-mbipTqzbg63Y> [consulté le 29/06/2020]
- Agence France presse (AFP) (Fort P.) via TV5 Monde, *Attaque jihadiste en Côte d'Ivoire: peur sur la ville de Ferké*, 30/06/2020, <https://information.tv5monde.com/afrique/attaque-jihadiste-en-cote-d-ivoire-peur-sur-la-ville-de-ferke-365467> [consulté le 01/07/2020]
- Agence France presse (AFP) via Le Point, *Lutte antijihadiste: le Tchad envoie 1.200 soldats dans la zone des "trois frontières"*, 16/02/2021, [https://www.lepoint.fr/monde/lutte-antijihadiste-cinq-pays-du-sahel-et-la-france-en-sommet-15-02-2021-2413969\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/lutte-antijihadiste-cinq-pays-du-sahel-et-la-france-en-sommet-15-02-2021-2413969_24.php) [consulté le 05/03/2021]
- Agence France presse (AFP) via Le Temps, *La junte lève le couvre-feu en vigueur au Burkina Faso depuis le coup d'Etat*, 03/02/2022, <https://www.letemps.ch/monde/junte-leve-couvre-feu-vigueur-burkina-faso-coup-detat> [consulté le 01/07/2022]
- Agence France presse (AFP) via Slate Afrique, *Après trois ans d'existence, la force du G5 Sahel peine, convaincre* [consulté le 05/03/2021]
- Agence France presse (AFP) via TVA Nouvelles, *Le Burkina, nouveau carrefour jihadiste*, 10/05/2019, <https://www.tvanouvelles.ca/2019/05/10/le-burkina-nouveau-carrefour-jihadiste> [consulté le 15/05/2019]
- Agence France presse (AFP) via Voice Of America (VOA), *Au Sahel, la guerre tue de plus en plus les civils*, 30/06/2022, <https://www.voafrique.com/a/au-sahel-la-querre-tue-de-plus-en-plus-les-civils/6639360.html> [consulté le 01/07/2022]
- Agence France presse (AFP) via Voice Of America (VOA), *Cinq millions: le nombre de déplacés gonfle dramatiquement au Sahel, s'alarme le HCR*, 15/07/2022, <https://www.voafrique.com/a/cinq-millions-le-nombre-de-d%C3%A9plac%C3%A9s-gonfle-dramatiquement-au-sahel-s-alarmer-le-hcr/6660004.html> [consulté le 19/07/2022]
- Agence France presse (AFP) via Voice Of America (VOA), *La junte burkinabè sous pression après le massacre de Seytenga*, 17/06/2022, <https://www.voafrique.com/a/la-junte-sous-pression-apr%C3%A8s-le-massacre-de-seytenga/6621391.html> [consulté le 01/07/2022]
- Agence France presse (AFP) via Voice Of America (VOA), *Ponts détruits au Burkina: une "tentative d'isolement" des villes par les jihadistes*, 19/07/2022, <https://www.voafrique.com/a/ponts-d%C3%A9truits-au-burkina-une-tentative-d-isolement-des-villes-par-les-jihadistes/6664911.html> [consulté le 02/08/2022]
- Agence France presse (AFP) via Voice Of America (VOA), *Sept morts dont deux soldats lors d'une attaque dans le nord du Faso*, 19/05/2020, <https://www.voafrique.com/a/sept-morts-dont-deux-soldats-lors-d-une-attaque-dans-le-nord-du-burkina-faso/5426818.html> [consulté le 01/07/2020]
- Agence France presse (AFP), *Peuls*, 10/2020, [https://interactive.afp.com/features/Les-Peuls\\_612/](https://interactive.afp.com/features/Les-Peuls_612/) [consulté le 09/03/2021]
- Al Jazeera (AJ) (Durmaz M.), *How Burkina Faso became the epicentre of conflict in the Sahel*, 11/03/2022, <https://www.aljazeera.com/features/2022/3/11/how-burkina-faso-became-the-new-epicentre-of-sahelian> [consulté le 25/05/2022]
- Al Jazeera (AJ) (Mednick S.), *Caught between climate crisis and armed violence in Burkina Faso*, 27/07/2020, <https://www.aljazeera.com/features/2020/7/27/caught-between-climate-crisis-and-armed-violence-in-burkina-faso> [consulté le 10/03/2021]
- Al Jazeera (AJ), *State controls just 60 percent of Burkina Faso: ECOWAS mediator*, 18/06/2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/6/18/state-controls-only-60-percent-of-burkina-faso-mediator> [consulté le 23/06/2022]
- Amnesty International (AI), *« Ils en ont exécuté certains et emmené d'autres avec eux ». Péril pour les populations civiles dans le Sahel*, 10/06/2020, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR3723182020FRENCH.pdf> [consulté le 15/06/2020]

Amnesty International (AI), *Burkina Faso. Un chemin difficile vers le respect des droits humains communication d'Amnesty International pour l'examen périodique universel [ONU], 30e session du groupe de travail sur l'EPU, mai 2018*, 08/12/2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR6073672017FRENCH.PDF> [consulté le 27/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Nsaibia H.), *10 Conflicts to Worry About in 2022*, 02/2022, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2022/03/ACLED\\_Report\\_10-Conflicts-2022\\_Feb\\_2022\\_Web\\_Pub.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2022/03/ACLED_Report_10-Conflicts-2022_Feb_2022_Web_Pub.pdf) [consulté le 02/06/2022]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Nsaibia H.), *10 Conflicts to Worry About in 2022 The Sahel Mid-Year Update*, 08/2022, <https://acleddata.com/10-conflicts-to-worry-about-in-2022/sahel/mid-year-update/> [consulté le 18/08/2022]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 11/06/2022, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 12/06/2022]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 19/03/2021, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 26/03/2021]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency*, 17/01/2019, <https://www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/> [consulté le 27/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Ten conflicts to worry about in 2021*, 02/2021, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/02/ACLED\\_10Conflicts\\_2021\\_Web\\_Final.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/02/ACLED_10Conflicts_2021_Web_Final.pdf) [consulté le 08/03/2021]

ARTE, *Burkina Faso : la loi des milices*, 12/03/2021, <https://www.arte.tv/fr/videos/101519-000-A/burkina-faso-la-loi-des-milices/> [consulté le 16/03/2021]

Assemblée nationale du Burkina Faso, *Loi n°023-2019 /AN portant réglementation de l'état de siège et de l'état d'urgence au Burkina Faso*, 14/05/2019, <http://www.justice.gov.bf/wp-content/uploads/2020/01/Loi-n%C2%B0023-2019-AN-portant-reglementation-de-letat-de-siege-et-letat-durgence.pdf> [consulté le 29/01/2020]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *Burkina Faso, Escalation of armed violence. Briefing note*, 01/11/2019, [https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20191101\\_acaps\\_briefing\\_note\\_conflict\\_in\\_burkina\\_faso.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20191101_acaps_briefing_note_conflict_in_burkina_faso.pdf) [consulté le 29/01/2020]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *COVID-19: Insécurité et éducation au Burkina Faso. Situation au début de l'année scolaire*, 10/2020, [https://www.acaps.org/sites/acaps/files/key-documents/files/20201015\\_acaps\\_thematic\\_series\\_on\\_education\\_burkina\\_faso\\_fr.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/key-documents/files/20201015_acaps_thematic_series_on_education_burkina_faso_fr.pdf) [consulté le 26/02/2021]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *L'accès humanitaire au Sahel central: scénarios*, 02/2021, [https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20210223\\_acaps\\_scenarios\\_humanitarian\\_access\\_in\\_central\\_sahel\\_french\\_0.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20210223_acaps_scenarios_humanitarian_access_in_central_sahel_french_0.pdf) [consulté le 04/03/2021]

Associated Press (AP) (Kabore A., Mednick S.), *Burkina Faso to create military zones to fight jihadi rebels*, 22/06/2022, <https://apnews.com/article/islamic-state-group-ouagadougou-politics-west-africa-bb1e3e3c77cc14fbebde288d2ca207bf> [consulté le 23/06/2022]

Associated Press (AP) (Mednick S.), *Burkina Faso army blamed for extrajudicial torture, deaths*, 25/08/2020, <https://apnews.com/article/international-news-africa-41ff8b34b2d3a761139f0c76faf2af97> [consulté le 23/06/2022]

- Associated Press (AP) (Mednick S.), *Jihadi attacks mount in Burkina Faso despite junta's efforts*, 13/06/2022, <https://apnews.com/article/ouagadougou-politics-africa-violence-presidential-elections-56cb82fa609accfbc28e5b93f15d746> [consulté le 09/06/2022]
- Atalayar, *Les forces armées suédoises sont déjà au Mali*, 06/02/2021, <https://atalayar.com/fr/content/les-forces-arm%C3%A9es-su%C3%A9doises-sont-d%C3%A9jà-au-mali> [consulté le 05/03/2021]
- BBC (Davies F., Leithead A.), *The war in the desert. Why the Sahara is terror's new front line*, 21/06/2018, [https://www.bbc.co.uk/news/resources/idt-sh/war\\_in\\_the\\_desert](https://www.bbc.co.uk/news/resources/idt-sh/war_in_the_desert) [consulté le 17/05/2019]
- BBC (Dewast L.), *France summit: Sahel crisis in danger of slipping out of control*, 13/01/2020, [https://www.bbc.com/news/world-africa-51061229?at\\_custom4=84B2BB04-35F1-11EA-A500-E4F1C28169F1&at\\_custom1=%5Bpost+type%5D&at\\_medium=custom7&at\\_campaign=64&at\\_custom3=BBC+Africa&at\\_custom2=twitter](https://www.bbc.com/news/world-africa-51061229?at_custom4=84B2BB04-35F1-11EA-A500-E4F1C28169F1&at_custom1=%5Bpost+type%5D&at_medium=custom7&at_campaign=64&at_custom3=BBC+Africa&at_custom2=twitter) [consulté le 20/01/2020]
- BBC (Gongo S.), *Burkina Faso: "60 personnes victimes d'exécutions sommaires"*, 14/03/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-47575954> [consulté le 08/04/2019]
- BBC, *Is Africa overtaking the Middle East as the new jihadist battleground?*, 03/12/2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-55147863> [consulté le 09/03/2021]
- BF1, *Dans l'univers des volontaires pour la défense de la patrie (VDP)* [vidéo], 05/02/2021, <https://www.youtube.com/watch?v=Kagf55IFzFQ> [consulté le 16/03/2021]
- BF1, *Quand l'Etat abandonne « ses combattants » !* [vidéo], 29/01/2021, <https://www.youtube.com/watch?v=RkFSDR8kMqo> [consulté le 16/03/2021]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Aperçu de la situation humanitaire au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa\\_aperçu\\_de\\_la\\_situation\\_humanitaire\\_au\\_30062022.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_aperçu_de_la_situation_humanitaire_au_30062022.pdf) [consulté le 19/07/2022]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes au 30 juin 2022*, 07/07/2022, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa\\_situation\\_des\\_pdis\\_juin\\_2022.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_situation_des_pdis_juin_2022.pdf) [consulté le 19/07/2022]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso : Plan d'Urgence, février 2019*, 15/02/2019, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa-hwp-20190211-web\\_1.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa-hwp-20190211-web_1.pdf) [consulté le 08/05/2019]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso : Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO 2020)*, 05/06/2020, <https://www.humanitarianresponse.info/fr/op%C3%A9rations/burkina-faso/document/burkina-faso-aper%C3%A7u-des-besoins-humanitaires-hno-2020> [consulté le 24/06/2020]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Plan de réponse humanitaire révisé Burkina Faso*, 07/2020, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hrp\\_2020\\_revisé-bfa-fr-web.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hrp_2020_revisé-bfa-fr-web.pdf) [consulté le 01/03/2021]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *BURKINA FASO - Carte administrative*, 02/07/2020, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa\\_a1\\_l\\_200701\\_admin\\_map.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_a1_l_200701_admin_map.pdf) [consulté le 30/03/2021]
- Burkina24, *Burkina Faso : Gilles Bationo sur le recrutement des VDP* [vidéo], 24/02/2021, <https://www.youtube.com/watch?v=CHi8w3ZeADk> [consulté le 16/03/2021]
- Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO) (Ouédraogo M.), *Exactions des groupes terroristes au Burkina-Faso : Des femmes violées à mort*, 30/12/2020, <https://cenozo.org/exactions-des-groupes-terroristes-au-burkinafaso-des-femmes-violees-a-mort/> [consulté le 05/03/2021]

- Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO), *Burkina Faso – Massacres de Yirgou : 2 ans après les tueries, la justice se fait toujours attendre*, 11/02/2021, <https://cenozo.org/burkina-faso-massacres-de-yirgou-2-ans-apres-les-tueries-la-justice-se-fait-toujours-attendre/> [consulté le 08/03/2021]
- Center for Civilians in Conflict (CIVIC), *Official Launch of the Civilian Casualties Identification, Tracking and Analysis Cell for G5 Sahel Joint Force Operations*, 08/03/2021, <https://civiliansinconflict.org/blog/sahel-misad-launch/> [consulté le 09/03/2021]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Le Roux P.), 12/2019, *Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel*, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2020/01/ASB36FR-Repondre-a-l%E2%80%99essor-de-l%E2%80%99extremisme-violent.pdf> [consulté le 07/07/2020]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Le Roux P.), *Ansaroul Islam : l'essor et le déclin d'un groupe islamiste militant au Sahel*, 13/08/2019, <https://africacenter.org/fr/spotlight/ansaroul-islam-essor-et-le-declin-dun-groupe-islamiste-militant-a-sahel/> [consulté le 22/01/2020]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Shurkin M.), *Renforcer la stratégie sahélienne de contreinsurrection*, 08/08/2022, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2022/08/ASB-41-FR.pdf> [consulté le 16/08/2022]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Au Sahel, la menace de l'État islamique au Grand Sahara grandit et s'étend*, 21/12/2021, <https://africacenter.org/fr/spotlight/au-sahel-la-menace-de-letat-islamique-au-grand-sahara-grandit-et-setend> [consulté le 08/03/2021]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Comprendre les perspectives peules sur la crise au Sahel*, 24/04/2020, [https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-perspectives-peules-crise-sahel/?utm\\_source=Revue+de+presse+du+27+avril+2020&utm\\_campaign=Revue+de+presse++27+avril+2020&utm\\_medium=email](https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-perspectives-peules-crise-sahel/?utm_source=Revue+de+presse+du+27+avril+2020&utm_campaign=Revue+de+presse++27+avril+2020&utm_medium=email) [consulté le 01/07/2020]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Trajectoires de la violence contre les civils par les groupes islamistes militants d'Afrique*, 18/02/2022, <https://africacenter.org/fr/spotlight/trajectoires-de-la-violence-contre-les-civils-par-les-groupes-islamistes-militants-dafrique/> [consulté le 21/06/2022]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Le puzzle formé par le JNIM et les groupes islamistes militants au Sahel*, 12/2020, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/ASB-38-FR.pdf> [consulté le 25/02/2021]
- Centre national de coopération au développement (CNCD), *Burkina Faso : vers une crise humanitaire ?*, 28/05/2019, <https://www.cncd.be/Burkina-Faso-vers-une-crise#.XO4vCfKQ9GZ.twitter> [consulté le 29/05/2019]
- Centre pour la démocratie et le développement (CDD) (Idayat H., Afolabi A.), *Counter coup in Burkina Faso*, 10/2022, <https://cddwestafrica.org/wp-content/uploads/2022/10/Burkina-Faso-Coup-English.pdf> [consulté le 06/10/2022]
- Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), *La détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso*, 03/2019, [https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2019/04/Bulletin-FrancoPaix-vol-4\\_no-3\\_EN.pdf](https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2019/04/Bulletin-FrancoPaix-vol-4_no-3_EN.pdf) [consulté le 08/04/2019]
- Clingendael - Netherlands Institute of International Relations (Bisson L., et al.), *Between hope and despair. Pastoralist adaptation in Burkina Faso*, 02/2021, <https://www.clingendael.org/sites/default/files/2021-02/between-hope-and-despair.pdf> [consulté le 17/03/2021]
- Clingendael - Netherlands Institute of International Relations (van der Meulen A.), *The 'fight against terrorism' in the Sahel revisited*, 26/10/2021, <https://www.clingendael.org/publication/fight-against-terrorism-sahel-revisited> [consulté le 15/03/2021]
- Clingendael - Netherlands Institute of International Relations (Wendyam H. L.), *CRU Policy Brief. Burkina Faso: Casting a shadow over the polls? The role of vigilante groups in the 2020 elections*, 05/2020, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-05/Policy\\_Brief\\_Burkina\\_Faso\\_casting\\_shadow\\_over\\_polls\\_May\\_2020.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-05/Policy_Brief_Burkina_Faso_casting_shadow_over_polls_May_2020.pdf) [consulté le 18/06/2020]
- Coalition citoyenne pour le Sahel, *Sahel : Ce qui a changé. Rapport de suivi de la Coalition citoyenne pour le Sahel*, 06/2022,

<https://static1.squarespace.com/static/5f524b4f15baeb6e140e38fc/t/62a874dbe7dd127123eeb5e2/1655207336365/Progress+report+2022> [consulté le 17/06/2022]

Combating Terrorism Center (CTC) (Nsaibia H., Weiss C.), *Ansarul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso*, 03/2018, <https://ctc.usma.edu/ansarul-islam-growing-terrorist-insurgency-burkina-faso/> [consulté le 20/05/2019]

Comité international de la Croix-Rouge (CICR), *Burkina Faso : quand l'aide alimentaire est le seul espoir*, 08/06/2022, <https://blogs.icrc.org/hdtse/2022/06/08/burkina-faso-quand-l-aide-alimentaire-est-le-seul-espoir/> [consulté le 09/06/2022]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, [https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota\\_acled-methodologie\\_20190521.pdf](https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf) [consulté le 21/05/2019]

Committee to Protect Journalists (CPJ), *Burkina Faso parliament passes legal revisions criminalizing false news, reporting on terrorism*, 03/06/2020, <https://cpi.org/2019/07/burkina-faso-parliament-passes-legal-revisions-criminalizing-false-news-reporting-on-terrorism> [consulté le 24/06/2020]

Conseil d'Etat, Cour de cassation, Cour des comptes, *Synthèse du rapport de la rentrée 2021-2022 des juridictions du Burkina Faso. Thème : la contribution du pouvoir judiciaire à la lutte contre le terrorisme*, 10/2021, <http://www.justice.gov.bf/wp-content/uploads/2021/10/Synthese-du-rapport-de-la-rentree-2021-2022-des-juridictions-du-Burkina-Faso.pdf> [consulté le 02/08/2022]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel Rapport du Secrétaire général*, 29/06/2022, [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/s\\_2022\\_521-fr.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/s_2022_521-fr.pdf) [consulté le 18/07/2022]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, 28/12/2018, [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/n1846131\\_0.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/n1846131_0.pdf) [consulté le 15/05/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 24/06/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/585> [consulté le 03/07/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, 24/12/2020, [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/s\\_2020\\_1293\\_f.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/s_2020_1293_f.pdf) [consulté le 25/02/2021]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 11/05/2022, [https://digitallibrary.un.org/record/3973406/files/S\\_2022\\_382-FR.pdf](https://digitallibrary.un.org/record/3973406/files/S_2022_382-FR.pdf) [consulté le 24/05/2022]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 06/05/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/371> [consulté le 17/05/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 08/05/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/373> [consulté le 22/06/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel - Rapport du Secrétaire général (S/2020/1074)*, 02/11/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/1074> [consulté le 24/03/2021]

Conseil de sécurité des Nations unies, *La situation au Mali Rapport du Secrétaire général*, 02/06/2022, <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n2236095fr.pdf> [consulté le 04/07/2022]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel*, 15/12/2021, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N21/396/82/PDF/N2139682.pdf?OpenElement> [consulté le 24/05/2022]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/541*, 06/06/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/541> [consulté le 08/05/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Résolution 2640 (2022) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 9082e séance, le 29 juin 2022*, 29/06/2022, <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n2240621.pdf> [consulté le 04/07/2022]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Trentième rapport de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions présenté en application de la résolution 2610 (2021) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes et entités qui leur sont associées*, 15/07/2022, <https://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?OpenAgent&DS=S/2022/547&Lang=F> [consulté le 02/08/2022]

Council of Foreign Relations (Obadare E.), *A Country in Freefall*, 03/10/2022, [https://www.cfr.org/blog/country-freefall?utm\\_source=tw\\_africa&utm\\_medium=social\\_owned&utm\\_campaign=Blog+Post+Notification+Africa+in+Transition&utm\\_term=AfricaInTransition](https://www.cfr.org/blog/country-freefall?utm_source=tw_africa&utm_medium=social_owned&utm_campaign=Blog+Post+Notification+Africa+in+Transition&utm_term=AfricaInTransition) [consulté le 06/10/2022]

Council on Foreign Relations (CFR) (Campbell J., Quinn N.), *Multiple Jihadi Insurgencies, Cooperating With Bandits, Appear to be Converging in the Sahel*, 23/03/2021, <https://www.cfr.org/blog/multiple-jihadi-insurgencies-cooperating-bandits-appear-be-converging-sahel> [consulté le 24/03/2021]

Counter Extremism Project, *Burkina Faso: Extremism & Counter-Extremism*, 14/12/2018, [https://www.counterextremism.com/sites/default/files/country\\_pdf/BF-12142018.pdf](https://www.counterextremism.com/sites/default/files/country_pdf/BF-12142018.pdf) [consulté le 27/05/2019]

Courrier international, *Afrique. Comme le Mali, le Burkina Faso cèdera-t-il à son tour à la tentation russe ?*, 05/10/2022, [https://www.courrierinternational.com/article/afrique-comme-le-mali-le-burkina-faso-cedera-t-il-a-son-tour-a-la-tentation-russe?utm\\_source=dlvr.it&utm\\_medium=twitter](https://www.courrierinternational.com/article/afrique-comme-le-mali-le-burkina-faso-cedera-t-il-a-son-tour-a-la-tentation-russe?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter) [consulté le 06/10/2022]

Courrier international, *Contestation. Manifestations antifrançaises au Burkina Faso : un simple "grain de sable" ?*, 17/08/2022, [https://www.courrierinternational.com/article/contestation-manifestations-anti-francaises-au-burkina-faso-un-simple-grain-de-sable?utm\\_source=dlvr.it&utm\\_medium=twitter](https://www.courrierinternational.com/article/contestation-manifestations-anti-francaises-au-burkina-faso-un-simple-grain-de-sable?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter) [consulté le 02/08/2022]

Décret portant création des Forces Spéciales, 02/06/2021, <https://minute.bf/wp-content/uploads/2021/06/D%C3%A9cret-portant-cr%C3%A9ation-des-FS.pdf> [consulté le 24/05/2022]

Deutsche Welle (DW) (Bako Ch.), *Au Burkina Faso, prudence après les propos du capitaine Traoré*, 04/10/2022, <https://www.dw.com/fr/au-burkina-faso-prudence-apr%C3%A8s-des-propos-du-capitaine-traor%C3%A9/a-63326363> [consulté le 06/10/2022]

Deutsche Welle (DW) (Blanchard S.), *Les groupes armés pullulent dans le dos de l'armée burkinabè*, 01/06/2022, <https://www.dw.com/fr/burkina-togo-arm%C3%A9e-terrorisme/a-61998874> [consulté le 09/06/2022]

Deutsche Welle (DW) (Bos J.-M.), *Les putschistes en échec face aux djihadistes*, 30/05/2022, <https://www.dw.com/fr/putschistes-%C3%A9chec-face-aux-djihadistes/a-61979215?maca=fra-tco-dw> [consulté le 02/06/2022]

Deutsche Welle (DW) (Gänsler K, Quenum F.), *Au Burkina Faso, la délicate question des Koglweogo*, 27/11/2020, <https://www.dw.com/fr/au-burkina-faso-la-d%C3%A9licate-question-des-koglweogo/a-55754873> [consulté le 22/03/2021]

Deutsche Welle (DW) (Gatanazi E.), *Burkina Faso: la junte impuissante face aux attaques djihadistes*, 09/05/2022, <https://p.dw.com/p/4B3U2> [consulté le 25/05/2022]

Deutsche Welle (DW) (Oneko S.), *Attacks in Burkina Faso — a simmering Islamist conflict*, 13/05/2019, <https://www.dw.com/en/attacks-in-burkina-faso-a-simmering-islamist-conflict/a-48721068> [consulté le 17/05/2019]

Deutsche Welle (DW) (Quenum F.), *Alliance Mali-Burkina pour faire face au terrorisme*, 09/09/2021, <https://p.dw.com/p/408Gm> [consulté le 05/07/2022]

Deutsche Welle (DW) (Quenum F.), *Première réunion de la Coalition pour le Sahel*, 12/06/2020, <https://www.dw.com/fr/premi%C3%A8re-r%C3%A9union-de-la-coalition-pour-le-sahel/a-53792195> [consulté le 30/06/2020]

Deutsche Welle (DW), *Au Burkina Faso, le dialogue provoque la peur du retour d'ex-combattants*, 22/04/2022, <https://www.dw.com/fr/burkina-faso-dialogue-peur-retour-ex-combattants/a-61550885> [consulté le 03/06/2022]

Deutsche Welle (DW), *De plus en plus de femmes rejoignent les djihadistes au Sahel*, 11/08/2022, <https://www.dw.com/fr/de-plus-en-plus-de-femmes-rejoignent-les-djihadistes-au-sahel/av-62777904?maca=fr-Twitter-sharing> [consulté le 12/08/2022]

- Devex (Mednick S.), *Jihadi violence is pushing more people to starvation in Burkina Faso*, 08/06/2022, <https://www.devex.com/news/jihadi-violence-is-pushing-more-people-to-starvation-in-burkina-faso-103262> [consulté le 09/06/2022]
- Duhamel J., *Recorded fatalities from political violence in Burkina Faso*, 03/01/2022, <https://julesduhamel.files.wordpress.com/2022/01/y-fatalities-burkinafaso-2021alt-3.jpeg> [consulté le 08/06/2022]
- Egmont Royal Institute for International Relations (Goxho D.), *Protecting Civilians From Those Who Should Protect Them*, 19/04/2022, [https://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2022/04/Delina-Goxho\\_PolicyBrief274.pdf?type=pdf](https://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2022/04/Delina-Goxho_PolicyBrief274.pdf?type=pdf) [consulté le 09/06/2022]
- EUobserver (Rettman A.), *New EU military missions in West Africa to counter Russia*, 29/05/2022, <https://euobserver.com/world/155068> [consulté le 02/06/2022]
- European Commission Disaster Risk Management Knowledge Centre (DRMKC), *Index for Risk Management (INFORM) – Sahel 2020*, 15/10/2020, [https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/Portals/0/InfoRM/2020/Subnational/SAHEL/INFORM\\_SAHEL%202020\\_v1.1.xlsx](https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/Portals/0/InfoRM/2020/Subnational/SAHEL/INFORM_SAHEL%202020_v1.1.xlsx) [consulté le 30/03/2021]
- European Council on Foreign Relations (ECFR) (Lebovich A.), *Mapping armed groups in Mali and the Sahel*, 05/2019, [https://www.ecfr.eu/mena/sahel\\_mapping#introduction](https://www.ecfr.eu/mena/sahel_mapping#introduction) [consulté le 27/05/2019]
- European External Action Service (EEAS), *Burkina Faso: Déclaration du Haut représentant Josep Borrell sur les récents évènements*, 05/10/2022, [https://www.eeas.europa.eu/eeas/burkina-faso-d%C3%A9claration-du-haut-repr%C3%A9sentant-josep-borrell-sur-les-r%C3%A9cents-%C3%A9v%C3%A8nements\\_fr](https://www.eeas.europa.eu/eeas/burkina-faso-d%C3%A9claration-du-haut-repr%C3%A9sentant-josep-borrell-sur-les-r%C3%A9cents-%C3%A9v%C3%A8nements_fr) [consulté le 06/10/2022]
- Faso7, *Conseil supérieur de la défense nationale : Les grandes décisions*, 20/06/2022, <https://faso7.com/2022/06/20/conseil-superieur-de-la-defense-nationale-les-grandes-decisions/> [consulté le 21/06/2022]
- Fondation pour la recherche stratégique (FRS) (Sangare B.), *Peuls et djihadisme dans les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest*, 08/02/2019, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/fulani-people-and-jihadism-sahel-and-west-african-countries-2019> [consulté le 04/03/2019]
- Fonds des Nations unies pour la population (United Nations Population Fund, UNFPA), *Étude Monographique sur la Démographie, la Paix et la Sécurité au Sahel : Cas du Burkina Faso*, 13/11/2020, [https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/fr\\_-\\_etude\\_monographique\\_sur\\_la\\_demographie\\_la\\_paix\\_et\\_la\\_securite\\_au\\_sahel\\_-\\_cas\\_du\\_burkina\\_faso.pdf](https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/fr_-_etude_monographique_sur_la_demographie_la_paix_et_la_securite_au_sahel_-_cas_du_burkina_faso.pdf) [consulté le 26/02/2021]
- Foreign Policy via Courrier international, *Au Burkina Faso, la contagion terroriste*, 04/04/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-au-burkina-faso-la-contagion-terroriste> [consulté le 08/05/2019]
- France 24 (Rich D.), *Pourquoi l'opération Barkhane n'a pas réussi à endiguer l'insécurité au Sahel*, 05/02/2022, <https://www.france24.com/fr/afrique/20220205-pourquoi-barkhane-n-est-pas-parvenu-%C3%A0-endiguer-l-ins%C3%A9curit%C3%A9-au-sahel> [consulté le 08/06/2022]
- France 24, *Attentats de Ouagadougou : le point sur l'enquête*, 18/01/2016, <https://www.france24.com/fr/20150118-burkina-faso-attentats-ouagadougou-enquete-assaillants-agmi-victimmes-forces-securite> [consulté le 08/04/2019]
- France 24, *Au Burkina Faso, des heurts intercommunautaires avec des Peuls font plusieurs morts*, 02/04/2019, <https://www.france24.com/fr/20190402-burkina-faso-heurts-intercommunautaires-peuls-morts> [consulté le 08/04/2019]
- France 24, *Au Burkina Faso, la ruée vers l'or menacée par les groupes armés*, 15/06/2022, <https://www.france24.com/fr/afrique/20220615-au-burkina-faso-la-ru%C3%A9-vers-l-or-menac%C3%A9e-par-l-ins%C3%A9curit%C3%A9> [consulté le 01/07/2022]
- France 24, *Au Burkina Faso, les civils dans la mire des jihadistes*, 26/12/2019, <https://www.france24.com/fr/20191226-au-burkina-faso-les-civils-dans-la-mire-des-jihadistes?ref=tw> [consulté le 27/01/2020]

France 24, *Burkina Faso : la force Barkhane tue dix jihadistes impliqués dans l'attaque d'Inata*, 11/02/2022, <https://www.france24.com/fr/afrique/20220211-burkina-faso-la-force-barkhane-tue-dix-jihadistes-impliqu%C3%A9s-dans-l-attaque-d-inata> [consulté le 05/07/2022]

France 24, *Burkina Faso : le capitaine Ibrahim Traoré officiellement désigné président*, 05/10/2022, [https://www.france24.com/fr/afrique/20221005-burkina-faso-le-capitaine-ibrahim-traor%C3%A9-officiellement-d%C3%A9sign%C3%A9-pr%C3%A9sident?ref=fb\\_i](https://www.france24.com/fr/afrique/20221005-burkina-faso-le-capitaine-ibrahim-traor%C3%A9-officiellement-d%C3%A9sign%C3%A9-pr%C3%A9sident?ref=fb_i) [consulté le 06/10/2022]

France 24, *La task force antijihadiste Takuba met fin à ses opérations au Mali*, 01/07/2022, <https://www.france24.com/fr/afrique/20220701-la-task-force-antijihadiste-takuba-met-fin-%C3%A0-ses-op%C3%A9rations-au-mali> [consulté le 02/08/2022]

France 24, *Roch Marc Christian Kaboré : "Je ne refuse pas la main tendue de Blaise Compaoré"*, 15/10/2020, <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/l-entretien/20201015-roch-marc-christian-kabor%C3%A9-je-ne-refuse-pas-la-main-tendue-par-blaise-compaor%C3%A9> [consulté le 26/03/2021]

France Culture, *Du grain à moudre. Y a-t-il un projet djihadiste en Afrique de l'Ouest ?*, 09/05/2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-a-moudre/du-grain-a-moudre-emission-du-jeudi-09-mai-2019> [consulté le 20/05/2019]

France Culture, *Les enjeux internationaux. Afrique de l'Ouest : les djihadistes tentent-ils une "course à la mer"?*, 13/05/2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/les-enjeux-internationaux-emission-du-lundi-13-mai-2019> [consulté le 20/05/2019]

Franceinfo, *Burkina Faso : qui sont les "Volontaires pour la défense de la patrie" ?*, 20/05/2020, [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/burkina-faso-qui-sont-les-volontaires-pour-la-defense-de-la-patrie\\_3973071.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/burkina-faso-qui-sont-les-volontaires-pour-la-defense-de-la-patrie_3973071.html) [consulté le 02/06/2020]

Franceinfo, *Islamisme : le Burkina Faso au bord de la guerre civile*, 30/06/2020, [https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile\\_4029079.html#xtor=CS2-765-%5Bautres%5D-&xtref=http://m.facebook.com/&xtref=https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile\\_4029079.html](https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile_4029079.html#xtor=CS2-765-%5Bautres%5D-&xtref=http://m.facebook.com/&xtref=https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile_4029079.html) [consulté le 30/06/2020]

Franceinfo, *Mali : la France officialise la fin de la force européenne Takuba*, 01/07/2022, [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mali/mali-la-france-officialise-la-fin-de-la-force-europeenne-takuba\\_5231053.html?utm\\_source=dlvr.it&utm\\_medium=twitter#xtor=RSS-3-%5Bmonde/afrique%5D](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mali/mali-la-france-officialise-la-fin-de-la-force-europeenne-takuba_5231053.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter#xtor=RSS-3-%5Bmonde/afrique%5D) [consulté le 04/07/2022]

Fridrich-Ebert-Stiftung (FES) (Dakono B.), *Du « tout sécuritaire » au dialogue diplomatique : faut-il envisager une stabilité négociée au Sahel ?*, 01/2022, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/18952.pdf> [consulté le 09/06/2022]

Friedrich Ebert Stiftung (FES) (Tisseron A.), *Une boîte de Pandore. Le Burkina Faso, les milices d'autodéfense et la loi sur les VDP dans la lutte contre le jihadisme*, 03/02/2021, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/17591.pdf> [consulté le 26/03/2021]

Friedrich Ebert Stiftung (FES), *Sécurité et droits humains en Afrique de l'Ouest et au Sahel : défis et perspectives. Cas du Mali, du Burkina-Faso et du Niger*, 2020, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/17368.pdf> [consulté le 26/03/2021]

G5 Sahel, African Security Sector Network (ASSN), *Analyse des causes profondes des violences et conflits communautaires dans l'espace du G5/Sahel*, 05/2021, [https://www.g5sahel.org/wp-content/uploads/2021/06/G5S\\_Rapport\\_Conflits-Resume-FR.pdf](https://www.g5sahel.org/wp-content/uploads/2021/06/G5S_Rapport_Conflits-Resume-FR.pdf) [consulté le 09/06/2022]

G5 Sahel, *Cadre d'actions prioritaires intégré du G5 Sahel (CAPI)*, 02/2020, [https://admin.g5sahel.org/wp-content/uploads/2020/11/CAPI\\_VF.pdf](https://admin.g5sahel.org/wp-content/uploads/2020/11/CAPI_VF.pdf) [consulté le 05/03/2021]

G5 Sahel, *La Minusma réceptionne le premier lot d'assistance logistique destiné au bataillon mauritanien de la Force Conjointe du G5 Sahel*, 12/11/2022, <https://www.g5sahel.org/la-minusma-receptionne-le-premier-lot-dassistance-logistique-destine-au-bataillon-mauritanien-de-la-force-conjointe-du-g5-sahel/> [consulté le 04/07/2022]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Guebs A.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – juillet à septembre 2020*, Note d'Analyse du GRIP, 13/10/2020, <https://grip.org/monitoring-afrique-juillet-sept-2020/> [consulté le 26/03/2021]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Liégeois M., Strandt J.), *Dépasser les frontières ? Limites de l'approche stato-centrée de la MINUSMA face à la violence transnationale dans le Sahel*, 26/06/2020, [https://www.observatoire-boutros-ghali.org/sites/default/files/Note\\_OBG\\_Dimension\\_r%C3%A9gionale.pdf](https://www.observatoire-boutros-ghali.org/sites/default/files/Note_OBG_Dimension_r%C3%A9gionale.pdf) [consulté le 29/06/2020]

Guichaoua Y. via Thread Reader, *Yvan Guichaoua Follow @YGuichaoua, Jun 5th 2020, 35 tweets, 9 min read*, 05/06/2020, <https://threadreaderapp.com/thread/1268838273859956736.html> [consulté le 30/06/2020]

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Le HCR sollicite un soutien urgent pour venir en aide à près de 16 000 nouveaux déplacés qui ont fui les massacres au Burkina Faso*, 17/06/2022, <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2022/6/62ac7aa0a/hcr-sollicite-soutien-urgent-venir-aide-pres-16-000-nouveaux-deplaces-fui.html> [consulté le 05/07/2022]

Human Rights Watch (HRW), « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* ». *Abus commis par des islamistes armés et par des membres des forces de sécurité au Burkina Faso*, 05/2018, [https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/burkinafaso0518fr\\_web3.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0518fr_web3.pdf) [consulté le 27/05/2019]

Human Rights Watch (HRW), « *Leur combat contre l'éducation* ». *Attaques commises par des groupes armés contre des enseignants, des élèves et des écoles au Burkina Faso*, 26/05/2020, [https://www.hrw.org/sites/default/files/media\\_2020/05/burkinafaso0520fr\\_web.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2020/05/burkinafaso0520fr_web.pdf) [consulté le 17/06/2020]

Human Rights Watch (HRW), « *Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là* ». *Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso*, 22/03/2019, [https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/burkinafaso0319fr\\_web2.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0319fr_web2.pdf) [consulté le 08/05/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Au Burkina Faso, des auteurs d'une attaque contre une école ont dû répondre de leurs actes*, 07/09/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/09/07/au-burkina-faso-des-auteurs-dune-attaque-contre-une-ecole-ont-du-repondre-de-leurs> [consulté le 17/06/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Des islamistes armés ont tué et violé des civils*, 16/05/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/05/16/burkina-faso-des-islamistes-armes-ont-tue-et-viole-des-civils> [consulté le 24/05/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Des témoignages d'habitants indiquent des exécutions de masse*, 08/07/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/08/burkina-faso-des-temoignages-dhabitants-indiquent-des-executions-de-masse> [consulté le 08/07/2020]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Flambée d'atrocités commises par des islamistes armés*, 06/01/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/01/06/burkina-faso-flambee-datrocites-commises-par-des-islamistes-armes> [consulté le 07/01/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Le coup d'État est une menace pour les droits humains*, 27/01/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/01/27/burkina-faso-le-coup-detat-est-une-menace-pour-les-droits-humains> [consulté le 28/06/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Les attaques contre les élèves, les enseignants et les écoles se multiplient dans le Sahel africain*, 08/09/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/09/08/les-attaques-contre-les-eleves-les-enseignants-et-les-ecoles-se-multiplient-dans-le> [consulté le 04/03/2021]

Human Rights Watch (HRW), *Sahel : Mettre fin aux abus commis lors des opérations de lutte contre le terrorisme*, 13/02/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/13/sahel-mettre-fin-aux-abus-commis-lors-des-operations-de-lutte-contre-le-terrorisme> [consulté le 04/03/2021]

Human Rights Watch (HRW), *Sahel : Visite de la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme au Burkina Faso et au Niger*, 01/12/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/12/01/sahel-visite-de-la-haute-commissaire-de-lonu-aux-droits-de-lhomme-au-burkina-faso> [consulté le 17/06/2022]

IBurkina, *Conseil des ministres du 29 avril 2020 : création de la Brigade spéciale des investigations anti-terroristes (BSIAT)*, 01/05/2020, <https://www.iburkina.com/2020/05/conseil-des-ministres-du-29-avril-2020-creation-de-la-brigade-speciale-des-investigations-anti-terroristes-bsiat/> [consulté le 01/07/2020]

- ID4D (Padonou O.) [blog], *Des armées sahéliennes face au défi de la transparence et de la corruption*, 05/10/2021, <https://ideas4development.org/transparence-corruption-defi-sahel/> [consulté le 15/03/2021]
- Insecurity Insight via Reliefweb, *Burkina Faso: Threats and Violence Against Civilians and Vital Civilian Facilities Bulletin 2: April-October 2020*, 11/11/2020, <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-threats-and-violence-against-civilians-and-vital-civilian-0> [consulté le 26/02/2021]
- Insecurity Insight, *Burkina Faso Threats and Violence Against Civilians and Vital Civilian Facilities Bulletin 2: April- October 2020*, 11/11/2020, <http://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2020/11/April-October-2020-Burkina-Faso-Violence-Against-Civilians-and-Vital-Civilian-Facilities-v1.pdf> [consulté le 08/03/2021]
- Institut de veille et d'étude des relations internationales et stratégiques (IVERIS) (Varenne L.), *Sahel : le chaos refondateur*, 01/02/2022, [https://www.iveris.eu/list/notes/543-sahel\\_le\\_chaos\\_refondateur](https://www.iveris.eu/list/notes/543-sahel_le_chaos_refondateur) [consulté le 09/06/2022]
- Institut de veille et d'étude des relations internationales et stratégiques (IVERIS) (Varenne L.), *Guerre au Sahel : pour en finir avec les milices*, 24/04/2022, [https://www.iveris.eu/list/notes/547-guerre\\_au\\_sahel\\_pour\\_en\\_finir\\_avec\\_les\\_milices](https://www.iveris.eu/list/notes/547-guerre_au_sahel_pour_en_finir_avec_les_milices) [consulté le 09/06/2022]
- Institut français des relations internationales (IFRI), *Sahel : "Au Mali et au Burkina Faso, les services de sécurité sont quasiment effondrés", affirme Alain Antil, chercheur à l'IFRI*, 12/01/2022, <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/sahel-mali-burkina-faso-services-de-securite-quasiment-effondres-affirme> [consulté le 03/06/2022]
- Institut Thomas More (Tisseron A.), *Menace jihadiste. Les États du golfe de Guinée au pied du mur*, 03/2019, [https://web.archive.org/web/20190404155047/http://institut-thomas-more.org/2019/03/04/menace-jihadiste-%E2%80%A2-les-etats-du-golfe-de-guinee-au-pied-du-mur/#\\_ftn2](https://web.archive.org/web/20190404155047/http://institut-thomas-more.org/2019/03/04/menace-jihadiste-%E2%80%A2-les-etats-du-golfe-de-guinee-au-pied-du-mur/#_ftn2) [consulté le 20/05/2019]
- Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index 2022*, 01/03/2022, [https://reliefweb.int/attachments/a62d4dc4-c69b-49ee-8ef5-50d98205e70d/GTI-2022-web\\_110522-1.pdf](https://reliefweb.int/attachments/a62d4dc4-c69b-49ee-8ef5-50d98205e70d/GTI-2022-web_110522-1.pdf) [consulté le 03/06/2022]
- Institute for Security Studies (ISS) (Fahiraman R. K.), *Burkina Faso : reconquérir la stabilité au profit des populations, maintenant*, 10/05/2022, <https://issafrica.org/fr/iss-today/burkina-faso-reconquerir-la-stabilite-au-profit-des-populations-maintenant> [consulté le 02/06/2022]
- Institute for Security Studies (ISS) (Koné H., Fahiraman R. K.), *Au Burkina, la réforme du secteur de la sécurité ne peut plus attendre*, 07/12/2021, <https://issafrica.org/fr/iss-today/au-burkina-la-reforme-du-secteur-de-la-securite-ne-peut-plus-attendre> [consulté le 20/08/2022]
- International Crisis Group (ICG), *Burkina Faso : sortir de la spirale des violences*, 24/02/2020, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences.pdf> [consulté le 22/06/2020]
- International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch*, 07/2022, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch> [consulté le 02/08/2022]
- International Crisis Group (ICG), *Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ?*, 24/04/2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/b154-le-sahel-central-theatre-des-nouvelles-querres-climatiques> [consulté le 09/06/2022]
- International Institute For Counter-Terrorism (ICT), *Burkina Faso Security: Threats, Challenges, & Response*, 02/2020, <http://www.ict.org.il/images/Burkina%20Faso%20Security.pdf> [consulté le 22/06/2020]
- International Review of the Red Cross (Kienou S.), *The applicability of international humanitarian law to acts of violence perpetrated by unidentified armed individuals in the Sahel: The case of Burkina Faso.*, 2021, <https://international-review.icrc.org/sites/default/files/reviews-pdf/2022-05/applicability-of-ihl-to-violence-by-unidentified-individuals-burkina-faso-918.pdf> [consulté le 05/07/2022]
- Interpeace, *Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience. Rapport de recherche participative*, 03/2021, <https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2021/04/2021-Jeter-les-bases-dune-paix-durable-au-Burkina-Faso.pdf> [consulté le 09/06/2022]

Italian Institute for International Political Studies (ISPI) (Baldaro E.), *Violence, Dysfunctional States, and the Rise of Jihadi Governance in the Sahel*, 03/03/2021, <https://www.ispionline.it/it/pubblicazione/violence-dysfunctional-states-and-rise-jihadi-governance-sahel-29301> [consulté le 05/03/2021]

Italian Institute for International Political Studies (ISPI) (Nsaibia H.), *The Conflict Between Al-Qaeda and the Islamic State in the Sahel, A Year On*, 03/03/2021, <https://www.ispionline.it/it/pubblicazione/conflict-between-al-qaeda-and-islamic-state-sahel-year-29305> [consulté le 05/03/2021]

Jeune Afrique (JA) (Kappès-Grangé A., et al.), *Burkina Faso : comment le capitaine Traoré a renversé le lieutenant-colonel Damiba*, 03/10/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1381754/politique/burkina-faso-comment-le-capitaine-traore-a-renverse-le-lieutenant-colonel-damiba/> [consulté le 06/10/2022]

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *[Enquête] Le Burkina Faso dans le viseur de Wagner*, 30/06/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1357881/politique/enquete-le-burkina-faso-dans-le-viseur-de-wagner/> [consulté le 01/07/2022]

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *Burkina Faso : le mystérieux Monsieur Damiba*, 27/06/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1353475/politique/burkina-faso-le-mysterieux-monsieur-damiba/> [consulté le 28/06/2022]

Jeune Afrique (JA) (Toulemonde M.), *Sahel : après Barkhane, qui sera en première ligne face aux jihadistes ?*, 23/09/2021, <https://www.jeuneafrique.com/1237503/politique/apres-barkhane-qui-en-premiere-ligne-face-aux-jihadistes-dans-le-sahel/> [consulté le 08/06/2022]

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : le capitaine Ibrahim Traoré officiellement désigné président*, 06/10/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1382728/politique/burkina-faso-le-capitaine-ibrahim-traore-officiellement-designe-president/> [consulté le 06/10/2022]

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : les hommes de Damiba pour dialoguer avec les terroristes*, 15/04/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1339247/politique/burkina-faso-les-hommes-de-damiba-pour-dialoguer-avec-les-terroristes/> [consulté le 01/07/2022]

Jeune Afrique (JA), *Terrorisme : comment Jafar Dicko, chef d'Ansarul Islam, s'est imposé au Burkina Faso*, 19/07/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1363189/politique/terrorisme-comment-jafar-dicko-chef-dansarul-islam-sest-impose-au-burkina-faso/> [consulté le 02/08/2022]

Journal Officiel du Burkina Faso, *Décret N°2020-0115/PRES/PM/MDNAC/MATDC/MSECU/MINEFID portant statut du Volontaire pour la Défense de la Patrie*, 12/03/2020, <http://ekladata.com/Va7Pci2rclq53C7yYwf4tPLIPA.pdf> [consulté le 19/03/2021]

Julien Antouly (@j\_antouly), *Le Conseil supérieur de la défense nationale du #Burkina Faso a annoncé ce lundi 20 juin la création de deux « Zones d'intérêt militaire », dans l'Est du pays et dans le Nord (Province du Soum) (1/5)* [Tweet post], 21/06/2022, [https://twitter.com/j\\_antouly/status/1539183843936288770](https://twitter.com/j_antouly/status/1539183843936288770) [consulté le 21/06/2022]

Kalidou SY (@Kalidoo), *Zones d'intérêts militaires, Brigade de veille de défense patriotique (BVDM), sanctions possibles contre mauvais comportements des FDS et... rencontre surprise entre #Damiba et #Kaboré. Les explications dans le @JTAfrique de @Meriem\_F24 @France24\_fr* [Twitter post], 22/06/2022, <https://twitter.com/Kalidoo/status/1539516476067028992> [consulté le 22/06/2022]

Kishi, R., *Political violence targeting women in West Africa*, West African Papers, n° 34, Éditions OCDE, Paris, 17/06/2022, <https://doi.org/10.1787/0b214920-en> [consulté le 17/06/2022]

Koaci.com, *Burkina Faso : Le couvre-feu prolongé de 45 jours dans le sahel*, 28/02/2021, [https://www.koaci.com/article/2021/02/28/burkina-faso/politique/burkina-faso-le-couvre-feu-prolonge-de-45-jours-dans-le-sahel\\_149211.html](https://www.koaci.com/article/2021/02/28/burkina-faso/politique/burkina-faso-le-couvre-feu-prolonge-de-45-jours-dans-le-sahel_149211.html) [consulté le 17/06/2022]

L'Express du Faso, *Drame de Yirgou : Plus de 200 morts, selon le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés*, 04/02/2019, [http://www.lexpressdufaso-bf.com/index.php?l\\_nr=index.php&l\\_nr\\_c=aeb764a6a854dd20beb97ec048c4ac14&l\\_idpa=9148](http://www.lexpressdufaso-bf.com/index.php?l_nr=index.php&l_nr_c=aeb764a6a854dd20beb97ec048c4ac14&l_idpa=9148) [consulté le 08/04/2019]

L'Expression, *Dans le nord du Burkina Faso Les prémices d'un dialogue avec les jihadistes*, 06/03/2021, <https://www.l'expression.dz/internationale/dans-le-nord-du-burkina-faso-les-premices-d-un-dialogue-avec-les-jihadistes-341621> [consulté le 10/03/2021]

La Croix (Sarr L.), *Dans le nord du Burkina Faso, forte émotion après l'attaque d'une église catholique par des terroristes*, 13/05/2019, <https://africa.la-croix.com/dans-le-nord-du-burkina-faso-forte-emotion-apres-lattaque-dune-eglise-catholique-par-des-terroristes/> [consulté le 27/05/2019]

La Libre (Udrescu M.), *Au Sahel, la crise humanitaire la plus "oubliée du monde" s'aggrave*, 14/06/2022, <https://www.lalibre.be/international/afrique/2022/06/14/la-crise-humanitaire-la-plus-oubliee-du-monde-saggrave-LK5O3S2CWBCXHLLXOR3I4QZDTE/> [consulté le 15/06/2022]

La Libre (Van Vyve V.), *Koglweogo. Miroir d'une faillite d'Etat*, 05/05/2018, <https://dossiers.lalibre.be/koglweogo/index.php> [consulté le 02/08/2022]

La Revue internationale, *Au Burkina Faso, le Président Roch Kaboré peine à lutter contre le terrorisme*, 06/01/2020, <https://www.revue-internationale.com/2020/01/burkina-faso-terrorisme-roch-kabore/> [consulté le 27/01/2020]

Laboratoire des études et recherches sur le genre, l'environnement, la religion & les migrations (GERM), *Analyse du Sahel central sur le niveau de risque pour les enfants recrutés par des groupes armés*, 07/2021, <http://www.germ.sn/2021/10/17/analyse-du-sahel-central-sur-le-niveau-de-risque-pour-les-enfants-recrutes-par-des-groupes-armes/> [consulté le 09/06/2022]

Le Figaro (Carayol R.), *Les milices prolifèrent au Burkina Faso*, 05/2020, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/05/CARAYOL/61740> [consulté le 05/06/2020]

Le Figaro, *Ponts détruits au Burkina : une «tentative d'isolement» des villes par les djihadistes*, 19/07/2022, <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/ponts-detruits-au-burkina-une-tentative-d-isolement-des-villes-par-les-djihadistes-20220719> [consulté le 02/08/2022]

Le Figaro, *Terrorisme : l'UE ajoute des djihadistes ouest-africains à sa liste noire*, 20/06/2022, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/terrorisme-l-ue-ajoute-des-djihadistes-ouest-africains-a-sa-liste-noire-20220620> [consulté le 05/07/2022]

Le Monde (Caramel L.), *Changement climatique et pression démographique, terreau de la violence au Sahel*, 11/04/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/11/changement-climatique-et-pression-demographique-terreau-de-la-violence-au-sahel\\_5448954\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/11/changement-climatique-et-pression-demographique-terreau-de-la-violence-au-sahel_5448954_3212.html) [consulté le 08/05/2019]

Le Monde (Châtelot C.), *« Le Burkina Faso est devenu partie intégrante de la crise au Sahel »*, 05/11/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel\\_6018055\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel_6018055_3212.html) [consulté le 29/01/2020]

Le Monde (Châtelot C.), *Le Niger, laboratoire du nouveau « Barkhane »*, 02/07/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/02/le-niger-laboratoire-de-barkhane\\_6133067\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/02/le-niger-laboratoire-de-barkhane_6133067_3212.html) [consulté le 04/07/2022]

Le Monde (Douce S.), *« Des bombes à retardement » : au Burkina Faso, d'anciens détenus relâchés sans aucun suivi*, 28/10/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/28/des-bombes-a-retardement-au-burkina-faso-d-anciens-detenus-relaches-sans-aucun-suivi\\_6100242\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/28/des-bombes-a-retardement-au-burkina-faso-d-anciens-detenus-relaches-sans-aucun-suivi_6100242_3212.html) [consulté le 21/06/2022]

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, l'essor périlleux des milices villageoises face aux djihadistes*, 12/11/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/au-burkina-faso-l-essor-perilleux-des-milices-villageoises-face-aux-djihadistes\\_6059406\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/au-burkina-faso-l-essor-perilleux-des-milices-villageoises-face-aux-djihadistes_6059406_3212.html) [consulté le 26/02/2021]

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, l'état djihadiste se resserre autour de la junte*, 03/06/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/03/au-burkina-faso-l-etat-djihadiste-se-resserre-autour-de-la-junte\\_6128869\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/03/au-burkina-faso-l-etat-djihadiste-se-resserre-autour-de-la-junte_6128869_3212.html) [consulté le 15/06/2022]

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, le difficile dialogue avec les groupes djihadistes*, 02/05/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/05/02/au-burkina-faso-le-difficile-dialogue-avec-les-groupes-djihadistes\\_6124497\\_3212.html?utm\\_medium=Social&utm\\_source=Twitter#Echobox=1651518166-1](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/05/02/au-burkina-faso-le-difficile-dialogue-avec-les-groupes-djihadistes_6124497_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1651518166-1) [consulté le 03/06/2022]

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les juges « débordés » par les violences djihadistes*, 27/10/2021, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/25/au-burkina-faso-les-juges-debordes-par-les-violences-djihadistes\\_6099846\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/25/au-burkina-faso-les-juges-debordes-par-les-violences-djihadistes_6099846_3212.html) [consulté le 21/06/2022]

- Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les Peuls victimes d'une stigmatisation meurtrière*, 04/02/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere\\_5418966\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere_5418966_3212.html)
- Le Monde (Douce S.), *Burkina Faso : après le putsch, la transition au défi de l'urgence sécuritaire*, 03/03/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/03/burkina-faso-apres-le-putsch-la-transition-au-defi-de-l-urgence-securitaire\\_6115988\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/03/burkina-faso-apres-le-putsch-la-transition-au-defi-de-l-urgence-securitaire_6115988_3212.html) [consulté le 03/06/2022]
- Le Monde (Douce S.), *Dans l'est du Burkina Faso, des villages « assiégés » par les terroristes*, 28/05/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/28/dans-l-est-du-burkina-faso-des-villages-assieges-par-les-terroristes\\_6041076\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/28/dans-l-est-du-burkina-faso-des-villages-assieges-par-les-terroristes_6041076_3212.html) [consulté le 24/06/2020]
- Le Monde (Douce S.), *Le Burkina Faso désormais sur la carte du djihadisme*, 18/10/2018, [https://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/18/le-burkina-faso-desormais-sur-la-carte-du-djihadisme\\_5371448\\_3212.html?utm\\_medium=Social&utm\\_source=Twitter#Echobox=1539882151](https://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/18/le-burkina-faso-desormais-sur-la-carte-du-djihadisme_5371448_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1539882151) [consulté le 09/11/2018]
- Le Monde (Douce S.), *Négociateur avec les djihadistes ? Au Burkina Faso, une option de moins en moins taboue*, 10/02/2021, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/10/negociateur-avec-les-djihadistes-au-burkina-faso-une-option-de-moins-en-moins-taboue\\_6069462\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/10/negociateur-avec-les-djihadistes-au-burkina-faso-une-option-de-moins-en-moins-taboue_6069462_3212.html) [consulté le 04/03/2021]
- Le Monde (Douce S.), *Rinaldo Depagne : « Au Burkina Faso, les groupes armés ont trouvé un "maillon faible" »*, 22/02/2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/22/rinaldo-depagne-au-burkina-faso-les-groupes-armes-ont-trouve-un-maillon-faible\\_5426785\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/22/rinaldo-depagne-au-burkina-faso-les-groupes-armes-ont-trouve-un-maillon-faible_5426785_3210.html) [consulté le 09/05/2019]
- Le Monde (Fattori F., et al.), *Burkina Faso, les cartes pour comprendre les raisons du dernier putsch*, 05/10/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/05/burkina-faso-les-cartes-pour-comprendre-les-raisons-du-dernier-putsch\\_6144502\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/05/burkina-faso-les-cartes-pour-comprendre-les-raisons-du-dernier-putsch_6144502_3212.html) [consulté le 06/10/2022]
- Le Monde (Fattori F., Simonnet V., Dedier E.), *Au Burkina Faso, crise sécuritaire et coup d'Etat*, 12/02/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/02/12/au-burkina-faso-crise-securitaire-et-coup-d-etat\\_6113391\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/02/12/au-burkina-faso-crise-securitaire-et-coup-d-etat_6113391_3212.html) [consulté le 03/06/2022]
- Le Monde (Le Cam M.), *Attentat de Ouagadougou : « C'était un carnage »*, 14/08/2017, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/14/attentat-a-ouagadougou-c-etait-un-carnage\\_5172354\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/14/attentat-a-ouagadougou-c-etait-un-carnage_5172354_3212.html) [consulté le 09/05/2019]
- Le Monde (Le Cam M.), *Au Burkina Faso, la colère monte après l'attaque meurtrière du poste d'Inata*, 19/11/2021, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/19/au-burkina-faso-la-colere-monte-apres-l-attaque-meurtriere-du-poste-d-inata\\_6102704\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/19/au-burkina-faso-la-colere-monte-apres-l-attaque-meurtriere-du-poste-d-inata_6102704_3212.html) [consulté le 09/06/2022]
- Le Monde (Le Cam M.), *Au Burkina Faso, un nouveau carnage attribué à l'Etat islamique*, 14/06/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/14/un-nouveau-carnage-attribue-a-l-etat-islamique-au-burkina-faso\\_6130248\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/14/un-nouveau-carnage-attribue-a-l-etat-islamique-au-burkina-faso_6130248_3212.html) [consulté le 15/06/2022]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, interdiction de « toute présence humaine » dans deux « zones d'intérêt militaire »*, 21/06/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/21/au-burkina-faso-interdiction-de-toute-presence-humaine-dans-deux-zones-d-interet-militaire\\_6131371\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/21/au-burkina-faso-interdiction-de-toute-presence-humaine-dans-deux-zones-d-interet-militaire_6131371_3212.html) [consulté le 21/06/2022]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, le colonel Damiba a accepté de démissionner, la France dénonce « des atteintes graves à la sécurité » de ses institutions*, 02/10/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/02/au-burkina-faso-la-junte-appelle-au-calme-la-france-denonce-des-atteintes-graves-a-la-securite-de-ses-institutions\\_6144084\\_3212.html#xtor=AL-32280270-%5Btwitter%5D-%5Bios%5D](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/02/au-burkina-faso-la-junte-appelle-au-calme-la-france-denonce-des-atteintes-graves-a-la-securite-de-ses-institutions_6144084_3212.html#xtor=AL-32280270-%5Btwitter%5D-%5Bios%5D) [consulté le 06/10/2022]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, les habitants d'une ville sous blocus djihadiste menacés de famine*, 03/08/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/08/03/au-burkina-faso-les-habitants-d-une-ville-sous-blocus-djihadiste-menaces-de-famine\\_6137028\\_3212.html#xtor=AL-32280270-%5Btwitter%5D-%5Bios%5D](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/08/03/au-burkina-faso-les-habitants-d-une-ville-sous-blocus-djihadiste-menaces-de-famine_6137028_3212.html#xtor=AL-32280270-%5Btwitter%5D-%5Bios%5D) [consulté le 05/08/2022]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, mise en garde officielle contre des appels à « l'épuration » visant les Peuls*, 18/08/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/08/18/au-burkina-faso-mise-en-garde-officielle-contre-des-appels-a-l-epuration-visant-les-peuls\\_6138374\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/08/18/au-burkina-faso-mise-en-garde-officielle-contre-des-appels-a-l-epuration-visant-les-peuls_6138374_3212.html) [consulté le 18/08/2022]
- Le Monde, *Au Burkina, des ONG dénoncent l'exécution « extrajudiciaire de plus de 40 personnes »*, 15/08/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/08/15/au-burkina-des-ong-denoncent-l-execution-extrajudiciaire-de-plus-de-40-personnes\\_6138078\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/08/15/au-burkina-des-ong-denoncent-l-execution-extrajudiciaire-de-plus-de-40-personnes_6138078_3212.html) [consulté le 16/08/2022]

Le Monde, *Burkina Faso : le groupe djihadiste GSIM revendique les attaques de Ouagadougou*, 03/03/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/03/burkina-faso-le-groupe-djihadiste-gsim-revendique-les-attaques-de-ouagadougou\\_5265358\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/03/burkina-faso-le-groupe-djihadiste-gsim-revendique-les-attaques-de-ouagadougou_5265358_3212.html) [consulté le 17/05/2019]

Le Monde, *L'état d'urgence décrété dans plusieurs provinces du Burkina Faso*, 31/12/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/31/l-etat-d-urgence-decrete-dans-plusieurs-provinces-du-burkina-faso\\_5403966\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/31/l-etat-d-urgence-decrete-dans-plusieurs-provinces-du-burkina-faso_5403966_3212.html) [consulté le 15/05/2019]

Le Monde, *Le Mali annonce son retrait de l'organisation régionale G5 Sahel*, 16/05/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/05/16/le-mali-annonce-son-retrait-de-l-organisation-regionale-g5-sahel\\_6126249\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/05/16/le-mali-annonce-son-retrait-de-l-organisation-regionale-g5-sahel_6126249_3212.html) [consulté le 08/06/2022]

Le Monde, *Sahel : « Les atrocités commises par des militaires favorisent le recrutement par les groupes armés »*, 29/06/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/29/sahel-les-atrocites-commises-par-des-militaires-favorisent-le-recrutement-par-les-groupes-armes\\_6044601\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/29/sahel-les-atrocites-commises-par-des-militaires-favorisent-le-recrutement-par-les-groupes-armes_6044601_3212.html) [consulté le 30/06/2020]

Le Pays via Courrier international, *Opinion. Face aux attaques terroristes, le Burkina Faso doit préserver le vivre-ensemble*, 14/05/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/opinion-face-aux-attaques-terroristes-le-burkina-faso-doit-preserver-le-vivre-ensemble> [consulté le 15/05/2019]

Le Point (Dubois O.), *Barkhane : « Il y a une tolérance zéro à toute déviance »*, 28/01/2021, [https://www.lepoint.fr/afrique/barkhane-il-y-a-une-tolerance-zero-a-toute-deviance-26-01-2021-2411171\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/barkhane-il-y-a-une-tolerance-zero-a-toute-deviance-26-01-2021-2411171_3826.php) [consulté le 05/03/2021]

Le Point (Kaboré B.), *Entre réconciliation et poussée djihadiste, le Burkina Faso dans l'impasse*, 28/07/2022, [https://www.lepoint.fr/afrique/burkina-faso-entre-reconciliation-et-poussee-djihadiste-le-pays-dans-l-impasse-28-07-2022-2484742\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/burkina-faso-entre-reconciliation-et-poussee-djihadiste-le-pays-dans-l-impasse-28-07-2022-2484742_3826.php) [consulté le 02/08/2022]

Lefaso.net, *"Affaire de massacre des civils par l'armée burkinabè : "Des investigations seront diligentées sur ces graves allégations", rassure le ministre de la défense*, 24/04/2022, <https://lefaso.net/spip.php?article112834> [consulté le 17/06/2022]

Lefaso.net, *Banwa : Une école incendiée, des vivres emportés à Sanaba*, 21/06/2020, <https://Lefaso.net/spip.php?article97585> [consulté le 01/07/2020]

Lefaso.net, *Burkina : « Le gouvernement n'est pas en train de négocier avec des terroristes », déclare le porte-parole Ouseni Tamboura*, 03/03/2021, <https://Lefaso.net/spip.php?article103064> [consulté le 04/03/2021]

Lefaso.net, *Burkina : Des organisations de défense de droits humains interpellent le gouvernement sur des dérives des volontaires pour la défense de la patrie*, 28/10/2020, <https://Lefaso.net/spip.php?article100270> [consulté le 26/03/2021]

Lefaso.net, *Burkina : Paul Henri Damiba ordonne une vaste opération de contrôle de la gestion dans l'administration publique*, 02/03/2022, <https://lefaso.net/spip.php?article111607> [consulté le 17/06/2022]

Lefaso.net, *Burkina Faso : L'état d'urgence prorogé jusqu'au 12 janvier 2020*, 11/07/2019, <https://Lefaso.net/spip.php?article90714> [consulté le 18/12/2019]

Lefaso.net, *Lutte contre le terrorisme : Les modalités de la prise en charge des volontaires fixées*, 09/04/2020, <https://lefaso.net/spip.php?article96070> [consulté le 17/06/2022]

Libération (Faivre A.), *Au Burkina Faso, la ville de Djibo sous blocus terroriste depuis cinq mois*, 26/07/2022, [https://www.liberation.fr/international/afrique/au-burkina-faso-la-ville-de-djibo-sous-blocus-terroriste-depuis-cinq-mois-20220726\\_XLBVJJTKNRB5LH4ZJAIMVGPQBA/](https://www.liberation.fr/international/afrique/au-burkina-faso-la-ville-de-djibo-sous-blocus-terroriste-depuis-cinq-mois-20220726_XLBVJJTKNRB5LH4ZJAIMVGPQBA/) [consulté le 02/08/2022]

Libération (Faivre A.), *Convoi de Barkhane bloqué au Burkina Faso : «La France n'a pas d'amis, que des intérêts»*, 26/11/2022, [https://www.liberation.fr/international/afrique/convoi-de-barkhane-bloque-au-burkina-faso-la-france-na-pas-damis-que-des-interets-20211125\\_7IVQIC7S7BFGNEAYEXA2RNSY74/?xtor=EREC-55-%5BRecap\\_hebdo\\_27-11-2021%5D-&actId=ebwp0YMB8s1\\_OGEGSsDRkNUcvuQDVN7a57ET3fWtrS9pwEsSJOiJaXd6BeMzDRsX&actCampaignType=CA\\_MPAIGN\\_MAIL&actSource=513327](https://www.liberation.fr/international/afrique/convoi-de-barkhane-bloque-au-burkina-faso-la-france-na-pas-damis-que-des-interets-20211125_7IVQIC7S7BFGNEAYEXA2RNSY74/?xtor=EREC-55-%5BRecap_hebdo_27-11-2021%5D-&actId=ebwp0YMB8s1_OGEGSsDRkNUcvuQDVN7a57ET3fWtrS9pwEsSJOiJaXd6BeMzDRsX&actCampaignType=CA_MPAIGN_MAIL&actSource=513327) [consulté le 15/06/2022]

Libération (Faivre A.), *Reportage. Au Burkina Faso, le jihad entre dans le champ*, 17/12/2021, [https://www.liberation.fr/international/afrique/au-burkina-faso-le-jihad-entre-dans-le-champ-20211217\\_REVAM6T3M5CBHISLYM6PNGW2SA/](https://www.liberation.fr/international/afrique/au-burkina-faso-le-jihad-entre-dans-le-champ-20211217_REVAM6T3M5CBHISLYM6PNGW2SA/) [consulté le 02/06/2022]

- Libération (Faire A.), *Violences Au Burkina Faso, la main tendue aux «frères» terroristes*, 19/04/2022, [https://www.liberation.fr/international/afrique/au-burkina-faso-la-main-tendue-aux-freres-terroristes-20220419\\_KNPPLX5RJFGCZCSEQZDOXD0J7I/](https://www.liberation.fr/international/afrique/au-burkina-faso-la-main-tendue-aux-freres-terroristes-20220419_KNPPLX5RJFGCZCSEQZDOXD0J7I/) [consulté le 03/06/2022]
- Libération (Macé C.), *Interview. Au Sahel, «les massacres récents sont perpétrés en réaction à la formation des groupes d'autodéfense»*, 09/06/2021, [https://www.liberation.fr/international/afrique/au-sahel-les-massacres-recents-sont-perpetres-en-reaction-a-la-formation-des-groupes-dautodefense-20210609\\_KUM3AEF4M5AXJXCMFT54XKUROE/](https://www.liberation.fr/international/afrique/au-sahel-les-massacres-recents-sont-perpetres-en-reaction-a-la-formation-des-groupes-dautodefense-20210609_KUM3AEF4M5AXJXCMFT54XKUROE/) [consulté le 21/06/2022]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Burkina Faso: armed violence & food insecurity* [Twitter post], 17/03/2022, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1504379897036292096/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1504379897036292096/photo/1) [consulté le 08/06/2022]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Burkina Faso: conflict fatalities* [Twitter post], 29/07/2022, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1552951889108541441/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1552951889108541441/photo/1) [consulté le 02/08/2022]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Burkina Faso: political violence & internal displacement* [Twitter post], 11/05/2022, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1524413697740914689/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1524413697740914689/photo/1) [consulté le 08/06/2022]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Burkina Faso: political violence & internal displacement* [Twitter post], 26/01/2022, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1486295726716035080/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1486295726716035080/photo/1) [consulté le 08/06/2022]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Burkina Faso: political violence & internal displacement* [Twitter post], 11/05/2022, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1524413697740914689/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1524413697740914689/photo/1) [consulté le 08/06/2022]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Burkina Faso: reported fatalities* [Twitter post], 12/01/2022, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1481268576225054727/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1481268576225054727/photo/1) [consulté le 08/06/2022]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Central Sahel: civilian deaths from armed violence* [Twitter post], 17/08/2022, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1559875371746693123](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1559875371746693123) [consulté le 18/08/2022]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Mali, Burkina Faso & Niger: annual reported fatalities from armed violence* [Twitter post], 13/03/2021, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1370856640937922561](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1370856640937922561) [consulté le 17/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Visual collaboration with @p\_lloydy using ACLEDINFO data for @TheEconomist* [Twitter post], 25/02/2022, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1497027776855310336/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1497027776855310336/photo/1) [consulté le 08/06/2022]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Western Sahel : reported fatalities by type of violence* [Twitter Post], 28/01/2020, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1222203967385624576/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1222203967385624576/photo/1) [consulté le 29/01/2020]
- Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Western Sahel: civilian fatalities, first half of each year (H1)* [Twitter post], 01/07/2020, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1278314028444651521](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1278314028444651521) [consulté le 01/07/2020]
- LVSL (Bihan T.), *Sur quoi prospère le « djihadisme » au Burkina Faso*, 23/09/2020, <https://lvsl.fr/sur-quoi-prospere-le-djihadisme-au-burkina-faso/> [consulté le 17/03/2021]
- Médecins sans frontières (MSF), *Burkina Faso : La crise négligée du Sahel*, 28/06/2022, <https://www.msf-azg.be/fr/news/burkina-faso-la-crise-n%C3%A9glig%C3%A9e-du-sahel> [consulté le 28/06/2022]
- Médecins sans frontières (MSF), *Quatre choses à savoir sur la crise humanitaire au Burkina Faso*, 02/02/2022, <https://www.msf-azg.be/fr/news/quatres-choses-%C3%A0-savoir-sur-la-crise-humanitaire-au-burkina-faso> [consulté le 01/07/2022]
- Mediapart (Carayol R.), *Barkhane, le crépuscule de la force*, 29/11/2021, [https://www.mediapart.fr/journal/international/291121/barkhane-le-crepuscule-de-la-force?utm\\_source=twitter](https://www.mediapart.fr/journal/international/291121/barkhane-le-crepuscule-de-la-force?utm_source=twitter) [consulté le 15/06/2022]

- Mediapart (Hume F., Macadré O.), *Au Burkina Faso, les jeunes Peuls pris entre deux feux*, 02/12/2019, <https://www.mediapart.fr/journal/international/021219/au-burkina-faso-les-jeunes-peuls-pris-entre-deux-feux> [consulté le 30/01/2020]
- Mediapart (Hume-Ferkatadji F., Macadré O.), *L'EI et Al-Qaïda s'affrontent désormais en Afrique de l'Ouest*, 02/06/2020, [https://www.mediapart.fr/journal/international/020620/l-ei-et-al-qaida-s-affrontent-desormais-en-afrique-de-l-ouest?page\\_article=2](https://www.mediapart.fr/journal/international/020620/l-ei-et-al-qaida-s-affrontent-desormais-en-afrique-de-l-ouest?page_article=2) [consulté le 30/06/2020]
- Menastream (@MENASTREAM), *#Sahel: Attacks Claimed by Armed Groups in Central Sahel (June 2022) #Mali #BurkinaFaso #Niger* [Twitter post], 03/07/2022, <https://twitter.com/MENASTREAM/status/1543667904822091776/photo/1> [consulté le 04/07/2022]
- Middle East Eye (MEE) (Allouche Y.), *Al-Qaeda's Maghreb branch has revealed its weakness with new leadership*, 02/12/2020, <https://www.middleeasteye.net/news/al-qaeda-maghreb-new-leadership-decline> [consulté le 10/03/2021]
- Middle East Institute (MEI) (Ghanem D., Lounnas D.), *The last emir?: AQIM's decline in the Sahel*, 07/12/2020, <https://www.mei.edu/publications/last-emir-aqims-decline-sahel> [consulté le 10/03/2021]
- Ministère des Affaires étrangères de Norvège, *Stratégie norvégienne pour le Sahel 2018-2020*, 10/2018, [https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/ud/dokumenter/sikpol/strategie\\_sahel\\_mbilder.pdf](https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/ud/dokumenter/sikpol/strategie_sahel_mbilder.pdf) [consulté le 04/03/2019]
- Ministère des Armées de la République française, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 02/2019, [https://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20190215\\_NP\\_EMA%20CABCOM\\_DP%20BARKHANE\\_V0.pdf](https://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20190215_NP_EMA%20CABCOM_DP%20BARKHANE_V0.pdf) [consulté le 22/05/2019]
- Minute.bf (Sawadogo L.), *« Exactions » de l'Armée au Sahel: 17 organisations des droits de l'homme interpellent le gouvernement*, 27/04/2022, <https://minute.bf/exactions-de-larmee-au-sahel-17-organisations-des-droits-de-lhomme-interpellent-le-gouvernement/> [consulté le 24/05/2022]
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Cérémonie de lancement officiel du MISAD*, 28/01/2021, <https://minusma.unmissions.org/c%C3%A9r%C3%A9monie-de-lancement-officiel-du-misad> [consulté le 04/03/2021]
- Modern Ghana (Baily A., Hauchard A.), *Burkina Faso makes tentative steps towards dialogue with jihadists*, 10/03/2021, <https://www.modernghana.com/news/1066783/burkina-faso-makes-tentative-steps-towards-dialogue.html> [consulté le 10/03/2021]
- Mondafrique, *Sommet de N'Djaména (1er volet), le « djihad défensif » des groupes armés*, 09/02/2021, <https://mondafrique.com/sommet-de-ndjamena-1er-volet-le-djihad-defensif-des-groupes-armes/> [consulté le 08/03/2021]
- Netherlands Institute of International Relations Clingendael, The International Centre for Counter-Terrorism (ICCT) (Schmauder A.), *Acteurs Coutumiers dans un Contexte Singulier: Le Cas de la Région Est du Burkina Faso*, 16/02/2022, [https://icct.nl/app/uploads/2022/02/ICCT-Report\\_1\\_FR\\_The\\_case\\_of\\_Est\\_3rdproof.pdf](https://icct.nl/app/uploads/2022/02/ICCT-Report_1_FR_The_case_of_Est_3rdproof.pdf) [consulté le 09/06/2022]
- Netherlands Institute of International Relations Clingendael, The International Centre for Counter-Terrorism (ICCT) (Willeme A., Schmauder A., de Bruijne K.), *Acteurs coutumiers dans un contexte singulier. Le cas de la région du Sahel au Burkina Faso*, 12/2021, [https://customarylegitimacy.clingendael.org/sites/default/files/2022-02/ilegitimite\\_coutumiere\\_Sahel.pdf](https://customarylegitimacy.clingendael.org/sites/default/files/2022-02/ilegitimite_coutumiere_Sahel.pdf) [consulté le 09/06/2022]
- Netherlands Institute of International Relations Clingendael, The International Centre for Counter-Terrorism (ICCT) (Caulier T., Molenaar F.), *Acteurs coutumiers dans un contexte singulier Le cas de la région du Centre-Nord au Burkina Faso*, 12/2021, [https://customarylegitimacy.clingendael.org/sites/default/files/2022-03/ilegitimite\\_coutumiere\\_Centre\\_Nord.pdf](https://customarylegitimacy.clingendael.org/sites/default/files/2022-03/ilegitimite_coutumiere_Centre_Nord.pdf) [consulté le 09/06/2022]
- Niagale Bagayoko (@NiagaleBagayoko), *Une avancée majeure pour la protection des civils au #Sahel: le lancement du mécanisme d'identification, de suivi et d'analyse des dommages causés aux civils/MISAD dans le cadre de la Force conjointe @force\_g5 du @g5 mis en place en lien avec @UNHumanRights et @CivCenter @eu\_eas* [Twitter post], 27/01/2021, <https://twitter.com/NiagaleBagayoko/status/1354440070934241287> [consulté le 04/03/2021]

Norwegian Refugee Council (NRC), *Burkina Faso: Over a quarter million people victims of new "water war" in peak dry season*, 03/05/2022, <https://www.nrc.no/news/2022/may/burkina-faso-over-a-quarter-million-people-victims-of-new-water-war-in-peak-dry-season/> [consulté le 01/07/2022]

Norwegian Refugee Council (NRC), *Burkina Faso: Second biggest spike in displacement since crisis began*, 11/03/2022, <https://www.nrc.no/shorthand/fr/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-in-2021/index.html> [consulté le 02/06/2022]

Observatoire Pharos, *La communauté peule au Sahel, nomades au cœur des amalgames*, 03/04/2019, <https://www.observatoirepharos.com/pays/burkina-faso/la-communaute-peule-au-sahel-nomades-au-coeur-des-amalgames-fr/> [consulté le 22/05/2019]

Observatoire pour la démocratie et les droits de l'homme (ODDH), *Burkina Faso, Risque d'un nouveau Rwanda?*, 22/06/2020, [https://Lefaso.net/IMG/pdf/burkina\\_faso\\_risque\\_d\\_un\\_nouveau\\_rwanda.pdf](https://Lefaso.net/IMG/pdf/burkina_faso_risque_d_un_nouveau_rwanda.pdf) [consulté le 24/06/2020]

Office des Nations unies contre la drogue et le crime (United Nations Office on Drugs and Crime, UNODC), *Le Burkina Faso crée un pôle judiciaire spécialisé contre la criminalité organisée et le terrorisme*, 01/2017, [https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/2017\\_01\\_specialised\\_judicial\\_unit\\_burkina\\_faso.html](https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/2017_01_specialised_judicial_unit_burkina_faso.html) [consulté le 27/05/2019]

Omega Medias, *Burkina : plus de 20 présumés terroristes libérés dans le cadre des négociations avec Iyad AG Ghali (L'évènement)*, 26/02/2021, <https://www.omegamedias.info/blog/2021/02/26/burkina-plus-de-20-presumes-terroristes-liberes-dans-le-cadre-des-negociations-avec-iyad-ag-ghali-levenement/> [consulté le 05/03/2021]

Organisation mondiale de la santé (OMS), *Bulletin n°05 du Cluster Santé - Mars - Mai 2020*, 12/06/2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bulletin\\_sectoriel\\_mai.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bulletin_sectoriel_mai.pdf) [consulté le 01/07/2020]

Parlement européen, *Résolution du Parlement européen du 17 février 2022 sur la crise politique au Burkina Faso*, 17/02/2022, [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0051\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0051_FR.html) [consulté le 24/05/2022]

Pérouse de Montclos M.-A., *L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?*, Paris : La Découverte, 2018

Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), *Le Burkina Faso face à la menace djihadiste*, 12/03/2019, <https://portail-ie.fr/analysis/2094/le-burkina-faso-face-a-la-menace-djihadiste> [consulté le 17/05/2019]

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Rapport Annuel 2021 du PNUD au Burkina Faso*, 07/2022, <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-08/undp-bf-rapport-annuel21-2022.pdf> [consulté le 02/08/2022]

Quidelleur T., Les dividendes de « la guerre contre le terrorisme » : *milicianisation, États et interventions internationales au Mali et au Burkina Faso* in *Cultures & Conflits*, n° 125, 2022, <https://www.cairn.info/revue-cultures-et-conflits-2022-1-page-115.htm?contenu=plan> [consulté le 02/08/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burkina : le général Michon fait le point sur l'opération Barkhane dans la région*, 12/03/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220312-burkina-le-g%C3%A9n%C3%A9ral-michon-fait-le-point-sur-l-op%C3%A9ration-barkhane-dans-la-r%C3%A9gion> [consulté le 08/06/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: des groupes armés dynamitent deux ponts et isolent la région du Sahel*, 16/07/2022, [https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220716-burkina-faso-des-groupes-arm%C3%A9s-dynamitent-deux-ponts-et-isolent-la-r%C3%A9gion-du-sahel?ref=tw\\_i](https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220716-burkina-faso-des-groupes-arm%C3%A9s-dynamitent-deux-ponts-et-isolent-la-r%C3%A9gion-du-sahel?ref=tw_i) [consulté le 19/07/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: l'armée veut rappeler ses retraités mobilisables*, 15/03/2022, [https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220315-burkina-faso-l-arm%C3%A9e-veut-rappeler-ses-retrait%C3%A9s-mobilisables?ref=tw\\_i](https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220315-burkina-faso-l-arm%C3%A9e-veut-rappeler-ses-retrait%C3%A9s-mobilisables?ref=tw_i) [consulté le 21/06/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: l'ex-président Kaboré est «totalement libre», selon les autorités*, 04/07/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220704-burkina-faso-l-ex-pr%C3%A9sident-kabor%C3%A9-est-totalement-libre-selon-les-autorit%C3%A9s> [consulté le 04/07/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: premières audiences pour le pôle antiterroriste*, 10/08/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210810-burkina-faso-premi%C3%A8res-audiences-pour-le-p%C3%B4le-antiterroriste> [consulté le 21/06/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burkina: plus d'une centaine de civils auraient été tués lors d'exactions des forces armées*, 22/04/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220422-burkina-plus-d-une-centaine-de-civils-auraient-%C3%A9t%C3%A9-tu%C3%A9s-lors-d-exactions-des-forces-arm%C3%A9es> [consulté le 15/06/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burkina: plus d'une centaine de civils auraient été tués lors d'exactions des forces armées*, 22/04/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220422-burkina-plus-d-une-centaine-de-civils-auraient-%C3%A9t%C3%A9-tu%C3%A9s-lors-d-exactions-des-forces-arm%C3%A9es> [consulté le 17/06/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burkina: toute personne qui se trouverait dans une «zone d'intérêt militaire» considérée comme «hostile»*, 31/07/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220731-burkina-toute-personne-dans-une-zone-d-int%C3%A9r%C3%AAt-militaire-d%C3%A9sormais-consid%C3%A9r%C3%A9e-comme-hostile> [consulté le 02/08/2022]

Radio France internationale (RFI), *Le Mali commence à retirer ses soldats du G5 Sahel*, 16/06/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220615-le-mali-commence-%C3%A0-retirer-ses-soldats-du-g5-sahel> [consulté le 15/06/2022]

Radio France internationale (RFI), *Un influent chef jihadiste éliminé au Burkina Faso*, 31/05/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220531-un-influent-chef-jihadiste-%C3%A9limin%C3%A9-au-burkina-faso> [consulté le 03/06/2022]

REACH, *Burkina Faso. Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA). Résumé exécutif*, 02/2021, [https://www.impact-repository.org/document/reach/ef1ee3b/REACH\\_BFA\\_MSNA\\_Resume\\_Fevrier\\_2021.pdf](https://www.impact-repository.org/document/reach/ef1ee3b/REACH_BFA_MSNA_Resume_Fevrier_2021.pdf) [consulté le 26/02/2021]

Refugees International (Lamarche A., Bentley A.), *Report. After the Coup: Burkina Faso's Humanitarian and Displacement Crisis*, 21/04/2022, <https://static1.squarespace.com/static/506c8ea1e4b01d9450dd53f5/t/62609cc4a95d0c25b3c1339b/1650498758390/Burkina+Faso+Report+-+April+2022+-+FINAL.pdf> [consulté le 09/06/2022]

Reuters (Peyton N.), *'Safe haven' for fleeing families hit by attacks in Burkina Faso*, 16/05/2019, <http://news.trust.org/item/20190516133925-4kl0g/> [consulté le 17/05/2019]

Reuters via Mediapart, *L'état d'urgence prolongé de six mois dans le nord du Burkina*, 11/01/2019, <https://www.mediapart.fr/journal/international/110119/letat-durgence-prolonge-de-six-mois-dans-le-nord-du-burkina> [consulté le 15/05/2019]

Reuters, *Africa's Sahel conflict sees surge in militia killings-group*, 28/03/2019, <http://news.trust.org/item/20190328160300-f25y0/> [consulté le 08/05/2019]

Reuters, *Soldiers in Burkina Faso recover 79 bodies so far after weekend attack*, 15/06/2022, <https://www.reuters.com/world/africa/soldiers-burkina-faso-recover-79-bodies-so-far-after-weekend-attack-2022-06-14/> [consulté le 15/06/2022]

RTBF, *Burkina : l'armée va enquêter sur "de graves allégations" après des accusations d'exactions*, 22/04/2022, <https://www.rtbf.be/article/burkina-larmee-va-enqueter-sur-de-graves-allegations-apres-des-accusations-dexactions-10980635> [consulté le 21/06/2022]

Safeworld, *Pour ne pas perdre le Sahel Points de vue des populations sur l'insécurité et les interventions internationales : Mali, Niger et Burkina Faso*, 02/2022, <https://www.saferworld.org.uk/downloads/pubdocs/pour-ne-pas-perdre-le-sahel-web.pdf> [consulté le 17/06/2022]

Sahel Blog (Thurston A.) [blog], *Burkina Faso: A Delicate Atmosphere Around Inter-Religious Coexistence*, 06/10/2020, <https://sahelblog.wordpress.com/2020/10/06/burkina-faso-a-delicate-atmosphere-around-inter-religious-coexistence/> [consulté le 10/03/2021]

Sahel Intelligence (Benshimon S.), *Burkina Faso : Une série de mesures dans la lutte antiterroriste*, 21/06/2022, <https://sahel-intelligence.com/27937-burkina-faso-une-serie-de-mesures-dans-la-lutte-antiterroriste.html> [consulté le 21/06/2022]

Sahel Intelligence (Benshimon S.), *Burkina Faso: deux bases terroristes démantelées dans l'est et le nord (armée)*, 23/06/2020, <http://sahel-intelligence.com/20627-burkina-faso-deux-bases-terroristes-demantelees-dans-lest-et-le-nord-armee.html> [consulté le 01/07/2020]

- Sahel Intelligence (Biedermann K.), *Burkina Faso: une vingtaine d'assailants tués dans le nord (armée)*, 01/07/2020, <http://sahel-intelligence.com/20692-burkina-faso-une-vingtaine-dassailants-tues-dans-le-nord-armee.html> [consulté le 01/07/2020]
- Sahel Intelligence, *Burkina: L'armée reconnaît la mort de civils dans des frappes aériennes contre des « groupes terroristes »*, 03/08/2022, <https://sahel-intelligence.com/28454-burkina-larmee-reconnait-la-mort-de-civils-dans-des-frappes-aeriennes-contre-des-groupes-terroristes.html> [consulté le 02/08/2022]
- Save the Children International, *Conflits au Sahel: Les enfants abandonnés*, 10/2021, [https://resourcecentre.savethechildren.net/pdf/recrutement\\_enfants\\_conflits\\_sahel\\_2021.pdf/](https://resourcecentre.savethechildren.net/pdf/recrutement_enfants_conflits_sahel_2021.pdf/) [consulté le 09/06/2022]
- Service d'Information du Gouvernement du Burkina Faso, *Conseil des ministres du vendredi 27 décembre 2019: prorogation de l'état d'urgence sur 12 mois*, 27/12/2019, [https://www.sig.gov.bf/details?tx\\_news\\_pi1%5Baction%5D=detail&tx\\_news\\_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx\\_news\\_pi1%5Bnews%5D=182&cHash=9c30126d4ec2f77177518a73bffa0a5a](https://www.sig.gov.bf/details?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=182&cHash=9c30126d4ec2f77177518a73bffa0a5a) [consulté le 29/06/2020]
- Sidwaya, *Femmes violées par des HANI: Non coupables mais répudiées !*, 17/05/2022, <https://www.sidwaya.info/blog/2022/05/17/femmes-violees-par-des-hani-non-coupables-mais-repudiees/> [consulté le 02/06/2022]
- Sidwaya, *Lutte contre le terrorisme au Nord : les volontaires, ces « héros » en première ligne*, 01/02/2021, <https://www.sidwaya.info/blog/2021/02/01/lutte-contre-le-terrorisme-au-nord-les-volontaires-ces-heros-en-premiere-ligne/> [consulté le 23/03/2021]
- Slate (Guckert E., Guillou Y.), *Coup d'État au Burkina Faso: une influence russe en trompe-l'œil*, 04/10/2022, <https://www.slate.fr/story/234457/putsch-burkina-faso-influence-russie-wagner-coup-etat-france-traore> [consulté le 06/10/2022]
- Sophie Douce (@Sophie\_Douce), *Contrairement à son voisin le #Mali, qui assume officiellement la voie du "dialogue" avec certains groupes djihadistes, les autorités burkinabè préfèrent utiliser le lexique de la "main tendue". Mais toujours aucune précision sur les modalités de telles redditions... #BurkinaFaso* [Twitter post], 03/03/2021, [https://twitter.com/Sophie\\_Douce/status/1367166209943363585](https://twitter.com/Sophie_Douce/status/1367166209943363585) [consulté le 04/03/2021]
- Tableau Software, *Burkina Faso, Mali & Niger: civilian fatalities by type of perpetrator* By Jose Luengo-Cabrera, 12/01/2022, <https://public.tableau.com/app/profile/jose.luengo.cabrera3388/viz/BurkinaFasoMaliNigercivilianfatalitiesbytypeofperpetrator/Civiliansinteractive> [consulté le 03/06/2022]
- The Conversation (Dieng M.), *The G5 joint force for the Sahel was set up four years ago: why progress is slow*, 14/09/2021, <https://theconversation.com/the-g5-joint-force-for-the-sahel-was-set-up-four-years-ago-why-progress-is-slow-167812> [consulté le 08/06/2022]
- The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), *Comment le djihad armé se diffuse au Sahel*, 24/02/2019, [https://theconversation.com/amp/comment-le-djihad-arme-se-diffuse-au-sahel-112244?twitter\\_impression=true](https://theconversation.com/amp/comment-le-djihad-arme-se-diffuse-au-sahel-112244?twitter_impression=true) [consulté le 04/03/2019]
- The Conversation (Savadogo M.), *Burkina Faso : négociateur pour éteindre les foyers insurrectionnels*, 16/03/2021, [https://theconversation.com/burkina-faso-negociateur-pour-eteindre-les-foyers-insurrectionnels-156680?utm\\_source=twitter&utm\\_medium=bylinetwitterbutton](https://theconversation.com/burkina-faso-negociateur-pour-eteindre-les-foyers-insurrectionnels-156680?utm_source=twitter&utm_medium=bylinetwitterbutton) [consulté le 17/03/2021]
- The Conversation (Vircoulon T.), *Au Sahel, la France poussée dehors*, 01/02/2022, [https://theconversation.com/au-sahel-la-france-poussee-dehors-176067?utm\\_source=twitter&utm\\_medium=bylinetwitterbutton](https://theconversation.com/au-sahel-la-france-poussee-dehors-176067?utm_source=twitter&utm_medium=bylinetwitterbutton) [consulté le 09/06/2022]
- The Defense Post, *Burkina Faso Premier Floats Idea of Talks With Jihadists*, 05/02/2021, <https://www.thedefensepost.com/2021/02/05/burkina-faso-premier-talks-jihadists/> [consulté le 08/03/2021]
- The Economist, *France's forever war in the Sahel*, 20/02/2021, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2021/02/17/frances-forever-war-in-the-sahel> [consulté le 05/03/2021]
- The Economist, *States in the Sahel have unleashed ethnic gangs with guns*, 02/05/2019, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2019/05/04/states-in-the-sahel-have-unleashed-ethnic-gangs-with-guns?frsc=dq%7Ce> [consulté le 08/05/2019]

The Global Observatory (Wilén N., Williams P. D.), *What Are the International Military Options for the Sahel?*, 12/04/2022, <https://theglobalobservatory.org/2022/04/what-are-the-international-military-options-for-the-sahel/> [consulté le 08/06/2022]

The Intercept (Penney J.), *Blowback in Africa. How America's Counterterror Strategy Helped Destabilize Burkina Faso*, 22/11/2018, <https://theintercept.com/2018/11/22/burkina-faso-us-relations/> [consulté le 27/05/2019]

The Irish Times (Coakley A.), *Self-declared hunter trades big game for jihadists in Burkina Faso*, 09/03/2021, <https://www.irishtimes.com/news/world/africa/self-declared-hunter-trades-big-game-for-jihadists-in-burkina-faso-1.4504571> [consulté le 26/02/2021]

The New Arab, *IS expand reach, gain ground in the Sahel as massacres accumulate*, 18/06/2022, <https://english.alaraby.co.uk/news/gains-ground-sahel-massacres-accumulate> [consulté le 21/06/2022]

The New Humanitarian (TNH) (Mednick S.), *In post-coup Burkina Faso, jihadist attacks grow fiercer despite junta pledge*, 29/06/2022, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2022/06/29/Burkina-Faso-displacement-coup-junta> [consulté le 01/07/2022]

The Washington Post (Chason R., Tall B.), *Burkina Faso massacre highlights a strengthening insurgency*, 16/06/2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/06/16/burkina-faso-massacre-extremists-coup/> [consulté le 17/06/2022]

The Washington Post (Chason R., Tall B.), *In Burkina Faso, a coup within a coup*, 01/01/2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/10/01/burkina-faso-coup/> [consulté le 06/10/2022]

The Washington Post (Wilkins H., Paquette D.), *Burkina Faso's wildlife reserves have become a battle zone, overrun by militants and poachers*, 13/09/2020, [https://www.washingtonpost.com/world/africa/burkina-fasos-wildlife-reserves-have-become-a-battle-zone-overrun-by-militants-and-poachers/2020/09/12/dae444bc-f1c0-11ea-9279-45d6bdfc145f\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/africa/burkina-fasos-wildlife-reserves-have-become-a-battle-zone-overrun-by-militants-and-poachers/2020/09/12/dae444bc-f1c0-11ea-9279-45d6bdfc145f_story.html) [consulté le 08/03/2021]

Timbuktu Institute, *Insécurité Sahel : Le Burkina, dernier verrou vers l'Afrique côtière ?*, 23/03/2019, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/259-insecurite-sahel-le-burkina-dernier-verrou-vers-l-afrique-cotiere> [consulté le 22/05/2019]

TV5 Monde (Soyez N.), *Sahel : "La présence étrangère a causé la dispersion géographique des groupes djihadistes"*, 01/02/2022, <https://information.tv5monde.com/afrique/sahel-la-presence-etrangere-cause-la-dispersion-geographique-des-groupes-djihadistes-442978> [consulté le 08/06/2022]

TV5 Monde, *Burkina Faso: les "Koglweogo", des miliciens décriés*, 16/11/2020, <https://www.youtube.com/watch?v=3UK0cp71vJ4> [consulté le 21/03/2021]

United States Department of State (USDOS), *2021 Country Reports on Human Rights Practices: Burkina Faso*, 12/04/2022, [https://www.state.gov/wp-content/uploads/2022/03/313615\\_BURKINA-FASO-2021-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf](https://www.state.gov/wp-content/uploads/2022/03/313615_BURKINA-FASO-2021-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf) [consulté le 23/06/2022]

United States Department of State (USDOS), *Country Reports on Terrorism 2020*, 16/12/2021, [https://www.state.gov/wp-content/uploads/2021/07/Country\\_Reports\\_on\\_Terrorism\\_2020.pdf](https://www.state.gov/wp-content/uploads/2021/07/Country_Reports_on_Terrorism_2020.pdf) [consulté le 23/06/2022]

Voice Of America (VOA) (Blanchard S.), *Comment endiguer la stigmatisation des Peuls dans le Sahel*, 24/06/2022, <https://www.dw.com/fr/stigmatisation-peuls-sahel-mali-burkina-faso/a-62240675> [consulté le 23/06/2022]

Voice Of America (VOA) (Traoré L.), *La force Barkhane n'a pas l'intention de se déployer au Burkina*, 14/03/2022, <https://www.voafrique.com/a/la-force-barkhane-n-a-pas-l-intention-de-se-d%C3%A9ployer-au-burkina/6484587.html> [consulté le 08/06/2022]

Voice Of America (VOA) (Wilkins H.), *Abuses by Sahel Security Forces Against Citizens in Burkina Faso Down*, 27/10/2021, <https://www.voanews.com/a/abuses-by-sahel-security-forces-against-citizens-in-burkina-faso-down-6288714.html%C2%A0> [consulté le 21/06/2022]

Voice Of America (VOA) (Wilkins H.), *As Conflict Spreads to South Burkina Faso, So Do Human Rights Abuses*, 02/03/2022, <https://www.voanews.com/a/as-conflict-spreads-to-south-burkina-faso-so-do-human-rights-abuses/6466713.html> [consulté le 09/06/2022]

Voice Of America (VOA), *Barkhane: l'armée française dit avoir tué 40 "terroristes" au Burkina*, 13/02/2022, <https://www.voafrique.com/a/6439638.html> [consulté le 17/06/2022]

Voice Of America (VOA), *Les civils doivent être la pièce maîtresse de toute stratégie sécuritaire au Sahel*, 17/06/2022, <https://www.voafrique.com/a/les-civils-doivent-%c3%aatre-la-pi%c3%a8ce-maitresse-de-toute-strat%c3%a9gie-s%c3%a9curitaire-au-sahel-/6620799.html> [consulté le 21/06/2022]

Wakat Séra (Bougoum B.), *Burkina: 356 victimes des engins explosifs improvisés*, 27/10/2020, <https://www.wakatsera.com/burkina-356-victimes-des-engins-explosifs-improvises/> [consulté le 26/03/2021]

Wakat Séra (Daouda Zongo), *Burkina: l'audit de la défense et de la sécurité en cours de lancement*, 11/04/2022, <https://www.wakatsera.com/burkina-laudit-de-la-defense-et-de-la-securite-en-cours-de-lancement/> [consulté le 17/06/2022]

Wakat Séra, *Attaques terroristes: que devient la nouvelle arme du Burkina?*, 14/03/2022, <https://www.wakatsera.com/attaques-terroristes-que-devient-la-nouvelle-arme-du-burkina/> [consulté le 21/06/2022]

Wakat Séra, *Burkina : la réponse du ministère de la défense aux accusations de Human Rights Watch*, 21/04/2020, <http://www.wakatsera.com/burkina-la-reponse-du-ministere-de-la-defense-aux-accusations-de-human-right-watch/> [consulté le 17/06/2020]